

UNIVERSITÉ DE FRANCE

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'Ancienne Administration

DE LA

PRINCIPAUTE DE MONTBÉLIARD

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE LUNDI 9 DÉCEMBRE, A 2 HEURES ET DEMIE DE L'APRÈS-MIDI

PAR

Pierre WALTER

MONTBÉLIARD

SOCIÉTÉ ANONYME D'IMPRIMERIE MONTBÉLIARDAISE

1907

UNIVERSITÉ DE FRANCE

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'Ancienne Administration

DE LA

PRINCIPAUTE DE MONTBÉLIARD

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE LUNDI 9 DÉCEMBRE, A 2 HEURES ET DEMIE DE L'APRÈS-MIDI

PAR

Pierre WALTER

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. CHÉNON

PROFESSEUR

ASSESSEURS

{ MM. GARÇON, *professeur*
MÉGNIAL, *agréé*

MONTBÉLIARD

SOCIÉTÉ ANONYME D'IMPRIMERIE MONTBÉLIARDAISE

1907



*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*

A MES PARENTS,

A MES AMIS

PRÉFACE

Il se produit aujourd'hui un mouvement remarquable vers ce qu'on pourrait appeler la petite histoire ; les monographies ont un succès qu'elles n'ont jamais eu. Les provinces, les villes ont leurs historiens ; elles sortent de l'ombre où on les avait laissées jusqu'ici et apparaissent avec leurs caractères propres et leurs traits saillants ; elles se différencient l'une de l'autre.

Grâce à ces études particulières, on assiste de plus près à la création de l'unité nationale ; certains événements importants, les mouvements populaires, les séditions, les révoltes s'expliquent ; on s'aperçoit qu'ils sont nés non d'une façon brusque, mais à la suite d'une longue évolution. Les causes en sont complexes ; c'est aux sources, dans les registres municipaux, dans les rapports des officiers royaux, dans les livres même des familles qu'il faut les chercher,

Ainsi l'on découvre que dans l'histoire tous les faits s'enchaînent.

Le grand mouvement que l'on remarque au moyen-âge vers l'affranchissement des communes, n'est que le prélude de la révolte qui plus tard renversera la royauté ; c'est l'éternelle lutte pour la liberté qui remplit tous les siècles qui se sont écoulés depuis les premiers temps de la France féodale jusqu'à l'époque glorieuse de la Révolution.

La liberté, telle est l'idée que l'on trouve à la base de tous les soulèvements populaires ; c'est pour elle que les hommes lutteront jusqu'au moment où ils l'auront conquise ; l'histoire de

l'ancien régime tout entier n'est qu'un acheminement constant vers elle. Nous assistons à une conquête lente mais sûre, position par position ; quelquefois, l'évolution semble s'arrêter, mais cela ne dure pas, et bientôt elle reprend son éternel mouvement en avant.

A mesure que les hommes deviennent de plus en plus instruits, ils comprennent mieux leurs droits, et sentent de plus en plus la nécessité de les faire respecter et souvent les farouches seigneurs féodaux doivent s'incliner devant le peuple pour ne pas être brisés par lui. Cette marche ascensionnelle vers la liberté, ce n'est pas dans l'histoire générale qu'il faut la chercher, mais dans l'histoire locale infiniment plus fertile et plus féconde.

J'ai pensé qu'il était intéressant de faire cette étude pour l'ancienne principauté de Montbéliard, et de montrer quelles sont les institutions qui ont permis à ce petit état, placé entre des voisins puissants, de se développer, de prospérer et d'acquérir une liberté civile telle que la Révolution n'a rien pu y ajouter.

Pour faire comprendre l'enchaînement des faits, j'ai été obligé, dans un premier chapitre, de tracer rapidement l'histoire extérieure de la principauté et de faire l'énumération, un peu sèche, des souverains qui gouvernèrent Montbéliard, depuis les origines jusqu'en 1793 ; mon premier devoir est de m'excuser de cette introduction, un peu aride, mais nécessaire.

Je me suis surtout étendu sur l'organisation municipale, car, j'estime qu'elle est la plus attachante et la plus vivante ; c'est elle, en effet, qui touche de plus près à la vie du peuple.

PRINCIPAUTÉ DE MONTBÉLIARD



Cette carte a été dressée d'après une carte manuscrite sans date (Collections géographiques de la Bibliothèque nationale) mais probablement du 17^e siècle. On remarquera que contrairement aux conventions habituelles le nord se trouve en bas de la feuille et le sud en haut.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552823_0006

INTRODUCTION

Aux confins de la Suisse, entre l'Alsace et la Bourgogne, s'étendait, au moment de la Révolution, un petit état, qui était resté à peu près indépendant depuis les temps les plus reculés du moyen-âge; c'était le pays de Montbéliard qui avait subsisté comme un vestige de l'ancienne féodalité; cette survivance qui étonne d'abord, peut aisément s'expliquer et la raison en est facile à découvrir; l'Etat de Montbéliard relevait de l'empire d'Allemagne où les empereurs n'avaient pas réussi à venir à bout du morcellement féodal, contre lequel les rois de France avaient victorieusement lutté.

« A l'origine, dit Duvernoy ⁽¹⁾, l'Etat de Montbéliard, aussi grand qu'un département s'étendait depuis au delà d'Altkirch, de Porrentruy et de Saint-Hippolyte, jusque dans le voisinage de Lure et au-delà de l'Isle-sur-le-Doubs. Il occupait à peu près tout entière la haute vallée qui s'ouvre entre les Vosges et le Lomont et que partage en deux versants la ligne de faite du Valdieu, jetant d'un côté les eaux dans le Rhin par l'Ill et la Larga, de l'autre, dans l'Allan, le Doubs et l'Ognon, par la Magdeleine, le Saint-Nicolas, la Savoureuse et le Rahin. »

Le pays de Montbéliard était d'abord un simple comté; ce ne fut qu'en 1397 que l'empereur Rodolphe II l'érigea en principauté. A l'apogée de sa puissance, le comté comprenait, outre la ville de Montbéliard et sa banlieue, les seigneuries d'Héricourt, Blamont, Clémont et Châtelot en Franche-Comté, la baronnie de Granges, et les seigneuries de Clerval et de Passavant en Bourgogne, celles de Riquewihr et d'Horbourg en Alsace; son étendue a beaucoup varié dans le cours des temps.

(1) Duvernoy. *Mémoires de la Société d'Emulation, de Montbéliard*. 1891, p. 12.

Le premier comte de Montbéliard, dont nous puissions parler avec certitude, est Louis de Mousson, héritier des ducs d'Alsace ; il avait épousé Sophie de Bar qui lui avait apporté en dot les comtés de Bar, de Ferrette, de Porrentruy, de Montbéliard, les seigneuries de Delle et de Belfort, les baronnies de Granges et de Montjoie ; à sa mort, ses terres furent partagées entre ses deux fils Thierry et Frédéric ; celui-ci reçut pour sa part le comté de Ferrette, quant à Thierry, il devint comte de Montbéliard (1070). Son fils Thierry II lui succéda (1104). C'était un prince très pieux ; il fonda à Montbéliard le collégiale de Saint-Mainbœuf et créa l'abbaye de Belchamp. Il mourut en 1162 ; sa femme, dont le nom est resté inconnu, lui avait donné, outre un fils Thierry qui mourut jeune, deux filles dont l'aînée, Agnès, épousa Richard de Montfaucon. Leur fils Amédée devint comte de Montbéliard (1162) ; il fut un des favoris de l'empereur Barberousse et exerça sur la politique de celui-ci, une influence prépondérante. A sa mort, en 1195, il laissa deux fils, Richard III qui obtint le comté de Montbéliard, et Gauthier qui devint seigneur de Montfaucon, et mourut en 1237 ; l'aîné de ses trois fils, Thierry III, lui succéda dans le comté de Montbéliard : son humeur batailleuse et son courage chevaleresque l'avaient fait surnommer le grand baron ; il prétendait ne relever d'aucun suzerain et s'intitulait fièrement « Thierry, comte de Montbéliard, par la grâce de Dieu » ; il vécut à cette époque extrêmement troublée, qui est restée connue dans l'histoire sous le nom d'inter règne ; à la mort de l'empereur Frédéric II (1250), l'Allemagne fut livrée à l'anarchie et au brigandage, elle était en outre ruinée par les guerres que les petits seigneurs se livraient entre eux ; cet état déplorable qui persista même quelque temps après l'avènement de Rodolphe de Habsbourg au Trône impérial, se répercuta en Alsace et dans les contrées voisines. Mais Rodolphe était fermement décidé à rétablir l'ordre dans son empire ; son énergie peu commune, sa volonté persévérante lui permirent de réussir dans cette tâche difficile où bien d'autres auraient échoué. Thierry sentit alors toute sa faiblesse ; il comprit qu'il lui était nécessaire d'avoir un protecteur puissant s'il voulait subsister ; il avait à choisir entre le comte de Bourgogne et l'empereur d'Allemagne ; sa fierté décida de son choix ; il se reconnut vassal de Rodolphe de Habsbourg et de l'Empire ; mais seulement à l'égard du comté de

Montbéliard proprement dit ; il restait « souverain seigneur » pour les autres seigneuries ; il désigna comme devant lui succéder, son arrière-petite-fille Guillaumette de Neuchâtel, fiancée à Renaud de Bourgogne, fils de Hugues de Châlons ; le comté de Montbéliard entra donc ainsi dans la maison de Châlons. Renaud était un homme intelligent et énergique , mais batailleur ; il était en lutte perpétuelle avec ses voisins, souvent battu mais jamais découragé. Ce fut lui qui, en 1283, érigea la ville de Montbéliard en commune ; mais il ne le fit pas par pure générosité, il vendit aux bourgeois leurs franchises pour une somme de mille livres estevenantes ⁽¹⁾ ; ces franchises, il faut le reconnaître, étaient très larges pour le temps ; elles formèrent la base de toute l'administration municipale de la ville ; les bourgeois étaient affranchis de toute servitude réelle ou personnelle ; la ville devait être gouvernée par un conseil de neuf maîtres-bourgeois, élus par leurs concitoyens au suffrage universel ; ce même conseil était chargé de rendre la justice ; il s'adjoignait alors trois notables dans les cas graves.

Renaud mourut en 1321 ne laissant qu'un fils, Othenin ; ce prince était faible d'esprit ; il régna cependant jusqu'en 1332 sous la tutelle de Hugues de Bourgogne, son oncle ; à la mort de Hugues, les terres de Renaud furent définitivement partagées entre ses filles ; Othenin était absolument incapable d'administrer seul le pays.

Le comté de Montbéliard proprement dit revint à Agnès, fille aînée de Renaud, qui avait épousé Henri de Montfaucon ; les autres terres revinrent à la seconde fille Jeanne ; quant à la troisième Alix, elle n'obtint que des rentes en partage. Henri de Montfaucon était un homme belliqueux et chevaleresque qui passa sa vie sur les champs de bataille ; il lutta contre les Anglais et assista au siège de Saint-Jean-d'Acre. Il mourut en 1367, laissant un fils Etienne ; ses possessions comprenaient alors le comté de Montbéliard et les seigneuries d'Etobon, Granges, Marnay, Passavant et Clerval. Etienne, très batailleur au début et toujours en lutte avec ses voisins, finit par se ranger et se consacra tout entier à la bonne administration du comté ;

(1) Livres estevenantes, ou de Besançon. Elle valait alors environ 15 francs de notre monnaie ; elle représentait 14 sols, 9 deniers tournois et se divisait en 20 sols estevenants, le sol en 12 pites et la pite en quatre niquets.

les quatre enfants qu'il avait eus de sa femme Marguerite de Châlons, étaient morts avant lui ; il ne laissait que quatre petites-filles, toutes jeunes encore ; l'aînée, Henriette, âgée de douze ans seulement était déjà fiancée au comte Eberhard de Wurtemberg. Elle reçut pour sa part le tiers de la succession : Montbéliard, Granges, Clerval, Passavant, Etobon, Porrentruy et Saulnot ; les autres petites filles Jeanne, Marguerite et Agnès se partagèrent le reste des terres.

Le comté de Montbéliard passait donc dans la maison de Wurtemberg ; il ne devait plus en sortir jusqu'au moment de sa réunion à la France en 1793. Henriette mourut en 1444, regrettée de tous. Sa grandeur d'âme, sa générosité l'avaient fait surnommer la bonne comtesse. Ses deux fils, Louis I et Ulrich V régnèrent d'abord ensemble sur le pays ; mais en 1446, ils procédèrent au partage de leurs états. Louis I reçut pour sa part le comté de Montbéliard et quelques dépendances dans le Wurtemberg ; il devint le chef d'une nouvelle branche, celle de Wurtemberg-Montbéliard ; il mourut en 1450 laissant deux fils, Louis II et Eberhard le Barbu. Le premier étant mort en 1457, Eberhard resta seul maître du comté ; il l'administra avec beaucoup de sagesse. L'empereur Maximilien l'appréciait beaucoup et recourait souvent à ses conseils. « J'ai souvent profité des conseils d'Eberhard, disait-il, nul dans tout l'empire ne peut lui être comparé en vertu, en sagesse, en prudence. » Malheureusement pour faire une situation à son neveu Henri de Wurtemberg, Eberhard lui avait cédé le gouvernement du comté ; or, au bout de peu de temps, ce prince se montrant tout à fait indigne et incapable, et frappé d'ailleurs d'aliénation mentale, Eberhard le Barbu dut reprendre en mains l'administration du Comté. Il mourut en 1496 sans laisser d'enfants ; sa bonté et sa douceur lui avaient acquis l'estime et l'affection de son peuple ; il aimait à dire qu'il n'y avait pas un seul de ses sujets sur les genoux duquel il ne put s'endormir et passer une nuit d'été sans la moindre inquiétude.

Son neveu Eberhard VI lui succéda dans tous ses états ; c'était un prince débauché et cruel, les Etats réclamèrent ; Maximilien leur donna raison et le déposa en 1498.

Le duc Ulrich, fils du prince Henri lui succéda ; pour être plus libre dans ses affaires du Wurtemberg, il céda le comté de Montbéliard à son frère le comte Georges ; mais une brouille

survint entre eux, et Ulrich à qui son frère Georges avait réclamé des sommes qui d'ailleurs lui étaient dues, lui retira le comté et le confia à son fils le duc Christophe (1542). Ulrich mourut en 1550 et son fils Christophe monta sur le trône du Wurtemberg ; tout d'abord il voulut continuer à administrer lui-même le comté par l'intermédiaire d'un gouverneur et du Conseil de Régence qu'y avait institués le duc Ulrich, mais il ne put suffire à la lourde tâche qu'il s'était imposée : en 1583 il confia le gouvernement de Montbéliard à son oncle le comte Georges ; celui-ci mourut en 1585 laissant un fils encore au berceau, Frédéric, qui fut mis sous l'autorité des princes tuteurs ; en 1580 il fut déclaré majeur ; ce prince très instruit était passionné pour l'agriculture ; il fit tous ses efforts pour développer la prospérité du pays qu'il administrait.

Le duc Christophe de Wurtemberg étant mort en 1593 sans enfants, le comte Frédéric lui succéda sur le trône de Wurtemberg ; il vint s'établir à Stuttgart, et devint le chef de la maison actuellement régnante. Il mourut le 29 janvier 1608, laissant 15 enfants — il avait gouverné pendant cinquante ans le comté de Montbéliard et pendant quinze ans le duché de Wurtemberg ; son fils Jean-Frédéric lui succéda ; ce prince eut le bonheur de conserver en sa possession les quatre seigneuries d'Héricourt, Châtelot, Blamont et Clémont dont la souveraineté lui était contestée par la France. Le Parlement de Grenoble devant qui l'affaire fut portée reconnut la souveraineté du comte de Montbéliard et déclara l'indépendance des quatre seigneuries. En 1617 Jean-Frédéric conclut le traité des cinq frères ; aux termes de cette convention il cédait le comté de Montbéliard à son frère Louis-Frédéric, mais stipulait formellement qu'à défaut d'héritiers mâles, le comté devait retourner au Wurtemberg.

Louis-Frédéric gouverna avec sagesse le pays de Montbéliard ; il mourut en 1631 regretté de son peuple.

Son fils Léopold Frédéric lui succéda et régna de 1631 à 1662, pendant l'époque si troublée de la guerre de Trente ans ; à plusieurs reprises le pays fut ravagé par les armées ennemies ; en 1635 le duc de Lorraine vint mettre le siège devant la ville de Montbéliard et brûla les villages environnants ; mais il se retira à l'approche d'une armée de secours commandée par le maréchal de la Force. En 1638 il vint de nouveau attaquer la ville mais ne put s'en emparer malgré trois assauts furieux ; ces

guerres avaient épuisé le pays ; quand Léopold Frédéric mourut il laissait ses caisses vides et des dettes énormes (1662).

Son frère Georges II lui succéda et fit tous ses efforts pour rétablir la prospérité dans le comté, il favorisa surtout l'agriculture et tenta de remettre de l'ordre dans les finances ; il voulait aussi développer l'instruction et fonda une Université à Montbéliard en 1670. Malheureusement Louis XIV avait remarqué l'importance stratégique de la ville ; placée dans la trouée qui s'ouvre entre les Vosges et le Jura, elle était le point de passage obligé de toutes les invasions allemandes. Les Chambres de Réunion fonctionnaient alors et Louis XIV en profita pour faire déclarer par le Parlement de Dôle que Montbéliard devait être réuni à la France.

Le maréchal de Luxembourg s'empara de la ville par surprise (1676) et Louis XIV prévoyant qu'un jour il lui faudrait rendre sa conquête fit démolir les fortifications de Montbéliard au mépris des conventions et malgré l'avis contraire de Vauban.

La paix de Ryswick (1698) obligea la France à rendre la principauté de Montbéliard au Wurtemberg ; le Comte Georges put rentrer dans le comté qu'il avait quitté ; il mourut l'année suivante (1699).

Il ne laissait qu'un fils Léopold Eberhard ; ce fut de l'avis unanime des historiens, le plus mauvais des princes qui aient régné sur le pays ; le surnom de « mauvais prince » est resté attaché à son nom. Cruel et débauché, il vivait avec des concubines qu'il entretenait dans son château même ; étalant dans sa cour un luxe inouï, laissant le gouvernement aux mains de favoris incapables, accablant le pays d'impôts, et recourant pour se procurer de l'argent aux moyens les moins avouables et les moins honnêtes. C'est ainsi qu'il confisqua à son profit la recette ecclésiastique et qu'en 1710 il ordonna à tous les habitants de Montbéliard de lui présenter les titres de propriété de leurs immeubles ; beaucoup d'entre eux ne pouvant produire ces pièces virent leurs biens confisqués.

Il avait épousé une demoiselle Hedwiger de basse extraction, mais que l'empereur avait consenti à faire comtesse de Sponeck ; aucun enfant ne naquit de cette union mais Léopold Eberhard eut beaucoup d'enfants illégitimes. Il était haï de ses sujets qu'il opprimait avec tant de dureté ; pour rétablir son autorité ébranlée, il eut recours à un véritable coup d'Etat. Au mois

d'août 1706, il défendit aux Trois-Corps de ville de s'assembler sans sa permission. La Bourgeoisie lui adressa d'abord une requête le suppliant de respecter les franchises et de ne pas violer les engagements pris ; la supplique ayant été rejetée, les Trois-Corps de ville voulurent faire signifier au Conseil de Régence un acte d'appel devant la Chambre impériale de Wetzlar et firent venir à cet effet un notaire de Bâle. Léopold Eberhard le fit arrêter mais les Bourgeois le délivrèrent à main armée. Cependant la Chambre de Wetzlar avait reçu l'appel et l'avait renvoyé devant le Conseil Aulique, où le duc régnant de Wurtemberg prit nettement la défense de la Bourgeoisie.

La lutte n'allait pas tarder à prendre un caractère aigu ; désespérant de comprimer la révolte avec ses propres forces, Léopold Eberhard songea à faire appel à la France et envoya en ambassade à la cour de Louis XIV deux membres de son conseil ; ceux-ci eurent surtout de l'influence sur madame de Maintenon ; à l'insu du roi, celle-ci fit envoyer au duc Léopold six régiments de cavalerie française ; l'hôtel de ville fut cerné, le maître Bourgeois en chef et son conforteur ⁽¹⁾ Berdot furent arrêtés (2 mai). Le Conseil de Régence déclarait la ville déchue de ses franchises et la condamnait à payer une amende de cinq cents écus d'or.

Le 6, il condamnait Jacques Berdot à la peine de mort et les autres au bannissement et à de fortes amendes. Epouvantés par cet acte d'audacieuse violence, les Trois-Corps rédigèrent une lâche supplique à l'adresse du prince ; ils imploraient sa grâce pour « le criminel Jacques Berdot ». Ils se reconnaissaient en même temps indignes de leurs franchises et promettaient de rembourser tous les frais qu'ils avaient occasionnés au duc « par leur noire ingratitude » ; ils renonçaient enfin à l'appel intenté devant la Chambre impériale.

Mais Léopold Eberhard, de lui-même, recula devant la terrible responsabilité qu'il allait assumer ; il craignait que l'excès de désespoir ne poussât la bourgeoisie à une suprême révolte ; la peine de mort, à laquelle avait été condamné Berdot, fut commuée au dernier moment en celle de la détention perpétuelle ; un mois après sa propre maison lui fut donnée comme prison ; on en usa de même à l'égard des autres condamnés.

(1) Le conforteur était le second maître Bourgeois.

Le 3 août Léopold Eberhard établit à Montbéliard une nouvelle magistrature, il choisit six personnes sur une liste de douze qui lui était présentée par la bourgeoisie ; il leur en adjoignit trois autres de son choix ; mais l'agitation continuait, les colères, les haines s'amassaient contre le prince ; celui-ci sentit le danger qu'il y aurait pour lui à lutter plus longtemps contre la bourgeoisie ; le 30 décembre 1708 il signait avec les représentants de celle-ci un traité amiable qui faisait revivre les anciennes coutumes et rétablissait les Trois-Corps de ville dans tous leurs pouvoirs. Léopold Eberhard mourut en 1723 et sa mort fut une véritable délivrance pour son peuple.

Eberhard-Louis, duc régnant de Wurtemberg lui succéda ; mais le Comte de Sponeck, enfant illégitime de Léopold Eberhard, s'était réfugié dans le château. Les partisans du duc s'en emparèrent de vive force et le comte de Sponeck s'enfuit avec sa famille. Il implora l'appui de Louis XV et intenta un procès au duc de Wurtemberg devant le Parlement pour obtenir la possession des terres et seigneuries de Franche-Comté ; le Roi évoqua l'affaire en son conseil et ordonna la mise en séquestre des quatre terres pour disposer de leurs revenus en faveur des enfants naturels de Léopold Eberhard ; ce séquestre ne fut levé qu'en 1748 à la suite d'une convention particulière entre le roi de France et le duc de Wurtemberg.

Eberhard Louis mourut en 1733, sans laisser d'héritier direct, son frère Charles-Alexandre lui succéda. La même année, la guerre ayant éclaté entre la France et l'Empire, les troupes françaises occupèrent Montbéliard et le Conseil de Régence fut remplacé par un tribunal de Baillage ; cependant les corps élus subsistaient et gardaient leurs pouvoirs administratifs et judiciaires. Le traité de Vienne (1736) obligea la France à rendre Montbéliard au Wurtemberg. Charles-Alexandre mourut le 13 mars 1737 au château de Louisbourg ; ses fils Charles Eugène, Louis-Eugène et Frédéric-Eugène régnèrent successivement sur le duché de Wurtemberg et la principauté de Montbéliard. En 1786 Louis-Eugène nomma son frère Frédéric-Eugène statthouder à vie de la principauté ; Frédéric la gouverna en cette qualité jusqu'en 1793, date de la réunion de Montbéliard à la France.

Il reste maintenant à nous demander quelles étaient les terres qui relevaient de la principauté ; son étendue a beaucoup varié

dans le cours des temps ; au XVIII^e siècle elle comprenait les Seigneuries d'Héricourt, Blamont, Clémont et Châtelot en Franche-Comté, celles de Granges, Clerval et Passavant en Bourgogne ainsi que celles d'Etobon et de Franquemont, enfin la seigneurie de Riquewihr et le comté d'Horbourg en Alsace ; toutes ces terres n'ont pas toujours fait partie de la principauté de Montbéliard.

Nous avons vu qu'en 1331, à la mort de Renaud de Bourgogne les terres de ce comté furent partagées, Héricourt et Belfort passèrent à Jeanne de Montbéliard ; lors du décès de celle-ci les seigneuries d'Héricourt et du Châtelot passèrent dans la maison de Bade, puis par suite de mariage dans celle de Linange. Enfin elles appartenirent aux archiducs d'Autriche Albert et Léopold à la suite d'échanges que ceux-ci avaient contractés avec la maison de Linange ; ceux-ci les revendirent à leur tour aux ducs de Neuchâtel. En 1526 le duc Ulrich racheta les quatre seigneuries à Jean de Montaigu et Ferdinand de Neuchâtel, héritiers légitimes de la maison de Neuchâtel mais il ne reentra réellement en possession que des terres de Blamont. Les autres avaient été accaparées et retenues par Guillaume de Furstemberg et Félix de Wardemberg, gendres de Claude de Neuchâtel ; ceux-ci ne se sentant pas de force à garder leurs conquêtes les vendirent à Ferdinand d'Autriche, frère de Charles-Quint, qui à son tour les céda à son trésorier général Gabriel de Salamanque, comte d'Ortembourg. Ce ne fut qu'en 1561, sous le règne du duc Frédéric, que les quatre seigneuries furent définitivement réunies à la principauté de Montbéliard.

Leur situation était des plus délicates ; en 1614 le Parlement de Grenoble avait bien déclaré qu'elles étaient indépendantes et ne relevaient en rien de la France, mais Louis XIV fit de nouveau porter l'affaire devant le Parlement de Dôle, qui rendit un arrêt le 16 octobre 1680, déclarant nul et non avenu l'arrêt du Parlement de Grenoble, et décidant que la principauté de Montbéliard tout entière relevait de la France et que le prince devait foi et hommage au roi très chrétien.

Le comte Georges protesta en quittant la ville, et les troupes françaises vinrent en prendre possession ; mais la situation changea après la paix de Ryswick, Louis XIV dut restituer le comté proprement dit ; il maintint néanmoins les garnisons qu'il avait mises dans les quatre seigneuries et ordonna la mise en

séquestre de leurs revenus ; le séquestre ne devint officiel qu'en 1723 comme nous l'avons vu, sous le fallacieux prétexte de sauvegarder les intérêts des enfants naturels du prince Léopold Eberhard. Il ne fut levé qu'en 1748 à la suite d'une convention particulière signée entre le roi de France et le duc de Wurtemberg ; aux termes de cet accord, les Seigneuries dépendantes du Comté de Montbéliard furent restituées avec tous les droits qui y étaient attachés à la maison de Wurtemberg ; le duc de son côté reconnaissait la suzeraineté du roi de France.

Quant aux Seigneuries de Granges, Clerval et Passavant, elles avaient été annexées au comté de Montbéliard par les comtes de Montfaucon ; elles restaient dans la mouvance du comté de Bourgogne, et comme telles soumises aux lois et aux coutumes de celui-ci.

Les Seigneuries d'Ilorbourg et de Riquewihr avaient été achetées en 1524 par Ulrich de Wurtemberg à leurs possesseurs d'alors les frères Walter et Burkard.

Enfin la baronnie de Franquemont avait été acquise en 1595 par le comte Frédéric aux barons de Gilley pour une somme de 42.000 écus d'or ; elle dépendait partie de la Bourgogne et partie de l'évêché de Bâle.

Cette situation complexe des seigneuries était de nature à soulever de fréquents conflits de juridiction, chaque portion de territoire étant soumise à un régime et à des institutions différents. L'examen de ce régime serait très long et nécessiterait une étude particulière et minutieuse, aussi je ne fais que l'indiquer.

Dans l'étude que je me propose de faire des institutions administratives et judiciaires de la principauté je suivrai l'ordre suivant :

- 1^o Administration politique ;
- 2^o Organisation municipale ;
- 3^o La Justice ;
- 4^o La Police ;
- 5^o Les Finances.

V. John Viénot. *Histoire du pays de Montbéliard*. Audincourt, 1904.

De Resener. *Abrégé de l'Histoire du pays de Montbéliard*. Montbéliard, 1892.

Duvernoy. *Société d'Emulation de Montbéliard*, 1891.

Colonel Beurnier. *Société d'Emulation de Montbéliard*, 1893.

CHAPITRE I^{er}

L'administration politique.

Avant d'entrer dans l'étude de l'organisation municipale proprement dite, il faut examiner d'abord ce qu'on pourrait appeler l'administration politique.

Quelle était la situation du comte de Montbéliard vis-à-vis de l'Empire dont il relevait ? Était-il absolument indépendant ? Au point de vue intérieur, quels étaient ses droits et ses privilèges ? La réponse à ces questions formera l'objet de ma première étude ; nous envisagerons ensuite l'organisation et le fonctionnement du Conseil de Régence créé par le duc Ulrich, et dont l'importance variait suivant que les princes résidaient ou ne résidaient pas à Montbéliard ; enfin nous examinerons les pouvoirs des principaux officiers.

SECTION I

Les princes.

Le comté de Montbéliard relevait de l'Empire ; il était soumis aux lois qui régissaient le corps germanique, c'était un pays de droit écrit. On y appliquait d'abord les lois et ordon-

nances du duc de Wurtemberg, puis les lois du St Empire ; enfin, si cela ne suffisait pas, on avait recours au droit romain ; les princes qui le gouvernaient étaient justiciables du Conseil aulique et de la Chambre impériale de Wetzlar ; mais à part certaines exceptions, ils avaient conservé toute la liberté d'administration, comme d'ailleurs la plupart des princes de l'Empire.

Ils possédaient à peu près tous les droits régaliens et jouissaient par conséquent du pouvoir législatif ; ils l'exerçaient en toute liberté et sans aucun contrôle, à la seule condition de respecter les lois fondamentales de l'empire ; ils avaient le droit de battre monnaie, de bâtir des forteresses, de contracter des alliances, de faire la paix et de déclarer la guerre ; ils pouvaient envoyer des ambassadeurs aux princes et aux Etats étrangers, conférer des honneurs et même des dignités ecclésiastiques ; ils avaient le droit de haute, moyenne et basse justice ; les princes de Montbéliard siégeaient dans les diètes de l'Empire et ils y occupaient le quarante-cinquième rang sur le banc des Princes ; cet honneur ne leur avait pas toujours appartenu ; ce ne fut qu'en 1597 que l'empereur Rodolphe II leur donna le titre de princes ; les comtes de Montbéliard étaient donc vassaux de l'empire, mais tout en conservant une grande partie de leur indépendance.

Quels étaient les droits des comtes de Montbéliard à l'égard de leurs sujets ? On peut les classer en trois catégories : droits politiques, droits judiciaires et droits féodaux.

I. Les droits politiques comprenaient : ⁽¹⁾

- 1^o Le droit d'exiger le serment de fidélité des bourgeois ;
- 2^o Le droit de faire rendre compte aux bourgeois de l'administration des revenus de la ville ;
- 3^o Le droit de concéder franchises, libertés et immunités ;
- 4^o Le droit de faire des lois et de rendre des ordonnances ; le prince avait seul le pouvoir législatif ; mais il faut remarquer que ce pouvoir n'avait pas toute l'importance qu'il semble avoir ; toutes les questions importantes concernant l'administration, la justice ou la police de la ville étaient réglées par des traités et des conventions librement passées entre les princes et la bourgeoisie ; ce sont ces accords qui forment la base de toute l'administration et de toute la législation de la principauté.

(1) V. *Archives nationales*, K. 2224.

De ce pouvoir législatif dérivait comme conséquence logique un autre droit : celui de faire grâce. « La lettre de grâce, dit M. Esmein ⁽¹⁾ était un acte du pouvoir législatif par lequel une personne déterminée était soustraite dans un cas donné à l'application de la loi, sans que celle-ci fût abrogée et perdît sa force générale ». On l'a appelé quelquefois le droit de *dispensatio*. Dans l'énumération des droits du prince parue en 1711 ⁽²⁾ on lui reconnaît le droit de « faire grâce aux condamnés à mort et autres peines ».

A côté des lettres de grâce proprement dites existaient des lettres de répit par lesquelles le prince accordait un délai ou terme de grâce au débiteur malheureux.

Il pouvait aussi par des lettres « rétablir en honneur ». Ces lettres devaient avoir pour but d'effacer les incapacités politiques ou civiles entraînées par la condamnation à certaines peines. Toujours en vertu de son pouvoir législatif, le prince avait encore le droit de légitimer les bâtards et d'accorder des dispenses d'âge.

II. En matière judiciaire, il pouvait établir toutes les juridictions qu'il lui semblait bon d'instituer, mais à la condition expresse de respecter le Tribunal de la Mairie et de ne pas attenter aux droits de celui-ci ; les conflits de compétence entre les Tribunaux seigneuriaux et municipaux ont été fréquents malgré les accords intervenus à ce sujet entre la bourgeoisie et le prince. Le plus important de ces accords est le traité amiable de 1537 dont nous aurons à reparler.

III. Les autres droits du prince, qu'on peut ranger sous la classification de droits féodaux étaient :

1° « D'exiger des corvées.

2° « De loger dans les maisons des bourgeois et habitants, ceux qui par devoir dehus au Seigneur seraient venus à la cour.

« Le droit de confisquer.

« De permettre représailles.

« Celui de pourvoir à la sûreté publique, de fortifier, de guet et de garde ». ⁽³⁾

(1) Esmein. *Histoire du Droit français*. Paris, 1893, in-8°.

(2) *Archives Nationales*, K, 2224.

(3) *Archives Nationales*, K, 2224.

Ce dernier droit correspondait d'ailleurs à un devoir des plus importants qui incombait à tous les seigneurs quelque'ils fussent, celui de défendre leurs sujets contre toute attaque venant de l'extérieur et de leur assurer la paix sans laquelle ils ne pouvaient prospérer.

SECTION II

Le Conseil de Régence.

Le Conseil de Régence fut institué au commencement du XVI^e siècle sous le règne du duc Ulrich. Il est certain qu'avant cette date les princes s'étaient entourés d'un conseil composé d'officiers et de courtisans, mais ce fut le duc Ulrich qui l'organisa le premier d'une façon sérieuse et lui donna le nom de Conseil de Régence, qu'il conserva dans la suite. Le duc Ulrich régna sur la principauté de 1498 à 1550 ; il y joua un rôle des plus importants.

Il était fils du duc Henri qui avait mené une vie des plus malheureuses et était mort fou à la suite des émotions violentes qu'il avait subies (1519).

Ulrich était un homme intelligent et énergique, de nature impétueuse et même violente ; tout d'abord il sembla être le favori de la fortune ; son intelligence vive et précoce, la décision de son caractère, la ténacité qu'il mettait à l'accomplissement de ses désirs et de ses volontés, l'avaient fait remarquer. Tout jeune encore, il était nommé au poste important de « Directeur du cercle de Souabe ».

Malheureusement pour lui, il se grisa de ses succès et ne sut pas résister à l'impétuosité de son caractère ; les dépenses immodérées qu'il fit pour entretenir à la cour du Wurtemberg la vie luxueuse et brillante qui lui plaisait, furent une des causes de sa

chute. Les paysans qu'il écrasait d'impôts se soulevèrent contre lui, la noblesse indignée par l'assassinat du jeune de Hutten qu'Ulric tua à la chasse, prit fait et cause contre lui. Le jeune prince fut mis au ban de l'empire et exilé de ses états ; il se réfugia à Montbéliard et y prépara sa revanche ; en 1534 il réussit à reconquérir ses états ; il rentra alors à Stuttgart et confia le gouvernement de la principauté de Montbéliard à son frère le comte Georges.

C'est alors qu'il institua le Conseil de Régence. Il comptait ainsi exercer une certaine influence sur le gouvernement de la principauté ; ce conseil qui persista jusqu'à la Révolution avait les attributions les plus variées ; il était en même temps conseil d'Etat, chambre des finances et tribunal seigneurial ; son influence, comme conseil de gouvernement, était des plus variables selon que les princes résidaient ou ne résidaient pas à Montbéliard. Comme ils n'y faisaient généralement que de courtes apparitions, le Conseil était, lors de leurs absences, chargé du gouvernement de la principauté ; il expédiait toutes les affaires courantes ; mais son rôle politique diminuait dans de singulières proportions lorsque le duc de Wurtemberg confiait à un de ses parents le gouvernement de la principauté. Ce fut le cas pour le comte Georges.

Le Conseil de Régence était donc pour le duc un auxiliaire des plus précieux, il le tenait au courant de tout ce qui se passait dans la principauté ; pour les questions importantes, le duc demandait souvent l'avis du Conseil. Pour l'étude des affaires, la méthode employée était la suivante ; le président ou directeur du Conseil distribuait les affaires entre les conseillers, ceux-ci après les avoir étudiées devaient en faire un rapport ; l'affaire venait ensuite en délibération et chacun donnait son avis motivé sur la question ; tous les avis étaient consignés sur un registre spécial appelé le Protocole des Délibérations du Conseil de Régence. La décision était prise à la majorité des voix ; elle ne s'imposait pas au prince qui restait libre d'agir comme il voulait ; c'était un simple avis ; pourtant ces délibérations avaient leur raison d'être ; le prince pouvait trouver des éléments de décision dans le Protocole des Délibérations où le secrétaire de la Chancellerie était chargé de transcrire les avis motivés de tous les conseillers ⁽¹⁾.

(1) Collection Duvernoy. Bibliothèque de Besançon. 8.

Le Conseil de Régence était aussi un tribunal. Lorsqu'il se réunissait pour juger une affaire quelconque soit en premier ressort, soit en appel, il prenait le nom de Cour et Chancellerie ; j'en examinerai plus loin la compétence en étudiant l'organisation judiciaire de la principauté ; certains procès de nature particulière comme les procès féodaux étaient évoqués devant ce haut tribunal. Le traité conclu entre le comte Georges et la Bourgeoisie le 30 mai 1557 et qui mettait fin aux difficultés que soulevait depuis de nombreuses années l'interprétation des franchises, réglait la compétence respective des Conseils de Régence et des tribunaux municipaux.

Le Conseil de Régence avait en outre de très importantes attributions administratives ; il nommait à toutes les fonctions, s'occupait des affaires domaniales et de tout ce qui concernait les eaux et forêts. La réglementation de la chasse ainsi que les contestations en matière d'impôts ou de redevances étaient de son ressort ⁽¹⁾.

Enfin c'est au Conseil de Régence que l'on adressait les requêtes ; le conseil les examinait et les renvoyait au prince avec son avis motivé ⁽¹⁾ ; si l'affaire était délicate, un conseiller était chargé de l'étudier, et d'en faire un rapport. Ces requêtes étaient très nombreuses et il en était tenu un registre spécial.

Composition du Conseil. — Lors de son institution le Conseil de Régence se composait d'un président ou directeur, d'un vice-président et quatre ou cinq conseillers ; plus tard leur nombre augmenta et, à la fin du XVIII^e siècle, il était de dix ; un greffier leur était adjoint. En outre des conseillers en titre, certains hauts fonctionnaires entraient de droit dans le Conseil de Régence : c'étaient l'intendant, le chancelier, le procureur général. Nous remarquons ici quelque analogie avec le Conseil du Roi qui comptait lui aussi des membres de droit, comme les hauts fonctionnaires et les secrétaires d'Etat ; les grands officiers pouvaient en effet donner des conseils précieux et il était naturel qu'on leur demandât leur avis, surtout pour les affaires de leur département ; la bonne administration du pays comme d'ailleurs les intérêts du prince ne pouvaient qu'y gagner.

(1) *Archives nationales*, K, 1928-1930.

Les devoirs et les charges des président, vice-président et conseillers étaient minutieusement spécifiés ; après avoir prêté le serment de fidélité entre les mains du procureur général, les futurs conseillers recevaient au moment de leur nomination des lettres d'instruction très détaillées et précises. Au reste l'usage de ces lettres était très commun dans la principauté ; et il n'était pas de petit fonctionnaire, quelque modeste que fût sa fonction, fût-il même simple valet de ville ou banvard, qui n'en fût pourvu. Elles avaient tout au moins cet avantage de bien préciser aux futurs fonctionnaires quels étaient leurs charges et leurs devoirs.

Le président du Conseil de Régence ⁽¹⁾ avait à remplir des fonctions très variées et très multiples, et ses pouvoirs étaient très complexes ; les lettres d'instruction, dont il était pourvu, en font foi ⁽²⁾.

Le premier devoir qu'on lui impose c'est de protéger la religion évangélique ; le protestantisme venait d'être introduit par le duc Ulrich dans le pays de Montbéliard ; il avait à lutter contre les forces acquises depuis longtemps par le catholicisme ; et comme le duc avait la ferme intention d'implanter la nouvelle religion dans la principauté, il était nécessaire, pour arriver à ce but, qu'il donnât à ses officiers le moyen de faire respecter ses volontés et de réaliser ses desirs ; les efforts d'Ulrich et de ses successeurs, qui continuèrent sa tâche, ne furent pas vains ; et depuis la réforme, le protestantisme est toujours resté la religion dominante dans le pays de Montbéliard.

La principale fonction du président du Conseil de Régence est de diriger les travaux de cette assemblée ; il est chargé de répartir le travail entre les Conseillers ; il leur distribue les rapports et les requêtes ; il a la haute main sur le tribunal de Cour et Chancellerie ; il confie aux conseillers l'étude des différentes affaires qui viennent devant ce tribunal « ayant soin, disent les lettres d'instruction, de tenir compte des parentés ».

Il dirige les affaires de la Chancellerie et veille à la conservation des minutes ; il communique au conseil tous les écrits qui

(1) Bibliothèque de Besançon. Collection Duvernoy, 8.

(2) Le Président du Conseil de Régence était toujours le bailli ou gouverneur.

lui sont adressés ; on lui impose la tenue d'un registre contenant toutes les affaires qui relèvent du Conseil de Régence. Il préside aux délibérations et veille à ce que la discussion se déroule avec ordre et méthode et à ce que les conseillers aient entre eux des rapports cordiaux.

Les délibérations doivent se faire conformément aux ordonnances du prince et, à leur défaut, suivant le droit public allemand.

Le président est l'intermédiaire obligé entre le Prince et la Bourgeoisie ; c'est à lui que revient la tâche honorable mais singulièrement difficile et délicate d'aplanir les difficultés qui pourraient s'élever entre eux. Les lettres d'instruction continuent ainsi. « Il est chargé de l'inspection des domaines du Prince... veillera aux revenus ecclésiastiques et séculiers ; il assistera à l'audition des comptes de la recette séculière et ecclésiastique ; il veillera à ce que les comptes soient rendus annuellement par les receveurs. Il aura l'inspection de la forge d'Audincourt ⁽¹⁾, s'appliquera à vivre en bonne intelligence avec les seigneuries voisines et avec la France ».

Il administrait la justice ; les procès devaient être jugés rapidement et avec la plus grande impartialité ; le président du Conseil de Régence était responsable de la conservation des archives et des protocoles. Enfin il devait faire tout ce qui était en son pouvoir, pour favoriser le développement du commerce et il donnait à ce sujet au Prince tous les conseils et tous les avis que lui suggérait son expérience, et qu'il croyait de son devoir de lui donner.

Le président du conseil avait donc une mission générale de surveillance et de direction aussi bien sur les affaires administratives et judiciaires, que sur ce qui concernait la politique et la religion ; c'était en somme le premier ministre du prince.

Les appointements s'élevaient à douze cents livres par an, il avait en outre un appartement au château et avait droit de jouissance sur les vignes et les grands jardins.

Le vice-président ⁽²⁾ était chargé de présider les séances du Conseil en l'absence du président — il promettait comme les autres fonctionnaires de garder le secret le plus absolu sur tout

(1) La forge d'Audincourt faisait partie du domaine du prince.

(2) *Archives nationales*, K, 1928.

ce qui lui était confié ; il présidait la Chambre que l'on avait établie de bonne heure pour l'expédition des affaires courantes ; pendant son absence ce rôle incombait au plus ancien des conseillers présents ; si le vice-président était d'un avis différent de celui de ses collègues, il devait le consigner par écrit sur le protocole des délibérations. Il lui était interdit de s'absenter sans l'autorisation du gouverneur, et sans en avoir avisé le Conseil ; si son absence devait durer plus de huit jours, l'autorisation devait lui en être donnée par écrit ; il avait en outre la même mission générale de surveillance que le président ; — de concert avec celui-ci, il était chargé de faire respecter les lois et ordonnances de la principauté et d'en assurer l'application.

Les Conseillers, au début étaient au nombre de cinq seulement, mais ils augmentèrent rapidement et en 1753 ils n'étaient pas moins de dix. Ils assistaient à toutes les séances du Conseil et faisaient des rapports sur les questions que le président les avait chargés d'étudier ; ils étaient tenus de donner leur avis sur toutes les affaires qui relevaient du Conseil.

« Il sera respectueux, disaient les lettres d'instruction, envers notre gouverneur et président comme chef de notre Conseil et en son absence à celui qui y présidera. » L'assiduité aux séances est obligatoire pour le conseiller. « Si le président lui demande son avis sur une question il donnera son suffrage à son ordre suivant ses lumières et sa conscience, en écartant tout esprit de contrariété et d'intérêt particulier, n'interrompant jamais celui qui donne le sien. Dans le cas où il serait d'un avis différent de celui de ses collègues, il le fera porter sur le protocole des délibérations, avec les motifs pour ou contre et les motifs qui le déterminent. Il mettra tout son soin à expédier le plus rapidement possible toutes les affaires et particulièrement celles qui lui seront confiées, donnant toujours sa préférence à celles intéressant la Seigneurie ».

Nous avons vu que le conseiller était chargé de faire des rapports sur les questions qui lui étaient soumises par le président ; il joignait à son rapport tous les actes et pièces s'y rapportant ; s'il s'agissait d'une affaire très importante et exigeant le secret le plus absolu, le conseiller devait prendre le plus grand soin pour que rien ne s'ébruitât ; il était souvent chargé d'une mission à l'extérieur, il était muni dans ce cas de pouvoirs spéciaux. C'est ainsi qu'en 1706, nous voyons le prince

Léopold Eberhard envoyer deux de ses conseillers à la cour de Louis XIV pour demander l'appui de la France contre sa bourgeoisie révoltée. Enfin il était du devoir du conseiller de régence de faire appliquer les lois concernant la police et les ordonnances sur les eaux et forêts.

Les arts, l'industrie, l'agriculture étaient sous sa protection. Des lettres d'instruction faisaient ensuite cette dernière recommandation au futur conseiller. « Il se comportera avec douceur, probité et honnêteté, s'abstenant de toute vexation et exaction, ne recevra sans notre permission expresse aucun présent dans son office, de quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit, gardant à Dieu et à nous les mains pures ».

La pratique des épices ⁽¹⁾, qui avait été un des abus les plus criants de l'ancien régime, n'existait pas dans le pays de Montbéliard, les charges n'étaient pas vénales et les conseillers n'avaient pas à se préoccuper de recouvrer les frais d'achat de leurs charges.

Leur traitement, qui au début était de 187 francs 8 sols, atteignait 900 livres à la fin du XVIII^e siècle ; ils touchaient en outre cinq bichots de froment et divers émoluments, (droit au sceau, droit sur les amendes...)

Le personnel du Conseil de Régence était complété par un greffier, appelé greffier de la Chancellerie ; nous examinerons quelles étaient ses fonctions en faisant l'étude de l'organisation judiciaire de la principauté.

Il faut citer en outre un certain nombre de « secrétaires » dont les fonctions étaient de seconder les conseillers dans leur tâche et spécialement dans la rédaction des rapports.

Projet de Règlement. — Bientôt le Conseil de Régence débordé de travail ne put plus suffire à sa tâche, les affaires subissaient un retard considérable et au XVIII^e siècle l'encombrement

(1) Il était d'usage dans notre très ancien droit non seulement que le plaideur allât solliciter ses juges mais encore leur offrir des petits cadeaux. Ceux-ci consistaient au début et jusqu'au XVI^e siècle en des espèces de bons épices que nos ancêtres prenaient pour s'exciter à boire. Cette offrande d'abord purement volontaire devait bien une obligation et se transforma en argent. (Esmein. loc. cit.). « Depuis les épices furent changées en argent, aimans mieux les juges toucher deniers que dragées ». Pasquier, *Recherches de la France*, Tome II, p. 60.

devint tel qu'une réforme s'imposait. Le Conseil de Régence fut chargé d'établir un règlement pour la distribution et la délibération des affaires; il se mit au travail et bientôt proposa au prince le projet de règlement suivant ⁽¹⁾.

RÈGLEMENT DES TACHES DU CONSEIL.

« La justice ordinaire du Conseil sera administrée par trois conseillers.

Le bailli sera chargé des affaires d'Héricourt et Châtelot, et de la justice criminelle.

Le chambellan jugera les affaires concernant les domestiques de la Cour.

Le grand gruyer aura l'inspection des bois, rivières, chasses et prés.

L'intendant pourra être chargé de recevoir les lettres des princes étrangers et d'y répondre, et des affaires concernant les domaines et les comptes concurremment avec un autre conseiller.

Un autre conseiller sera chargé de la commission des décrets et de la criminalité en l'absence du bailli; deux autres conseillers pourront être chargés des affaires d'Alsace et des bâtiments, un autre des affaires des seigneuries de Blamont et de Clémont et des affaires de Stutgard; un autre des affaires dépendant du procureur général.

Les procès instruits et produits tant au civil qu'au criminel de la fiscalité et des causes ecclésiastiques des appellations de la mairie et des commissions des 5 villages seront distribuées par monsieur le président tour à tour entre les conseillers à l'exception de monsieur le procureur général, en observant une égalité tant que faire se pourra ».

Ce projet établissait en outre des commissions permanentes; les unes devaient s'occuper des seigneuries dépendantes ⁽²⁾, les autres des affaires d'Alsace; une commission permanente était instituée pour traduire le Nouveau Testament; cette disposition qui étonne d'abord s'explique par le caractère profondément religieux des princes de Wurtemberg.

(1) *Archives nationales*. K. 4928.

(2) C'est-à-dire Héricourt, Blamont, Châtelot, Clémont.

Ce projet fut-il adopté par le duc de Wurtemberg ? Il est probable qu'il fut mis en application, mais il n'existe aucun document le mentionnant. D'ailleurs cette mesure, si elle fut exécutée, dut devenir bientôt insuffisante : le Conseil de Régence, débordé de toutes parts, assailli de requêtes, de procès, sans cesse en butte à des difficultés administratives et financières ne pouvait plus suffire à sa tâche ; une réforme radicale s'imposait. Frédéric-Eugène, nommé statthouder de la principauté de Montbéliard par son frère Charles-Eugène duc régnant de Wurtemberg, le comprit et, par un édit en date du 27 janvier 1785, il donna au Conseil de Régence une organisation toute nouvelle qui le transformait complètement.

Edit de 1785. — Cet édit divisait le Conseil de Régence en deux chambres distinctes ; la Chambre de justice et la Chambre des finances, ayant chacune leurs attributions particulières, leur président, leurs conseillers ⁽¹⁾.

La décision du prince Charles-Eugène fixait ainsi le rôle de la Chambre des finances.

« Les ordres pour le paiement des gages, pensions, — la taxe et la vente des grains, les réparations et les améliorations des fonds de la seigneurie, la direction des ponts et chaussées, l'affranchissement particulier des sujets et des fonds de mainmorte, les accensements et les échanges de peu de valeur, les amodiations des biens et des droits seigneuriaux, les échuttes mainmortables, les épaves, droits de douvot, de retenue et de consentement, les dispenses, modérations et remises d'amendes prononcées dans les justices des seigneuries et dans les justices inférieures du pays et tous autres objets relatifs à l'administration des domaines seront de la compétence de cette chambre à qui appartiendra exclusivement l'audition des comptes » ⁽²⁾.

La compétence de la Chambre des finances était donc nettement délimitée.

Pour résumer, la compétence de la nouvelle Chambre s'étendait à tout ce qui concernait l'administration des finances et les revenus de la principauté ; elle jugeait souverainement les ré-

(1) Je laisse complètement de côté pour le moment la chambre de justice ; je l'étudierai en même temps que l'organisation judiciaire de la principauté.

(2) *Archives nationales*. K. 1931 et K. 1932.

ductions et les dispenses d'amendes prononcées dans les juridictions inférieures.

Cette réforme devait avoir pour résultat de débarrasser le Conseil de Régence des affaires financières qui l'encombraient, et de lui permettre d'expédier plus rapidement les procès qui étaient portés devant lui.

La Chambre des finances siégeait deux fois par semaine « sous les Halles pour y délibérer des affaires de la finance, des mines et de la forêtierie de S. A. S. » ⁽¹⁾. Le Président du Conseil était prévenu de la date de la réunion; la Chambre des Finances était présidée par son directeur et en son absence par le premier des conseillers présents; la délibération ne pouvait se faire sans la présence de l'auditeur des comptes; celui-ci en cas d'empêchement pouvait se faire remplacer par un secrétaire du Conseil. La Chambre délibérait à la pluralité des voix; les membres devaient donner leur avis sur tout ce qui était proposé, mais « en ayant soin d'éviter toute parole et discussion inutile ». Si l'un des conseillers estimait la résolution prise contraire aux intérêts du prince, l'affaire était portée au Conseil de Régence, où elle était décidée à la pluralité des voix; il en était de même pour toutes les questions ayant quelque importance; on les transcrivait sur un protocole en y ajoutant l'avis de chacun des conseillers; l'auditeur des comptes y ajoutait son « conclusum », et l'affaire passait ensuite au Conseil de Régence.

La Chambre des Finances, que l'on appelait aussi la Députation, devait tenir le Conseil en courant des baux à passer, des ventes de fonds et « généralement de toutes celles où il convient d'user de beaucoup de prudence et de circonspection ». Elle était encore chargée de l'adjudication et de l'amodiation des dîmes de la Seigneurie; (nous verrons en effet que la plupart des revenus seigneuriaux étaient amodiés), au besoin elle députait sur place un conseiller connaissant la langue et les usages du pays; si l'adjudication ne donnait pas des résultats suffisants, les dîmes étaient mises en régie.

Nous avons vu que la Chambre des Finances ne pouvait se réunir sans la présence de l'auditeur des comptes ⁽¹⁾, cette charge

(1) *Archives Nationales*. K. 1932.

n'a pas toujours existé ; auparavant la tâche incombait à l'un des secrétaires du Conseil de Régence ; ce n'est qu'en 1713 qu'on créa ce poste en faveur de l'avocat Richard ; le rescrit princier lui conférait en même temps le titre de secrétaire du Conseil , mais il importe de remarquer que la charge de secrétaire, qui existait depuis longtemps , fut maintenue même après la création de l'auditorat des comptes ; ses fonctions très complexes peuvent se rapporter à deux ordres d'idées : le domaine de la seigneurie et les finances proprement dites.

1^o Pour les domaines , il devait faire chaque année l'inspection des bâtiments de la seigneurie et dresser un devis estimatif des réparations à effectuer ; il surveillait les travaux ; tous les ans , à la Saint-Georges , il faisait l'inventaire de tous les biens qui se trouvaient dans les bâtiments de la seigneurie et le comparait avec celui des années précédentes ; il devait faire périodiquement l'inspection des bornes-limites afin de s'assurer si celles-ci n'avaient pas été déplacées.

2^o Ses fonctions financières étaient aussi très importantes ; l'auditeur des comptes recevait tous les actes et pièces relatifs aux finances ; il devait « en insérer la substance au protocole » ; il examinait et signait tous les billets de paiement qui lui étaient présentés par la seigneurie , les conseillers présents les contresignaient ensuite.

Il vérifiait les comptes que les officiers comptables remettaient le 23 de chaque mois sur le bureau de la Députation ; il indiquait au comptable les erreurs et les omissions commises, et, après vérification, envoyait toutes les pièces à la Députation des finances.

Les comptes importants passaient ainsi par trois vérifications ; ils étaient successivement examinés par l'auditeur des comptes, la Députation, et le Conseil de Régence ; rien n'était négligé pour la bonne tenue des finances.

La Députation était donc un organe distinct du Conseil, ayant son personnel et son organisation ; en l'instituant, le duc de Wurtemberg pensait débarrasser le Conseil de Régence des affaires financières qui l'encombraient ; le nouveau régime ne dura pas assez longtemps pour qu'il fût possible de le juger, et de voir s'il réalisait les espérances de celui qui l'avait créé.

Chambre de Réunion. — L'édit de 1786 créait une troisième sorte de Chambre. Quand il s'agissait d'affaires très importantes ou affectant d'une manière particulière les intérêts de la seigneurie, les deux Chambres s'assemblaient pour délibérer et prenaient alors le nom de « Chambre de Réunion ».

L'ordonnance de 1786 précisait avec minutie quelles étaient les affaires qui ressortissaient à cette Chambre. C'étaient tout d'abord les affaires étrangères ; comme elles concernaient l'intérêt général, il était naturel que le Conseil de Régence tout entier prit part à la discussion ; là, comme ailleurs, l'avis émis par la Chambre de réunion n'enchaînait pas le prince qui restait libre de ces décisions. L'Edit indique encore les autres affaires qui seront de la compétence de la Chambre de réunion ⁽¹⁾.

« On y délibérera sur l'entreprise des procès relatifs aux droits de S. A. S. dans les seigneuries, soit en demandant, soit défendant desquels procès l'instruction et la poursuite seront laissés aux membres respectifs de l'une et l'autre Chambre, qui ont le département desdites seigneuries, les affaires féodales, les affranchissements généraux, les accensements de corps et de biens, les ordonnances et règlements concernant le pays, les procès de grande importance et qui intéressent les droits des souverains, la construction de nouveaux bâtiments seigneuriaux, la présentation des sujets pour les emplois tant civils qu'ecclésiastiques, et généralement toutes les affaires d'Etat seront portés à cette Chambre. »

La Chambre de réunion tenait deux sortes d'assemblées :

1^o Les assemblées ordinaires qui se tenaient le premier mardi de chaque semaine.

2^o Les assemblées extraordinaires qui se tenaient en cas d'urgence ou de nécessité ; il devait en être tenu un protocole particulier.

(1) *Archives Nationales*, K. 1931.

SECTION III

Les grands officiers.

Le Conseil de Régence était assisté d'un certain nombre de grands officiers ayant chacun leurs attributions particulières. C'était le Bailli, le Chancelier, le Procureur général, le Prévôt.

Le Bailli. — Le Bailli était l'officier le plus élevé de la principauté ; c'est lui qui avait la présidence du Conseil de Régence et du Souverain-Buffer, sorte de cour d'appel pour les seigneuries d'Héricourt, Blamont, Clémont et Châtelot ; il était placé immédiatement au-dessous du prince et le représentait en son absence ; il réunissait entre ses mains les autorités administratives, judiciaires et militaires ; ses pouvoirs présentaient quelque analogie avec ceux des intendants de l'ancienne France.

Le premier des baillis du comté, dont l'histoire nous ait conservé le nom, est Thiébaud, sire d'Asuel, désigné dans une charte de 1303 ⁽¹⁾ ; le dernier fut le baron de Sternenfels ; il avait été nommé à cette fonction en 1644 et mourut en 1650 ; il ne fut pas remplacé et la place fut laissée vacante ; cela s'explique facilement.

Georges, qui avait succédé à son frère le duc Ulric, résidait à Montbéliard, il pouvait donc gouverner lui-même et se passer du bailli ; au contraire, les ducs de Wurtemberg, qui habitaient à Stuttgart et ne faisaient à Montbéliard que de courtes apparitions, ne pouvaient se passer d'un homme de confiance capable d'administrer la principauté en leur absence.

Ce ne fut qu'en 1723 que le duc Eberhard Louis fit revivre cette charge. Celui qui en fut investi ne porta plus le nom de bailli, mais de gouverneur ; il est à remarquer que ce titre de gouverneur avait aussi été porté par les baillis.

(1) Tuefferd. *Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard*, 1862-1864. Tome I, p. 4.

« Le premier qui l'occupa ⁽¹⁾ fut le comte de Graevenitz, homme qui n'entendait, au dire du maréchal de Forstner, petit-fils du chancelier, ni le latin, ni le français et à peine l'allemand, intéressé, ignorant et poltron sans aucun mérite, incapable de remplir la place qu'il occupe. »

En 1786, le poste de gouverneur fut supprimé par une convention en date du 13 mars ⁽²⁾; le duc régnant Charles-Eugène de Wurtemberg nomma son frère Frédéric-Eugène, statthouder de la principauté de Montbéliard et des seigneuries qui en dépendaient. Il lui donnait le gouvernement intérieur de la principauté; mais il se réservait les affaires publiques et la nomination des grands officiers comme le procureur général, les conseillers de Régence, les secrétaires du Conseil, le maire de la ville, les grands forestiers et ne laissait au prince statthouder que la nomination des officiers inférieurs; il voulait se réserver ainsi une certaine influence sur la direction des affaires du pays de Montbéliard.

Frédéric-Eugène pouvait disposer à son gré, et sans aucun contrôle, des revenus de la principauté, et les économies qu'il réalisait restaient à son profit; ces revenus qui, en 1423 ne s'élevaient qu'à la somme de 124,158 livres, étaient en 1787 de 364,285 livres ⁽³⁾; en trois siècles ils avaient plus que doublé.

La convention de 1786 mettait les conseillers de Régence et les autres officiers sous la dépendance du prince statthouder; ils lui devaient l'obéissance la plus complète; et Frédéric-Eugène pouvait punir ceux d'entre eux qui manquaient à leurs devoirs; mais il n'avait le droit de révoquer que les officiers nommés directement par lui; quant à ceux dont la nomination appartenait au duc régnant de Wurtemberg, ils ne pouvaient être révoqués que par le duc qui les avait nommés; le prince Frédéric-Eugène demandait simplement leur révocation à son frère Charles Eugène qui prenait alors la détermination qui lui semblait le mieux répondre à ses intérêts.

Le prince statthouder n'avait pas le pouvoir législatif, seul le duc de Wurtemberg avait le droit de faire des lois et de modifier celles qui existaient déjà; quant aux droits de justice, ils

(1) Duvernoy, *Ephémérides du Comté de Montbéliard*, Montbéliard. 1723. 30 août.

(2) *Archives Nationales*. K. 4900.

(3) Tuefferd. Op. loc. cit.

étaient eux aussi restreints, les sentences criminelles emportant la peine capitale, ne pouvaient être exécutées qu'après confirmation du jugement par le duc.

Frédéric-Eugène gouverna la principauté en qualité de statthouder jusqu'à la réunion de Montbéliard à la France.

Mais revenons au gouverneur ou bailli ; outre son rôle de président du Conseil de Régence, il avait d'importantes fonctions ⁽¹⁾.

Chef de la principauté et des Conseils, il est chargé d'être le représentant du prince en l'absence de celui-ci ; honneur et respect doivent lui être rendus en cette qualité par les conseillers, les officiers et les sujets ; ils doivent lui obéir en tout, mais avec une restriction très importante « pourvu qu'il ne porte pas atteinte aux franchises et privilèges des bourgeois et sujets ».

Avec l'aide du Conseil de Régence, il gouverne la principauté « avec toute l'attention et la sollicitude nécessaires pour que le bon ordre y règne » ⁽²⁾.

Il doit entendre avec patience « les réclamations et les plaintes des sujets, il essaiera d'abord de les concilier et s'il ne le peut pas, il leur donnera bonne et rapide justice ».

Les attributions financières consistaient à recevoir les comptes que les receveurs lui rendaient six semaines avant la Saint-Georges. Enfin, chef hiérarchique de tous les officiers, il avait envers eux un droit et un devoir de surveillance.

Tels étaient les pouvoirs du bailli ou gouverneur au dix-septième siècle, mais il est certain qu'ils n'étaient pas aussi étendus qu'avant l'institution du Conseil de Régence sous le règne du duc Ulrich ; c'est à lui que revenait alors presque exclusivement le gouvernement de la principauté ; il était seulement assisté d'un Conseil composé de favoris du prince et de grands officiers, mais il n'y avait pas de conseillers en titre ; ce n'est que plus tard, lorsque les affaires devinrent trop importantes, que le Conseil de Régence fut créé.

Le traitement du gouverneur était assez élevé. En 1739, il était de 4460 florins d'empire ou 12230 francs en argent de France.

(1) Il ne faut pas oublier que les ducs de Wurtemberg ne résidaient généralement pas à Montbéliard.

(2) *Archives Nationales*. K. 1924.

les soirs, il s'assurait que les portes de la ville étaient bien fermées, il inspectait les postes de garde établis près des portes, et recommandait à chacun de faire son devoir. De temps en temps, il convoquait les bourgeois et sujets à une « montre d'armes », s'assurait du bon état des armes et frappait d'une amende ceux qui les présentaient en mauvais état. Lorsque l'alarme était donnée, les maires des villages devaient aussitôt rassembler les habitants; le prévôt alors les conduisait là où leur présence était nécessaire.

3^o En matière de finances, le prévôt recevait les comptes des communautés; il veillait à ce qu'ils fussent convenablement dressés et envoyés au Conseil de Régence avant la Saint Georges; enfin il assistait aux ébornements des communaux du comté.

4^o En matière de police, il devait maintenir l'ordre dans les villages; si quelque émeute y était signalée, il en avertissait le Conseil de Régence et faisait saisir au corps et arrêter ceux qui étaient pris en flagrant délit.

Il dirigeait les corvées imposées aux habitants; elles devaient se faire dans l'ordre le plus parfait; le prévôt en tenait un registre spécial et notait les défaillants; ceux-ci étaient signalés au Conseil qui les châtiât.

Il avait la direction des prisons ⁽¹⁾. « Et comme il dépend de la charge de prévôt d'avoir égard sur les prisonniers qui seront réduits en prison, il prendra garde que les prisons soient bien entretenues et les prisonniers convenablement nourris, couchés et blanchis. Il les visitera souvent. Il indiquera lui-même un prix des vivres qui leur seront fournis et fournira un billet de dépenses pour tous ceux qui seront exécutés ou relâchés ».

Le prévôt tenait un registre d'érou sur lequel il transcrivait le nom de tous les prisonniers; il y mentionnait leur jour d'entrée, les motifs de leur condamnation et la sentence rendue. Il assistait aux exécutions et en rendait compte au Conseil.

Quatre fois par an, il visitait les maisons des villages, inspectait les cheminées et indiquait les réparations à effectuer; il était ordonné aux habitants d'avoir chacun une lanterne; le prévôt s'assurait de l'exécution de cette prescription. Lorsqu'un incendie se déclarait dans un village de la principauté, il devait monter immédiatement à cheval et se rendre sur les lieux du

(1) *Archives Nationales*. K. 1939,

sinistre pour y prendre toutes les mesures convenables ; le signal était donné par un coup de canon tiré du château de la Crotte, qui dominait la ville au nord. « Et quantefois que l'on tirera sur notre fort de la Crotte, soit de jour, soit de nuit pour signal de feu, notre prévôt montera incontinent à cheval et se transportera où tel accident sera, pour y pourvoir à ce que sera requis et nécessaire pour notre service et bien de nos sujets » ⁽¹⁾.

En vertu de son droit de police, le prévôt avait droit de surveillance sur les « Hostes » ou étrangers habitant la principauté.

Il portait un uniforme ainsi composé :

« Habit de drap jaune clair, col et parements de velours noir, les poches en travers, huit brandebourgs en or de chaque côté, aiguillettes sur l'épaule, boutons ronds unis, veste et culotte de même étoffe que l'habit, chapeau à bord d'or avec plumet noir » ⁽¹⁾.

Le prévôt avait sous ses ordres un greffier dont nous verrons le rôle en étudiant l'organisation de la justice.

(1) *Archives Nationales*, K. 1939.

CHAPITRE II

L'organisation municipale.

SECTION I

Les Franchises et la Bourgeoisie.

§ 1. LES FRANCHISES.

A la fin du XII^e siècle les villes commencent à s'agiter ; elles veulent s'émanciper de la tyrannie seigneuriale qui les étouffe et acquérir les libertés indispensables au développement de leur industrie et de leur commerce naissants. Ce mouvement n'est pas particulier à la France ; il se remarque dans tous les pays où s'était établie la féodalité occidentale, en Italie, en Espagne, en Allemagne, dans les Flandres, en Angleterre ; sa généralité s'explique par ce fait que la liberté devenait un besoin pour les villes ; la vie urbaine et le système féodal présentaient une incompatibilité naturelle et fondamentale. « D'un côté, dit M. Esmein ⁽¹⁾, le contact constant des hommes et l'échange continu des idées engendre naturellement dans les villes l'esprit de liberté qui devait vite faire sentir les rudesses de l'exploitation féodale, et l'esprit d'association qui devait fournir le

(1) Esmein. *Histoire du Droit public Français*. p. 296.

moyen pour lutter contre l'oppression. D'autre part la concession de la terre et les rapports qu'elle engendrait étaient la clef de voûte de la constitution féodale ; or, dans les villes, bien que les tenures féodales s'appliquassent aux maisons, cet élément n'avait qu'une importance tout à fait secondaire, ce qui y représentait surtout la fortune c'était le produit du commerce et de l'industrie ; le marchand et l'artisan au point de vue économique n'avaient pas besoin du seigneur, dont l'intervention pour eux ne représentait qu'une gêne. Enfin la protection militaire que fournissait aux roturiers et aux serfs des campagnes le pouvoir seigneurial était moins précieuse dans les villes où l'on était moins exposé et où l'on pouvait mieux se défendre ».

Les franchises municipales qui amenaient toujours une diminution des droits et des revenus seigneuriaux ont été très rarement concédées spontanément et gratuitement par le seigneur ; celui-ci n'accordait des libertés que lorsque les circonstances le lui imposaient. Tantôt les sujets se révoltaient contre son autorité tyrannique, l'assiégeaient dans son château et le forçaient à signer une capitulation aux termes de laquelle il leur accordait certaines libertés et certains droits ; tantôt le seigneur, ruiné par les guerres nombreuses qu'il soutenait contre ses voisins et par le luxe de la cour qu'il se plaisait à entretenir autour de lui, était obligé de s'adresser aux villes pour obtenir les subsides qui lui étaient nécessaires pour continuer sa vie aventureuse. C'est alors l'achat des libertés ; cette opération a été très fréquente en Angleterre.

Révolte triomphante et marché sont les deux grandes sources des libertés que les villes acquirent au moyen-âge au détriment des seigneurs ; c'est au second ordre d'idées que se rattache l'origine des franchises de la ville de Montbéliard, dont l'acte constitutif est la charte de 1283, accordée par Renaud de Bourgogne, comte de Montbéliard.

Renaud appartenait comme nous l'avons vu à la puissante maison de Châlons ⁽¹⁾ ; fils de Hugues de Bourgogne et d'Alix de Méranie, il avait épousé Guillaumette de Neuchâtel sur le Lac, arrière petite fille du baron Thierry III ; elle lui avait apporté en dot le comté de Montbéliard. Ce Renaud était le type accompli du seigneur du moyen-âge ; de nature ardente

(1) V. Introduction.

et de tempérament impétueux, il cherchait toujours querelle à ses voisins plus puissants que lui, leur déclarant la guerre pour un oui ou pour un nom ; il faisait des traités d'alliance ou de paix quitte à ne pas les respecter s'ils lui semblaient défavorables ; quelque fois victorieux, souvent battu et repoussé dans les terres de son comté il se réfugiait alors dans son château de Montbéliard, forteresse bâtie sur un rocher à pic et presque imprenable ; puis quand il avait amassé de nouvelles sommes d'argent et enrôlé de nouvelles troupes il reprenait la lutte. Il avait attaqué plusieurs fois l'évêque de Bâle ; malheureusement pour lui l'empereur d'Allemagne Rodolphe de Habsbourg prit fait et cause pour le prélat. Renaud battu une première fois voulut recommencer la guerre, mais il subit une sanglante défaite, dut rendre hommage à l'empereur et lui payer une amende de huit mille livres tournois.

En 1275 son frère Othon de Bourgogne avait fiancé sa fille au futur roi de France Philippe le Bel, en lui donnant comme dot le comté de Bourgogne. Une coalition de mécontents se forma et Renaud y adhéra aussitôt ; mal soutenus par l'empereur d'Allemagne, les barons comtois furent battus et Renaud dut mettre bas les armes. Les guerres successives lui avaient donné une certaine célébrité, mais l'avaient complètement ruiné, il lui fallait à tout prix de l'argent pour continuer sa vie aventureuse de seigneur féodal ⁽¹⁾.

En 1283 il se préparait à lutter encore contre l'évêque de Bâle qui était soutenu par l'empereur d'Allemagne ; des subsides lui étaient indispensables pour lever les troupes nécessaires et pour les entretenir ; c'est alors qu'il vendit à la ville de Montbéliard la charte de 1283 ; peut-être la proposition lui en avait-elle été faite par quelques bourgeois désireux de donner au commerce et à l'industrie naissants de la ville une activité nouvelle, mais les documents manquent sur ce point et il ne nous a pas été possible de savoir qui de la bourgeoisie ou du comte avait eu d'abord l'idée de ce marché de franchises. Tout au moins est-il certain que les bourgeois les acceptèrent avec un grand enthousiasme ; elles leur apportaient, avec une réduction importante des droits seigneuriaux, la reconnaissance de leur indépendance ; elles leur donnaient la liberté de s'administrer eux-mêmes ; ces franchises

(1) Viénot. *Histoire du Pays de Montbéliard*.

peuvent être considérées comme des plus larges si l'on envisage l'époque à laquelle elles furent accordées ; on comprend que les bourgeois de Montbéliard s'y soient fortement attachés. Ils en montraient une légitime fièreté et veillaient jalousement à leur conservation ; ils n'hésitèrent pas, lorsqu'il le fallut, à mettre les armes à la main pour contraindre les seigneurs à respecter leurs droits et leurs libertés ; mais il n'eurent pas souvent besoin de recourir à la force ; les difficultés qui s'élevèrent au sujet de l'interprétation des franchises furent réglées par des traités amiables qui décidaient des points litigieux ; et il faut reconnaître que tous les princes qui gouvernèrent Montbéliard, sauf de rares exceptions, respectèrent la charte qu'avait octroyée leur prédécesseur Renaud de Bourgogne. Ils étendirent même ces libertés quelque fois par générosité, le plus souvent par intérêt ; fréquemment les seigneurs pressés par le besoin d'argent, acculés à une guerre dont ils craignaient de ne pouvoir faire les frais, consentirent au rachat de certains droits. De sorte qu'en 1793, au moment où la France prenait définitivement possession de l'ancienne principauté de Montbéliard, les bourgeois jouissaient de libertés civiles telles que la Révolution ne leur apporta rien de nouveau ; ils restèrent jusqu'au bout, attachés à leur vieille charte de 1283 qui depuis des siècles formait la base de leur organisation municipale ; nous avons vu dans quelles circonstances elle avait été accordée — nous allons maintenant l'examiner.

Dans le préambule de l'acte, Renaud dit que les franchises ont été octroyées dans le but d'augmenter la prospérité de la ville ⁽¹⁾. Il dit ensuite qu'il affranchit la ville de Montbéliard et ses habitants, pour lui et ses successeurs de toutes tailles, prises

(1) « Nous, Renaud de Bourgoigne, cons de Montbéliard, et Guillaume, sa fome, comtesse de Montbéliard, façons à savoir à toz ces qui werront ou orront ces présentes latres : Que nos diligemment resgardé, perpensé et considéré nostre bien et nostre grant profiest de nos et de noz hoirs et de noz successeurs et du castel de Montbéliard et de nostre contéi devant dis, per le consoil de proudomes et de bones genz de noz amis et de noz chevaliers, por ceux que nos avons grant disir que li chatex et la vile de Montbéliard soit creue, multipliée et amendée ; woillant nostre dit châtél, nostre Ville de Montbéliard, les habitans ou dit lieu de Montbéliard crestre multeplier et amender en franchise parmaignable à toz jors mais... » A Tuetey. *Etude sur le droit municipal au XIII^e et XIV^e siècle en Franche-Comté et en particulier à Montbéliard*. 1865, p. 255.

et corvées et de tous autres services et servitudes quelqu'ils puissent être.

Suivent les conditions auxquelles ont été accordées les franchises ; elles sont au nombre de deux.

1^o Les habitants avaient versé au comte au moment de la signature une somme de mille livres estevenantes, soit environ quinze mille francs de notre monnaie.

2^o Ils s'engageaient à payer un impôt annuel de douze deniers pour chaque toise de façade de leurs maisons ou « cheseaux vides » situés dans le château ou dans la ville de Montbéliard ; cet impôt dura jusqu'à la Révolution, mais, chose curieuse, il n'augmenta pas malgré sa modicité.

En retour le comte s'engageait à défendre au besoin par les armes les bourgeois et habitants.

L'administration de la ville était confiée à un Conseil de Neuf-Bourgeois élus au suffrage universel par leurs concitoyens ; ils avaient à leur tête un maire choisi par le comte parmi les bourgeois ; le Conseil des Neuf était aussi chargé de rendre la justice ; si la condamnation prononcée excédait soixante sols, les Neuf devaient s'adjoindre trois « chaséz » ou prud'hommes. Quand les juges ne pouvaient s'accorder au sujet de la peine à appliquer, le seigneur jugeait et condamnait, mais en ayant soin de se conformer aux coutumes de Montbéliard « et li sires en doit rendre bon droit et loial, a droit et as us de Montbéliard, come bons sires » (1).

Renaud renonçait à tout droit de succession sur les biens des bourgeois et habitants ; les biens devaient retourner aux héritiers les plus proches, sans que le seigneur puisse prétendre à quelque chose (1).

Le seigneur ne se réservait droit de succession qu'à l'égard des bâtards.

(1) « Après ce aucuns borgois ou borgoise, ou des habitants de Montbéliard, moroit senz hoir de son propre cors, tut sui bien mouble et hierietaige doivent repairier et estre à plus pruchain de son parenté, selon le droit de succession et lignaige, s'einsi n'estoit que cil qui morroit en ordenast autrement, ne nos, ne nostre hoir, ne nostre suceessour qui saront seignor de Montbéliard ne poons, ne davons riens demander ne reclamer es biens qui demorroient de celi ou de celei qui mors saroit, par coustumes, ne par nul autre raison quelqu'ele soit ou quelque ele puisse être, ne as moubles, ne as hieritaiges, ne as conquez ». Tuetey, loc. cit.

Si quelque bourgeois était fait prisonnier pour le service du seigneur, celui-ci devait faire tout son possible pour le délivrer et même, s'il le fallait, déclarer la guerre à « grant force et à petite » et cela dans le temps fixé par les Neuf-Bourgeois ; au besoin il payait sa rançon,

Lorsqu'un bourgeois était fait prisonnier pour le service de la ville, le seigneur devait faire de même tout son possible pour le délivrer ; mais s'il fallait une rançon, elle était payée par la communauté.

Il était permis aux habitants et aux bourgeois résidant hors du comté, de posséder des biens meubles ou même des immeubles dans la ville, à la seule condition de payer l'impôt ; il était possible aux bourgeois forains, de garder les droits que leur conférait la bourgeoisie ; pour cela ils n'avaient qu'à faire, tous les ans, dans la ville, un séjour de six semaines commençant à la Saint-Michel.

Tout bourgeois était libre de quitter Montbéliard quand il le voulait, pour aller résider ailleurs, et de renoncer à la bourgeoisie ; il lui était recommandé de prendre congé du seigneur ou du maire de la ville ; le comte de Montbéliard devait alors le faire accompagner pendant un jour et une nuit ⁽¹⁾ ; si le bourgeois négligeait cette formalité, il n'avait plus droit à cette protection.

Ce besoin d'escorte s'explique historiquement ; c'était alors l'époque d'anarchie pendant laquelle régnait en Allemagne le « Faustrecht » ou droit du poing. Cette période, qui fut ensanglantée par des brigandages sans nombre, dura dix-neuf ans ; on était à peine sorti du grand interrègne de l'Empire ; seule l'élection au trône d'Allemagne de Rodolphe de Habsbourg était de nature à mettre fin à cette anarchie. A la fin du treizième siècle, c'est-à-dire à l'époque où Renaud de Bourgogne avait octroyé la chartre, les routes étaient si peu sûres qu'une

(1) « Et se, aucuns borgois ou borgeoise des habitanz de Montbéliart s'en voloit aler du tout et partir de la franchise... et doit pranre congié, se lui plaît à seignor ou à maire du leu ; et li sires de Montbéliart quelsque il fust, ou ses commandemenz doit conduire lui et les soies choses une nuit et un jor. Et, se il s'en pertoit senz congié pranre, nos, nostre hoir, ne nostre successout qui saroient seignor de Montbéliart ne seront ne estre ne doivent tenu de lui conduire, ne les sues choses. »

Le Chancelier. — Au dessous du bailli, et immédiatement après lui, venait le chancelier ⁽¹⁾; nous le voyons quelquefois assisté d'un vice-chancelier, mais cela était un cas exceptionnel; on ne nommait de chancelier en second que lorsque l'abondance des travaux en faisait une nécessité impérieuse; il semble que la charge de chancelier fut créée vers l'an 1430; aucun document antérieur à cette date ne mentionne ce personnage. Le chancelier était tout d'abord le chef de la Chancellerie; il avait ainsi la haute main sur les affaires administratives, et c'est à lui qu'était confiée la garde des archives et des pièces importantes; il avait sous ses ordres un clerc ou serviteur de chancellerie dont la fonction consistait à tenir un protocole fidèle de toutes les expéditions dont il était chargé; avant d'entrer en fonction, le clerc prêtait le serment suivant : ⁽²⁾

« Par le serment corporel que je prête ici au Dieu tout puissant, je promets d'être fidèle, soumis et obéissant à S. A. S. et de contribuer de tout mon pouvoir à l'avancement de ses intérêts, droits, autorités et prééminences, d'empêcher et de détourner de même tout dommage et préjudice, et particulièrement de me conduire dans l'exercice de ses fonctions de serviteur de chancellerie, dont j'ai la grâce d'être revêtu avec toute la soumission, l'obéissance et le respect à S. A. S. mon souverain et aux supérieurs qui me sont préposés de sa part ainsi qu'il convient à un homme d'honneur et à un bon et fidèle sujet et serviteur. Dieu me soit en aide par Jésus-Christ. Amen. »

Indépendamment des importantes fonctions administratives qu'il remplissait, le chancelier était souvent chargé de missions diplomatiques très importantes; le duc de Wurtemberg l'envoyait fréquemment en mission pour représenter la principauté de Montbéliard, demander protection ou réparation; il recevait alors de la part de son maître les pouvoirs les plus étendus et les instructions les plus détaillées.

Le plus célèbre des chanceliers, dont l'histoire nous ait conservé le nom, est Christophe de Forstner.

Ce fut un des plus grands hommes d'Etat du XVII^e siècle.

(1) Tuefferd. Loc. cit.

(2) *Archives Nationales.* K. 1932.

« Né en Autriche ⁽¹⁾ en 1528, il avait dû quitter sa patrie où les protestants étaient persécutés. Après de longues études faites à Tubingue, à Padoue, et des voyages fructueux en Italie, en France, il entra en 1631 au service de la Maison de Wurtemberg-Montbéliard, dont les brillantes propositions qui lui furent faites ne purent le détacher. Placé à la tête des affaires dans la période néfaste de la guerre de Trente ans, ayant à lutter contre les désastres nés de la guerre, de la peste et de la famine, il sut rester à la hauteur des circonstances. Il était sans cesse en chemin, allant de Paris aux camps suédois, plaidant pour son prince, implorant pour son peuple. Il fut un des négociateurs les plus marqués des traités de Wesphalie. Ses écrits politiques augmentèrent encore sa réputation. Il était en relations épistolaires avec les hommes les plus considérables de son temps, Pereisc, Grotius, Naudé, Puffendorf. Il mourut à Montbéliard en 1668 ; ses contemporains le tenaient « pour l'un des plus doctes et des meilleurs jurisconsultes du siècle. Sa vie a été écrite plusieurs fois. »

Aucun chancelier de la principauté de Montbéliard n'égalait Forstner, mais son exemple montre combien cet officier pouvait avoir d'influence sur les destinées de son pays.

Le traitement du chancelier s'élevait à 333 francs plus 144 quarts ⁽²⁾ de froment et 24 quarts d'avoine.

L'Intendant. — Un fonctionnaire était spécialement chargé du domaine et des finances du prince. C'était l'intendant dont l'autorité et les pouvoirs ne peuvent en rien se comparer à ceux des anciens intendants de la France ; beaucoup moins puissant, il avait seulement pour fonctions « l'inspection et la direction générale des domaines et des finances » ⁽³⁾.

Les lettres d'Etat, dont il était pourvu, lui traçaient ainsi son devoir à l'égard des domaines de la Seigneurie :

« Il assistera à tous les traités et conventions concernant

(1) John Viénot. *Histoire du Pays de Montbéliard*. Audincourt. 1904. p. 185.

(2) La quarte était une mesure de volume, elle valait 13 litres 60 ; elle se divisait en 2 coupots (6 litres 80 ; chaque coupot comprenait 8 cases (0 l. 85). La quarte était elle-même la 24^e partie du bichot (652 l. 75.) De Résener. *Histoire du Pays de Montbéliard*. Montbéliard. 1892.

(3) *Archives Nationales*. K. 1932.

notre domaine et en fera rapport au Conseil. Il inspectera les bâtiments ainsi que les forges de Saulnot. Il examinera les billets des marchands ou ouvriers qui auront travaillé à nos bâtiments ; il écrira les ordres de paiement ; quant aux affaires importantes, il les soumettra au chancelier ou bailli ; quatre fois par an il visitera les caves en présence de notre maître d'hôtel. » Il était responsable du bon entretien des bâtiments seigneuriaux.

Il avait un droit de contrôle sur les finances ⁽¹⁾ de la principauté, vérifiait les recettes et les dépenses : c'est à lui que les receveurs et les commis devaient remettre leurs comptes trimestriels ; la réception de ses comptes était faite en présence de l'intendant par deux ou trois conseillers commis ; il n'avait dans cette commission que voix consultative ; seuls les conseillers commis avaient voix délibérative.

Il recevait le prix des « échuttes de mainmorte » ; assisté d'un conseiller, il convenait du prix de ces échuttes avec ceux qui avaient l'intention de les acheter ; mais là s'arrêtait son pouvoir, il transmettait au Conseil de Régence les offres et les demandes ; celui-ci avait seul pouvoir pour décider si les conditions de vente étaient acceptables.

Les receveurs payaient les gages des officiers et lui remettaient leurs excédents ; l'intendant examinait les comptes et les transmettait au Conseil avec ses observations.

Tous les ans, il comparaisait devant une commission désignée par le duc et composée de grands officiers et conseillers de Régence ; il dressait devant celle-ci le compte de ses recettes et de ses dépenses.

Les gages des officiers n'étaient pas toujours régulièrement payés ; pour s'en convaincre, il n'y a qu'à lire le passage suivant extrait des lettres d'instruction ⁽¹⁾ : « Les serviteurs de la cour seront payés intégralement ; quant aux autres, on commencera par les plus nécessaires ». Ce passage donne à croire que l'état des finances n'était pas des plus brillants dans la principauté et que le gouvernement ne se faisait pas faute de ne pas payer ses fonctionnaires.

(1) *Archives Nationales*, K. 1942.

Lorsqu'un officier était envoyé en mission ou en voyage ⁽¹⁾, il faisait un compte exact de ses dépenses et de ses débours et le remettait à l'intendant; il lui rendait en même temps le surplus, s'il y en avait; s'il avait dépensé plus, l'intendant le lui remboursait.

Les lettres d'instruction se terminaient ainsi : « Et généralement notre intendant sera sous la dépendance de nos Bailli, Chancelier et Conseil s'attachant à nous procurer tout profit et à nous éviter tout dommage » ⁽²⁾.

Le Procureur général ⁽³⁾. — Parmi les grands officiers, le procureur général jouait certainement un rôle des plus importants; ses pouvoirs extrêmement complexes peuvent se rapporter à trois ordres d'idées :

- 1^o Attributions administratives ;
- 2^o Attributions judiciaires ;
- 3^o Attributions extrajudiciaires ⁽⁴⁾.

Le principal devoir de sa charge était de veiller à l'exécution des lois et ordonnances de la principauté, le procureur général était avant tout le représentant de l'intérêt public; responsable du maintien du bon ordre et de la sécurité des communications; les officiers et les juges étaient placés sous sa surveillance; il rappelait à l'ordre ceux d'entre eux qui ne remplissaient pas leurs fonctions d'une façon convenable, et s'ils ne tenaient pas compte de ses observations, il les signalait au Conseil de Régence qui prenait à leur égard telles mesures qu'il lui semblait bon de prendre; tous les officiers inférieurs étaient sous les ordres du procureur général et subissaient ses remontrances.

Chargé du maintien de l'ordre public, le procureur général était le grand chef de la police; il commandait directement aux

(1) Nous reviendrons sur les fonctions des intendants en étudiant l'organisation judiciaire.

(2) *Archives Nationales*. K. 1931.

(3) Nous ne nous occuperons ici que des attributions administratives du procureur général, remettant à plus tard l'examen de ses fonctions judiciaires et extrajudiciaires.

(4) Bibliothèque de Besançon. Collection Duvernoy et *Archives Nationales*. K. 1928

valets de ville, banvards et messiers ; si un incident violent, un crime, une émeute se produisaient sur un point quelconque du territoire, il devait immédiatement s'y porter ; les lettres d'instruction lui imposaient à cet effet l'entretien « d'un bon cheval » ; de même lorsqu'un incendie se déclarait soit dans la ville de Montbéliard, soit dans un des villages qui en dépendaient, il s'y rendait immédiatement pour organiser les secours.

Les auberges du comté étaient sous sa surveillance ⁽¹⁾ ; les lois et ordonnances défendaient à tout cabaretier et aubergiste de vendre à crédit ; le procureur général devait faire appliquer dans toute leur rigueur, les réglemens qui réprimaient l'ivrognerie ⁽²⁾ ; le prince ayant compris depuis longtemps que l'abus des boissons alcooliques était « la source de bien des maux », avait pris des mesures répressives énergiques dans la principale ; il estimait justement que la législation préventive devait seconder la législation répressive ; la surveillance des cabarets et leur réglementation rigoureuse étaient une façon indirecte, mais certaine, de contribuer pour beaucoup au maintien de l'ordre public.

C'est encore au nom de cet ordre public, qu'il avait le droit de faire arrêter les fous et d'ordonner leur internement, de poursuivre devant les tribunaux les criminels et les délinquants ; plaidant alors pour le bien public, il n'était jamais condamné aux dépens. Toujours en vertu de son droit de police, le procureur général faisait frapper les poids et les mesures d'un sceau spécial aux armes de Wurtemberg pour la campagne et à l'écusson de la commune pour la ville ⁽³⁾ ; chaque année les commerçants, les artisans et les meuniers devaient lui apporter leurs mesures pour les faire contrôler ⁽⁴⁾.

Nous avons vu que le procureur général était souvent appelé au Conseil ; il y venait régulièrement tous les mardis ; il y donnait des avis et faisait des propositions et des remontrances ; il indiquait ce qu'il croyait bon de faire pour le bien public. Mais il n'avait aucun pouvoir de décision ; il donnait simplement son avis et se retirait pendant que le Conseil délibérait sur sa pro-

(1) V. plus loin dans le chapitre concernant la police.

(2) La ville de Montbéliard avait ses armes, qui s'énonçaient ainsi : de gueules à la croix d'argent avec étoile d'azur en abîme.

(3) *Archives Nationales*, K. 1928.

position ; le procureur général devait se soumettre aux décisions du Conseil de Régence quelles qu'elles fussent.

Il y eut cependant des exceptions : par l'édit du mois de mai 1720, le duc Eberhard-Louis accorda au procureur Jean Maire, voix et séance au Conseil de Régence avec le titre de conseiller, mais cette réforme ne dura pas ; le Conseil n'avait plus alors vis-à-vis du procureur général l'indépendance qu'il aurait dû avoir. Le duc Charles de Wurtemberg le comprit, et par l'édit du 18 octobre 1733, il ordonna qu'après le décès ou le changement du procureur alors en exercice, la charge du procureur général ne serait plus réunie à celle de conseiller ⁽¹⁾.

En outre de ses attributions administratives, proprement dites, le procureur général avait d'importantes fonctions politiques. C'est entre ses mains que les maîtres bourgeois nouvellement élus, prêtaient serment de fidélité à leur prince ; il agissait alors au nom du seigneur et le représentait ⁽¹⁾ ; il devait tenir un registre des serments ainsi prêtés. Il délivrait ensuite les billets d'élection du Conseil des Neuf et de celui des Dix-Huit ⁽²⁾, et les faisait remettre aux archives.

Enfin le procureur général avait encore un droit de surveillance sur les finances de la principauté et sur les domaines du prince ; concurremment avec le prévôt, il recevait chaque année les comptes des communautés, et se faisait donner par les officiers comptables, les explications nécessaires ; il s'informait de l'emploi des deniers communaux qui devaient être exclusivement employés au bien public ; si les amodiateurs faisaient des contrats usuraires, il les poursuivait avec toute la rigueur des lois.

Une fois par an il reconnaissait « les limites et confins des forêts seigneuriales » et dressait procès-verbal de la visite ; il emportait avec lui le livre comprenant les limites de la principauté pour pouvoir répondre aux contestations ; s'il ne pouvait les résoudre conformément aux intérêts du prince, il adressait un rapport au Conseil de Régence qui décidait.

Les fonctions du procureur général étaient donc aussi complexes que variées, aussi quelquefois ne pouvait-il plus suffire

(1) *Archives Nationales*. K. 1928.

(2) Les « Neuf » et les « Dix-Huit » étaient les corps de villes élus par les Bourgeois. V. plus loin l'organisation municipale.

à sa tâche, il demandait alors au Conseil de Régence l'autorisation de prendre un substitut ; le Conseil était libre de ne pas accéder à sa demande ⁽¹⁾.

Le 29 juillet 1774, le procureur général avait demandé au Conseil l'autorisation de se faire remplacer par un substitut pour les ventes des fonds des mineurs, opération qu'il devait surveiller ; le Conseil ne crut pas devoir lui accorder l'autorisation demandée et le trente juillet, c'est-à-dire le lendemain, il l'informait, par un rescrit, de la résolution prise à son égard, lui disant qu'il était de son devoir d'assister aux ventes de fonds des mineurs.

Le procureur général avait donc les pouvoirs les plus étendus, mais se ramenant presque tous à cette idée fondamentale, c'est qu'il était le défenseur de l'ordre public ; responsable du bon ordre dans la principauté, il possédait les moyens de le maintenir ; mais il était en même temps et surtout défenseur des intérêts du prince, et nous le voyons plus d'une fois prendre la défense de son souverain contre la bourgeoisie avec plus d'ardeur que de bon droit. Il était trop fonctionnaire et pas assez magistrat ; pour donner au rôle de procureur général toute la noblesse qu'il aurait dû avoir, il lui aurait fallu plus de liberté et plus d'indépendance ; les princes les ont trop considérés comme leurs mandataires, mais pas assez comme les défenseurs de l'ordre ; il est vrai qu'ils étaient très enclins, comme d'ailleurs tous les souverains, à confondre leur intérêt particulier avec l'intérêt général.

Comme tout fonctionnaire, le procureur général prêtait serment de fidélité avant d'entrer en fonctions : « Je jure en serment corporel au Dieu tout puissant d'être fidèle, soumis, et obéissant à S. A. S., duc de Wurtemberg, d'avancer de tout mon pouvoir ses droits, autorités et avantages, d'empêcher de même son dommage et son préjudice, particulièrement dans les fonctions de la charge de procureur général dont S. A. S. m'a honoré, de laquelle je promets de m'acquitter ⁽²⁾, avec toute la fidélité, la diligence et l'exactitude requises, suivant les instructions qu'il plaira à S. A. S. de me faire expédier et les ordres que je pourrai recevoir de son Conseil auquel

(1) *Archives Nationales*, K. 1928.

(2) *Archives Nationales*. K. 1829.

je prêterai l'obéissance due. Ainsi Dieu me soit en aide par Jésus-Christ. Amen. »

Le traitement du procureur général s'élevait à neuf cents livres par an; il touchait en outre douze toises de bois.

Le Prévôt. — Immédiatement au-dessous du procureur général et sous ses ordres était le Prévôt, dont la principale fonction était de présider le tribunal de la prévôté, qui, comme nous le verrons plus tard, se composait de cinq juges pris parmi les hommes les plus intelligents des villages; la prévôté jugeait en première instance de toutes les causes civiles et criminelles des villages de la principauté, à la seule condition qu'elles ne fussent pas de la compétence du tribunal de cour et chancellerie; la justice de la prévôté s'appliquait « aux personnes, aux choses, et aux affaires rurales » ⁽¹⁾; le prévôt la présidait, mais n'y avait pas voix délibérative.

Les autres attributions du prévôt, assez nombreuses d'ailleurs, peuvent se rapporter à quatre ordres d'idées différents ⁽²⁾ :

- 1^o Maintien de l'ordre public;
- 2^o Défense de la principauté;
- 3^o Attributions en matières de finances;
- 4^o Attributions en matière de police.

1^o Tout d'abord en matière d'ordre public ⁽³⁾. « Il fera toute diligence et devoir que tous mandements et ordonnances faits et publiés en notre comté dudit Montbéliard, soient gardés et observés par nos sujets manants et habitants de notre comté et seigneurie dudit Montbéliard, lesquelles ordonnances il devra savoir et lui même s'y conformer et faire poursuivre contre les sujets qui contreviendraient à icelles. » Il était donc l'auxiliaire du procureur général, mais tandis que celui-ci s'occupait spécialement de la ville, le prévôt au contraire était chargé des villages de la principauté. Il devait toujours avoir un « bon cheval », capable de le transporter rapidement aux points où sa présence était nécessaire.

2^o Le prévôt avait aussi quelques attributions militaires; tous

(1) Parrot. *Statistique du comté de Montbéliard*, imprimé en allemand dans le Germanien, 1796. 1^{er} volume, 1^{re} livraison, cité par Tueffler, loc. cit.

(2 & 3) *Archives Nationales*. K. 1939.

escorte était de toute nécessité. Cet état de brigandage dura encore quelques années après l'avènement de Rodolphe de Habsbourg.

Les articles suivants réglementent l'entrée dans la bourgeoisie; les bourgeois peuvent recevoir parmi eux qui ils veulent, sauf cependant les sujets taillables et corvéables du prince; ils peuvent admettre « totes autres manières de genz pourvu qu'ils soient « droit faisant ». Nous verrons à quelles difficultés donnera lieu plus tard l'interprétation de ces mots « droit faisant ».

Si la guerre était déclarée, ceux des bourgeois qui avaient leur résidence en dehors de Montbéliard devaient, dans les quinze jours qui suivaient la déclaration, venir habiter la ville; ils y étaient astreints, comme leurs concitoyens, à un service de garde et de patrouille et à la défense des murailles et des forts de la ville, si celle-ci était attaquée.

Si le seigneur recevait Montbéliard en fief de quelque prince que ce fût, il était obligé de faire respecter les franchises par celui auquel il prêtait hommage ⁽¹⁾.

Renaud de Bourgogne promettait ensuite, en prêtant serment sur les Saints Evangiles, d'observer scrupuleusement les engagements qu'il avait pris et de ne contrevenir à aucun article de la charte pour quelque cause ou pour quelque motif que ce fût; il affirmait qu'il avait l'âge requis et renonçait par avance à toutes les voies d'exception et allégation de droit et de fait ⁽²⁾ qui pourraient être avancées contre la charte comme aussi au droit qui dit que « générale renonciation ne vaut ».

Les seigneurs qui succéderaient à Renaud de Bourgogne de-

(1) « Et est à scavoir, que se nos reprangniens ou aviens repris Montbéliart d'acun home, nos prometons par noz soiremenz que nos feriens et procureriens en totes manières que cil de cui nos repantient loeroit et confermeroit ceste franchise et en feroit laitres consemblables saalées de son sael ou de sael autantique. »

(2) « Et en renonçons à cest fait, per noz soiremenz desuis diz, à totes exceptions et à toz privilèges de moindre aage, de vouerie, de douaire, de don fait pour noces, à toz bénéfices de restitution entièrement, et à toz autres bénéfices de restitution. Et affermons par nosdits soiremenz que nos avons aage suffisant à ceu faire, et à ceu consentir, et à totes autres raisons, exceptions, obligations de fait et de droit que porroient estre dites contre cez présentes latres, et droit que dis que généraux renonciations ne vaut pais. » Tuetey. Loc. cit., p. 239.

vaient jurer expressément respect des franchises et donner de leur serment des lettres scellées ou authentiques ; ils devaient le faire avant d'être reçus seigneurs de Montbéliard.

Renaud déclarait d'avance que, si lui-même ou l'un de ses successeurs voulait quelque chose de contraire aux franchises, il ne serait pas écouté ⁽¹⁾ ; s'il ne les respectait pas, il serait excommunié par l'évêque de Besançon, après un avertissement donné huit jours auparavant par celui-ci.

Les lettres de franchises étaient signées de Renaud de Bourgogne et de Guillemette de Neuchâtel ; en outre, à la réquisition de ceux-ci, l'official de Besançon, l'archevêque Odon, et Thiébaud, sire de Rougemont y avaient apposé leurs sceaux. L'acte fut signé et scellé le 23 mai 1283 ⁽²⁾.

Tel est, rapidement analysé, l'acte des franchises ; il fut confirmé par tous les princes, de quelque maison qu'ils fussent, qui succédèrent à Renaud et en particulier par ceux de

(1) « Et se ainsi estoit que nos ou autre por nos deissiens ou proposaisiens aucunes choses por empirier cez choses desuiz dites ou aucunes de lour, nos volons que nos ou autre per nos n'en soiens ois, ains en fussiens tenu por perjur et por escumenié.

Et volons et outrions que à totes ces choses tenir et garder fermement li offeciaux de la cort de Besauçon. quicunques i sara, controigne nos et nos successours, par sentence d'escumeniement et par intredit metre en noz terres et en noz homes, se noz veniens encontre de noiant, sauf la monition de huit jors devant mise. »

(2) « En tesmoignaiges de toutes ces choses devant dites, nos Renauz cons et Guillaume sa fome, contasse de Montbéliart avons mis nos seal en cez présentes latres.

Et avons supplié et requis nostre redoté père Oude, par la grâce de Deu, arcevesque de Besançon, que i mete son sael, et honorable home l'ofeciaul de la court de Besançon et Thiébauz, seignor de Rogemont, nostre feal, que le suen sael i mete.

Et nos Oude, arcevesque devant diz, et nos offeciaux de la cort de Besançon, et nos Thiebauz, sires de Rougemont, à la supplication des diz Renaus et Guillaume, sa fame, avons mis nos Oudes, arcevesque nostre sael, et nos offeciaux, le sael de la cort de Besançon, et nos, Thiebauz, sires de Rogemont, le nostre sael, en ces latres en tesmoignage de vérité avec les saels des desiz diz Renaut, comte de Montbéliard et Guillaume, comtasse, sa fome.

Ce fut fait en l'an que li miliaires des anz nostre seignor Jhesucrist corroit per mil douze cenx quatre vinz treize, en mois de may. » Tuetey. Loc. cit., p 240.

Wurtemberg, qui régnèrent à Montbéliard, de 1397 à 1793 ; nous avons vu que le comté de Montbéliard était passé dans la maison de Wurtemberg par suite du mariage d'Henriette de Montfaucon avec Eberhard IV de Wurtemberg ; le comte Eberhard IV mourut en 1419 et Henriette resta veuve, elle sut se montrer à la hauteur des circonstances et gouverna avec intelligence et fermeté ; elle abolit certaines coutumes et servitudes de main-mortes qui pesaient durement sur ceux qu'elle appelait « les pauvres gens » ; aussi les paysans conservèrent-ils longtemps la mémoire de celle qu'ils avaient surnommée la « bonne comtesse ». Elle eut deux fils, Ulrich V et Louis I ; le premier eut pour sa part une partie du duché de Wurtemberg, et le second reçut le comté de Montbéliard.

En 1534, François I, roi de France et de Navarre, ayant acheté du duc de Wurtemberg, Montbéliard et ses dépendances, confirma leurs franchises en qualité de comte souverain de Montbéliard, par lettre datée de Saint-Germain-en-Laye, du 28 juin 1534 ⁽¹⁾ ; l'année suivante, le 26 avril 1535, sur les menaces de Charles-Quint, le roi de France rendit Montbéliard et ses dépendances au Wurtemberg.

Des difficultés s'élevèrent en 1557 au sujet de l'interprétation des franchises ; elles furent résolues par un traité amiable passé le 31 mai de la même année entre le comte Georges et la bourgeoisie ; il fixait la compétence respective du tribunal de la mairie et de celui de cour et de chancellerie ⁽¹⁾ ; citons encore le traité de 1587 concernant aussi l'organisation judiciaire ; enfin la convention du 3 juin 1709 qui mettait fin aux violents conflits qui s'étaient élevés en 1706 entre la bourgeoisie de Montbéliard et le prince Léopold-Eberhard, fourbe et cruel.

La prestation du serment de fidélité des bourgeois aux nouveaux princes et la confirmation des franchises par ceux-ci se faisaient avec une certaine solennité.

Dès le matin ⁽¹⁾, les Trois-Conseils de ville, les Neuf-Maitres-Bourgeois, les Dix-Huit et les Notables, suivis de nombreux habitants, s'assemblaient à l'hôtel-de-ville ; trois notaires, chargés de rédiger l'acte de serment, venaient les y rejoindre ; au son des cloches qui célébraient l'allégresse du nouveau règne, tous

(1) *Archives Nationales*, K. 2220.

se rendaient en cortège au château seigneurial ; le prince les y attendait, entouré de sa cour, de son Conseil de Régence et de ses officiers en grand uniforme, et les conduisait à l'église allemande du château, où se faisait une courte cérémonie religieuse pour appeler la bénédiction de Dieu sur le règne commençant. Le culte terminé, les Neuf-Maitres Bourgeois, les Dix-huit et les Notables se rendaient en corps à l'hôtel-de-ville pour y attendre la venue du prince ; ils se rangeaient sur la place qui s'étendait devant la maison de ville ⁽¹⁾.

Le prince s'y rendait ensuite accompagné de son Conseil, de sa cour et de ses grands officiers ; à l'entrée de l'hôtel-de-ville se tenait le maître-bourgeois en chef ; au nom des trois corps municipaux qui représentaient la commune de Montbéliard, il remettait solennellement au prince les clefs de la ville, qui de tout temps avaient été confiées à la bourgeoisie ; le comte entra ensuite et se rendait dans la salle où se tenait ordinairement l'assemblée du Conseil des Neuf ; son brillant cortège l'y accompagnait. Les fenêtres de la salle de délibération, qui donnaient sur la place publique, étaient bordées de drap noir. Un conseiller de Régence s'avancait alors au nom de son souverain et parlait à la foule, assemblée au-dessous de lui. Il faisait l'éloge du prince qui venait de mourir, vantait sa grande piété, sa profonde science et sa haute sagesse qui l'avaient fait remarquer au milieu des autres « comme une étoile de première grandeur » ⁽²⁾. Il exprimait l'espoir que le nouveau souverain donnerait le bonheur à son peuple et que celui-ci se ressentirait des douceurs de son règne. Il terminait ainsi sa harangue : « Pour vous donner encore plus de marques de toutes les bontés qu'elle a eues et qu'elle aura toujours pour vous, Votre Altesse Sérénissime vous permet de lui prêter le serment de fidélité ».

Le maître-bourgeois en chef lui répondait au nom de toute la bourgeoisie ; il retraçait en termes élogieux la vie du prince qui venait de mourir ; il complimentait celui qui allait être installé comme seigneur de Montbéliard et l'assurait du dévouement et de la fidélité de toute la bourgeoisie. Après ce tournoi d'éloquence, on passait à la formalité du serment.

(1) *Archives Nationales*. K. 2220.

(2) Paroles prononcées à l'avènement de Léopold-Eberhard.

Le moment était solennel ; tous les assistants, maîtres-bourgeois, dix-huit, notables, bourgeois, habitants et manants levaient « deux doigts de la main droite, en haut vers le ciel », pendant que le procureur général leur donnait lecture de la formule de prestation du serment ; le maître-bourgeois le répétait alors au nom de toute l'assemblée ⁽¹⁾.

« Nous, les très humbles, très obéissants et très fidèles sujets de Son Altesse Sérénissime Monseigneur..., duc de Wurtemberg-Montbéliard, les Neuf-Maîtres-Bourgeois, Dix-Huit et Notables, bourgeois, manants et habitants de la ville de Montbéliard, jurons au Tout-Puissant, en serment corporel et sincère, que nous serons en tout et partout, tant que nous vivrons, fidèles, obéissants, assidus et sujets de son altesse sérénissime notre souverain prince et seigneur légitime et naturel, d'avancer les hauteurs, droitures, profits et avantages de son altesse sérénissime de détourner ses dommages et préjudices, de déclarer de bouche et par écrit tout ce qui se fait et se fera contre sa sérénissime personne, ses hauteurs, droitures, profits et intérêts, tenir secret jusqu'au tombeau tout ce qui nous sera confié, soit par son altesse sérénissime, soit par ceux ordonnés de sa part ; ainsi que Dieu nous soit en aide et son saint Evangile. Amen. »

Après la prestation de serment, le conseiller, qui avait déjà pris la parole, se levait et s'adressait en ces termes au maître-bourgeois en chef et à toute l'assemblée :

« Son altesse sérénissime reconnaît gracieusement votre devoir, votre zèle et vos vœux que vous avez faits pour sa personne. Son altesse sérénissime prie Dieu pour votre prospérité, augmentation continue de votre bonheur et vous assure de ses soins paternels et de ses grâces souveraines ; demandez maintenant la continuation de vos franchises » ⁽²⁾.

Le maître-bourgeois en chef prenait de nouveau la parole en ces termes :

(1) *Archives Nationales*. K 2220. Discours prononcés à l'avènement du duc Léopold-Eberhard ; mais ces paroles étaient à peu près sacramentelles et variaient très peu.

(2) Ceci semble contraire à la charte de 1283, qui prescrit formellement que le prince devra prêter serment de respecter les franchises avant que d'être reconnu seigneur de Montbéliard. Une dérogation s'était donc introduite, car ici le serment du prince suit celui des habitants.

« Sérénissime prince, nous sommes obligés à votre altesse sérénissime de la grâce qu'elle nous a faite d'avoir reçu nos hommages et le serment héréditaire de fidélité que nous avons eu l'honneur de lui prêter, nous vous supplions très humblement, de nous confirmer nos privilèges et franchises, immunités, libertés, exemptions, bonnes, anciennes et laudables coutumes et usages par une lettre authentique de la même manière, forme et teneur pratiquée de tous temps par leurs altesses sérénissimes de glorieuse mémoire vos illustres ancêtres. »

Le conseiller de Régence lui répondait de la part du prince : « Son altesse sérénissime vous accorde gracieusement la confirmation de vos franchises et privilèges, et pour cela vous pouvez monter et la recevoir en présence de son altesse sérénissime. »

Les neuf maîtres bourgeois, une partie des dix-huit et des notables montaient dans la salle où se tenait le prince entouré de sa cour, de son Conseil de Régence et de ses officiers. Celui-ci, s'adressant au maître-bourgeois en chef, lui disait : « Je vous confirme vos franchises et vos privilèges de la bourgeoisie, vos anciennes laudables et justes coutumes à teneur de vos privilèges, comme mes glorieux ancêtres ont fait. »

Puis le secrétaire du prince remettait au maître-bourgeois en chef, la lettre de confirmation des franchises, signée de la propre main du prince et scellée de ses armes. Le maître-bourgeois en chef, après l'avoir remercié, lui demandait de donner à la bourgeoisie une preuve nouvelle de la confiance qu'il avait en elle en remettant à sa garde les clefs de la ville qu'il lui avait rendues à son arrivée devant la maison de ville ; il le priait de bien vouloir les lui donner « pour en user sous son autorité comme d'ancienneté ». Le prince les remettait alors au maître-bourgeois en chef.

Les trois notaires dressaient acte de tout, à la réquisition du procureur général.

La cérémonie était alors terminée, le nouveau règne commençait ; c'était là un acte des plus importants et l'on comprend très bien le luxe de formalités dont la confirmation s'accompagnait ; par le serment solennel prêté au nom de tous par le maître-bourgeois en chef, et répété par le peuple, celui-ci accep-

(1) *Archives Nationales*. K. 2220.

tait son prince et en reconnaissait l'autorité ; mais en même temps il recevait de son souverain la promesse de conserver les franchises intactes et de les respecter ; c'était une sorte de convention tacite conclue entre le prince et la bourgeoisie ; si celui-ci ne respectait pas les franchises, s'il portait quelque atteinte aux privilèges des bourgeois, s'il foulait aux pieds les libertés qu'il avait juré de respecter, s'il commettait quelque exaction, la bourgeoisie pouvait se considérer comme libre de ses engagements et reprendre sa liberté ; elle n'avait pas à respecter un contrat que l'autre partie ne voulait plus reconnaître. La charte de 1283 prévoyait l'excommunication pour le prince qui n'aurait pas tenu sa parole et qui aurait violé les franchises ; mais après l'introduction de la Réforme dans le pays de Montbéliard, la menace d'excommunication ne pouvait plus avoir aucun effet sur les princes ; pourtant elle avait pu contribuer à maintenir les comtes dans leurs devoirs et dans le respect de leurs engagements, au temps où l'Eglise catholique était assez puissante pour maintenir les rois eux-mêmes dans l'obéissance.

Mais si le prince qui ne respectait pas les franchises accordées par ses ancêtres et confirmées par lui, ne pouvait plus être frappé d'excommunication, tout au moins pouvait-il être considéré comme parjure et comme manquant à la parole donnée ; dès lors la bourgeoisie se trouvait déliée de ses engagements et recouvrait sa liberté d'agir.

§ 2. LES BOURGEOIS.

La population de Montbéliard se composait de bourgeois, d'habitants francs et d'habitants sujets ; elle formait ainsi trois catégories distinctes ayant chacune leurs droits et leurs privilèges ; généralement avant d'être reçu bourgeois, on passait par la qualité intermédiaire d'habitant franc, mais il était possible d'acquérir directement la dignité de bourgeois.

La première question, qui vient naturellement à l'esprit, est celle de savoir qui pouvait être reçu bourgeois ; le seul moyen de la résoudre d'une façon satisfaisante est de recourir aux textes officiels ; ceux-ci ne manquent pas, nous en avons deux à notre disposition, la charte de 1283 et le traité amiable de 1387.

Aux termes de l'acte de 1283, peuvent être reçues dans la bourgeoisie, toutes sortes de personnes pourvu qu'elles ne soient ni taillables ni corvéables et à la condition qu'elles soient « droit faisant. » Les bourgeois restent absolument libres et le seigneur n'a pas le droit de leur imposer l'admission de quelqu'un dans la bourgeoisie.

Les conditions d'admission n'étaient pas très clairement exprimées et les difficultés s'élevèrent bientôt entre la bourgeoisie et le prince au sujet de l'interprétation du texte; elles portèrent surtout sur la signification à donner aux mots « droit faisant ». Elles ne furent résolues qu'en 1587 par le traité amiable conclu le 19 mai de la même année entre le comte Frédéric et les représentants de la bourgeoisie; cet accord s'exprime ainsi au sujet du droit de réception ⁽¹⁾.

« Davantage nous lesdits bourgeois jurés, dix-huit, notables et toute la commune de Montbéliard, en conformité et suivant le propre texte de nos franchises, ne pourront recevoir en lad. franchises, pour le temps à venir aucuns bourgeois ou habitants, lesquels ne soient droit faisant, c'est-à-dire gens de bien et d'honneur et contre lesquels nous, ledit comte Friderich, ne puissions avoir juste cause et raison d'empêcher ladite réception. »

Les textes indiquent d'une façon générale les conditions requises pour entrer dans la bourgeoisie. Il en est encore d'autres et, comme nous le verrons plus tard, on exigea de bonne heure la preuve de la possession d'une certaine fortune et le versement d'une somme dont le montant était très variable, mais qui progressa d'une façon presque constante jusqu'à la Révolution.

Et tout d'abord, il est une condition essentielle, que nous trouvons déjà énoncée dans l'acte de 1283; il faut que ceux qui désirent entrer dans la bourgeoisie soient « droit faisant ». Que faut-il entendre par là ?

Deux interprétations ont été données; l'une a été proposée par le conseil des neufs maîtres-bourgeois en 1773, lorsque ceux-ci publièrent le livre des franchises et immunités de la ville de Montbéliard; l'autre qui est l'explication adoptée par le prince Frédéric et les représentants de la bourgeoisie dans le traité amiable de 1587.

(1) Actes, pièces, titres et documents des franchises, libertés et immunités de la ville de Montbéliard. Bâle 1775, p. 57.

La phrase litigieuse était celle-ci : « Mes totes autres manières de genz i poent et doivent recevoir, se lour plaît, en ladite franchise de Montbéliard, droit façant ».

Le Conseil des Neuf l'interprète ou plutôt la traduit ainsi dans le livre des franchises publié par ses soins ⁽¹⁾ : « Mais ils peuvent et doivent si leur plaît, recevoir tout autre genre d'homme dans ladite franchise de Montbéliard, pour y faire ce qui est droit et pour s'y conformer. »

L'interprétation donnée dans le traité de 1587 est tout autre ; les mots « droit faisant » y prennent la signification de gens de bien et d'honneur. Au reste, il semble bien que ce soit ce dernier sens qui ait été généralement adopté, aussi bien par le prince que dans les délibérations des Conseils de ville ; la controverse fut vive et l'interprétation donnée en 1775 par les neuf maîtres-bourgeois, montre qu'elle n'était pas encore tout-à-fait éteinte à cette époque.

Si l'on prend connaissance des protocoles des délibérations des Conseils de ville, on demeure persuadé que le mot « droit faisant » doit être interprété dans le sens de « gens de bien et d'honneur ».

Par conséquent, la première condition pour entrer dans la bourgeoisie était d'être un honnête homme ; et cela se comprend ; il y avait une grande solidarité entre les bourgeois ; ils formaient entre eux une véritable famille, au sein de laquelle ils ne voulaient admettre que ceux qui étaient vraiment dignes d'y entrer ; il faut encore remarquer que les bourgeois contribuaient à l'administration de la ville, soit directement comme maître-bourgeois, membre du corps des dix-huit ou de celui des notables, soit indirectement comme électeur ; chaque bourgeois avait donc une certaine influence sur l'avenir de la cité. L'introduction dans la bourgeoisie d'hommes d'une moralité douteuse, aurait pu être de nature à préjudicier gravement aux intérêts de la ville tout entière ; c'était un honneur que d'entrer dans la bourgeoisie, il fallait le mériter.

La deuxième condition de réception était énoncée dans la charte de 1283. Il est dit qu'il ne peut être reçu à la bourgeoisie

(1) V. *Livres des Franchises*, p. 11. Dans cette édition, la traduction est placée en face de l'ancien texte français.

aucun sujet du seigneur qui soit taillable et corvéable ⁽¹⁾. En effet, les sujets taillables et corvéables ⁽²⁾ constituaient une véritable richesse pour le seigneur.

La taille était un impôt direct ; il se levait sur les roturiers comme sur les serfs ⁽³⁾ ; généralement le seigneur fixait la somme totale que devaient payer les serfs de la seigneurie ou ceux d'un village ; c'était donc aussi un impôt de répartition. Au point de vue de la taille, il y avait deux sortes de serfs ; les uns étaient taillables à merci, ou comme l'on disait quelquefois, taillables « haut et bas ». Ce fut l'état commun au commencement du moyen âge ; puis les mœurs s'adoucirent quelque peu et les seigneurs, qui d'ailleurs y voyaient leur intérêt, commencèrent à fixer la quotité de la taille et à ne la demander qu'une fois par an ; c'est ce qu'on appelle la taille abonnée ; son application devint bientôt générale.

Les tailles constituaient donc un des principaux revenus seigneuriaux ; bien que ce fût un impôt de répartition, le revenu baissait avec le nombre des taillables. La réception d'un serf à la bourgeoisie avait pour effet immédiat de l'affranchir de la taille ; aussi le seigneur n'autorisait-il la réception dans la bourgeoisie d'un serf ou d'un roturier, hommes taillables, qu'à si bon lui semblait.

Quant aux corvées, c'étaient des journées de travail que le serf devait gratuitement au seigneur ; plus tard, elles se payèrent souvent en graines et en argent.

Il suffisait donc au début de remplir deux conditions pour pouvoir entrer dans la bourgeoisie ; être honnête homme et n'être sujet ni à la taille, ni aux corvées.

Plus tard, au XVIII^e siècle, vient s'ajouter une nouvelle condition. Les futurs bourgeois doivent prouver que les biens qu'ils possèdent ont une valeur d'au moins mille francs. C'est le règlement adopté par les trois conseils de ville en 1748 qui a fixé

(1) § Li Bourgeois... ne doivent recevoir en ladite franchise de Montbéliard, home ne fome de noz taillables ne de nous fiés qui soient foers de la vile de Montbéliart ou du châtel. »

(2) V. Esmein. *Histoire du Droit public français*.

(3) Les serfs seuls étaient corvéables, les roturiers ne l'étaient pas ; le mot corvéable n'est pas dans la charte, mais tous les serfs étaient soumis aux corvées.

ce chiffre minimum ⁽¹⁾. « Dans le but d'empêcher que la ville ne se peuplât à l'avenir des sujets qui, par l'endroit de leur pauvreté, n'en puissent supporter les charges et même, ne tombent dans la nécessité d'avoir aussitôt recours aux charités publiques et particulières pour pouvoir subsister, comme la triste expérience ne l'a trop que prouvé. » En 1721, déjà le Conseil des neuf remarque ⁽²⁾ « que notre ville se trouve, par la grâce de Dieu, présentement peuplée d'un nombre assez considérable de familles bourgeoises qui s'augmentent même tous les jours, de telle façon, qu'il paraît qu'à la suite, il sera plus préjudiciable qu'utile à la bourgeoisie d'y agréer des étrangers. »

Au début, la réception dans la bourgeoisie était toute gratuite ; celui qui y entrait n'avait aucun droit à payer. C'était un honneur que l'on conférait à celui qui avait rendu service à la ville ; malheureusement cela ne dura pas. La ville avait à supporter des charges de plus en plus lourdes ; pour faire face aux dépenses qui augmentaient tous les jours, on songea au XVI^e siècle à faire payer un droit d'entrée dans la bourgeoisie. C'était là une ressource précieuse, un impôt que paieraient volontiers ceux qui voulaient se faire recevoir bourgeois.

Au début, la somme perçue était des plus minimales ; elle était de dix livres seulement en 1552, mais elle augmenta rapidement avec les besoins de la cité. Au commencement du XVII^e siècle, en 1603, le prix d'entrée est fixé à soixante livres bâloises ⁽³⁾, en 1622 il est de quarante écus de trois francs, en 1662, de cent cinquante francs forts ⁽⁴⁾ ; en outre, le futur bourgeois devait donner à la municipalité un « seillot » ⁽⁵⁾ de cuir bouilli ; la ville se procurait ainsi gratuitement un matériel d'incendie ; cette coutume persista jusqu'à la Révolution.

En 1748 les étrangers affluent tellement, qu'il semble urgent de prendre des mesures pour arrêter cette immigration ; le

(1) V. *Archives de Montbéliard. Livre des Notaux*. Le consulter pour tout ce qui concerne la réception de la bourgeoisie.

(2) V. *Archives de Montbéliard. Livre des Notaux*.

(3) La livre bâloise valait environ $\frac{1}{4}$ fr. 20.

(4) Le franc fort id. 3 fr.

(5) « Seillot », mot patois qui veut dire seau.

19 mai de la même année, les trois corps de ville réunis sous la présidence du maître-bourgeois en chef, décident de fixer le prix d'entrée à cinq cents livres ⁽¹⁾. Ce prix élevé ne dura pas ; en 1778, il avait diminué de moitié et était de deux cent cinquante livres seulement.

Il était donc d'usage de payer un droit d'entrée dans la bourgeoisie ; des difficultés se soulevèrent bientôt au sujet de l'assiette de ce droit.

Un étranger venait s'établir à Montbéliard, il était marié et avait des enfants, il achetait le droit de bourgeoisie. Le bénéfice de cette acquisition s'étendait-il à sa femme et à ses enfants ?

Jusqu'en 1721 on l'admettait ; il suffisait que le chef de famille fût reçu au nombre des Francs-Bourgeois pour que sa femme et ses enfants le fussent au même titre que lui ; mais au XVIII^e siècle, l'affluence des étrangers était si considérable que les trois corps de ville, sur la proposition du Conseil des Neuf-maitres-bourgeois, décidèrent de régler la question de la façon suivante :

La réception dans la bourgeoisie d'un étranger n'y entraînait pas celle de ses enfants déjà nés ; ceux-ci devaient se faire recevoir séparément.

Les femmes étrangères qui épousaient des bourgeois de la ville ne pouvaient participer aux droits de la bourgeoisie qu'après y avoir été reçues et avoir payé une somme de quarante livres.

Le prince demanda l'annulation de ces deux votes comme contraires aux franchises ; elle fut accordée par consentement des trois corps.

Il y avait quelques exceptions à la règle qui voulait que l'on payât un droit d'entrée à l'admission dans la bourgeoisie. C'est ainsi que dans le protocole de l'assemblée des trois corps de ville, on relève la phrase suivante ⁽²⁾ : « On a reçu à la bourgeoisie, sans rien payer, des personnes qui avaient rendu des services à l'Etat ou à la ville et d'autres qui se sont rendues recommandables par des connaissances particulières ou des

(1) La livre valait environ 2 fr. 21. — De Résener. Histoire, p. 270.

(2) V. *Livre des Notaux*.

qualités personnelles, ou encore de simples recommandations respectables. »

Dans le premier cas, c'était une sorte de remerciement officiel, une façon peu coûteuse de récompenser les services rendus; le dernier nous laisse à supposer que la recommandation pouvait déjà être d'une certaine utilité.

Quelle était l'autorité qui prononçait l'admission d'un nouveau bourgeois? L'acte de 1283 ne le dit pas expressément; il dit seulement que ce droit appartient aux bourgeois. Quant au traité amiable de 1587, il s'exprime en ces termes ⁽¹⁾: « Davantage nous les neuf-bourgeois jurés, dix-huit, notables et toute la commune de Montbéliard. » On peut donc supposer que c'était à l'assemblée des trois corps de ville que revenait le droit de décider la question de l'admission ou de refus d'un nouveau bourgeois. Cette opinion est corroborée par le registre des délibérations des trois corps de ville; on lit en effet dans ce livre, à la date du 5 mai 1748 ⁽²⁾: « Si les corps de ville sont en droit de recevoir à la bourgeoisie... » Il est donc certain que l'admission dans la bourgeoisie était prononcée par les neuf, les dix-huit et les notables, réunis en assemblée générale; il était d'ailleurs naturel que le corps de la bourgeoisie tout entier délibérât sur l'admission d'un nouveau membre. Celle-ci était décidée à la majorité des voix, et la minorité n'avait qu'à s'incliner devant la décision prise.

Enfin les bourgeois étaient libres d'admettre parmi eux qui ils voulaient; le seigneur ne pouvait leur imposer personne. Renaud de Bourgogne, dans la charte de 1283, s'était formellement enlevé ce droit pour lui et pour ses successeurs ⁽³⁾. La phrase était très claire et le traité de 1587 n'eut pas à revenir sur cette question; d'ailleurs il ne semble pas que les seigneurs aient jamais voulu imposer à la bourgeoisie l'admission d'un de leurs favoris; celle-ci était absolument maîtresse chez elle; les bourgeois du XIII^e siècle avaient pris une bonne mesure de prudence en enlevant au seigneur le droit de faire recevoir

(1) V. *Livre des Franchises*, p. 57.

(2) V. *Livre des Notaux*.

(3) « Ne nos, ne nostre successeur qui saroient seignor de Montbéliard ne poons, ne davons requerre les dis borgeois por aucun home et fome metre ou recevoir en la franchise de Montbéliart. » Tuetey, loc. cit., p. 238.

quelqu'un dans la bourgeoisie ; sans cette clause, il eût été facile aux princes de faire entrer dans ce corps tous leurs favoris, et d'acquérir ainsi indirectement sur la direction des affaires de la ville, une influence à laquelle ils n'avaient pas droit.

Nous avons vu qui pouvait être nommé bourgeois et à quelles conditions ; il nous faut étudier maintenant la procédure à suivre et les formalités à remplir.

Le « suppliant » ⁽¹⁾ adressait une requête au Conseil des Neuf ou « Magistrat ». Il y exposait les titres qu'il croyait avoir pour mériter son admission dans la bourgeoisie ; il y rappelait les services qu'il avait rendus à la cité, et il terminait en demandant de le recevoir gracieusement au nombre des francs bourgeois de cette ville.

Le Conseil des Neuf examinait la requête et la transmettait à l'assemblée des trois corps qui décidait souverainement de l'admission ou du rejet de la demande du candidat ; la résolution prise figurait au protocole des délibérations de l'assemblée des corps de ville. Le candidat admis prêtait serment entre les mains du maître-bourgeois en chef ; il jurait qu'il serait fidèle à la charte et ferait tout ce qui serait en son possible pour le bien de la cité. Puis il versait le prix de sa réception ; ce prix, comme nous l'avons vu, a beaucoup varié ; si les trois corps de ville n'avaient pas pris de délibération modifiant l'ancien état des choses, le prix était celui demandé à la dernière réception. Le nouveau bourgeois donnait encore à la ville un « seillot » de cuir bouilli ; son admission était alors définitive et le greffier de la mairie dressait acte de la réception ⁽²⁾ :

« Vu la présente requête et la résolution des corps de ville en date du... on reçoit le suppliant au nombre des francs-bourgeois de cette ville pour la somme de... qu'il a payée comptant au maître-bourgeois en chef, à charge par lui de se conformer aux ordonnances ecclésiastiques et politiques suivant le serment qu'il en a prêté entre les mains du sieur... en qualité de maître-bourgeois en chef, et en outre sous la condition de fournir à la ville un seau de cuir bouilli et les droits ordinaires au poêle ⁽³⁾ des audiences.

(1) V. pages manuscrites en tête du *Livre des Franchises*. (Réception de Jean-Georges Walter à la bourgeoisie.)

(2) V. *Livre des Franchises*.

(3) Poêle ou chambre.

Pour terminer l'étude de la bourgeoisie, il nous reste à examiner les droits qu'elle conférait. En outre de l'exemption de certains impôts ⁽¹⁾, le bourgeois avait deux droits très importants, l'électorat et l'éligibilité aux fonctions municipales.

Il était électeur aussitôt après sa réception; celle-ci constituait une sorte de majorité politique, qui le rendait capable de concourir indirectement au gouvernement de la ville; il ne devenait pas immédiatement éligible et cette nouvelle qualité ne lui était attribuée qu'au bout d'un certain nombre d'années de résidence; au début, l'élection des neuf maîtres-bourgeois se faisait au suffrage universel et au premier degré; le corps tout entier de la bourgeoisie y concourait; plus tard, après la création du Conseil des dix-huit, les choses changèrent beaucoup; les bourgeois élaient toujours au suffrage universel et au premier degré les membres du Conseil des dix-huit; ceux-ci, à leur tour, élaient les neuf maîtres-bourgeois.

Les autres droits et exemptions, dont jouissaient les bourgeois, appartenaient aussi aux habitants francs.

§ 3. LES HABITANTS.

Au-dessous des bourgeois se trouvaient les « francs habitants. » Il semble qu'au début il n'y ait pas eu d'habitants sujets. Renaud de Bourgogne, en effet, promet la franchise à tous ceux qui viennent habiter Montbéliard ⁽²⁾. Mais dans les documents postérieurs, il est parlé d'habitants francs; cela laisse à supposer qu'il y en avait qui ne l'étaient pas, ce qui serait contraire à la charte de 1283. Il est donc probable qu'il est intervenu une convention entre les princes et la bourgeoisie, spécifiant qu'il pourrait y avoir des habitants qui ne jouiraient pas de la franchise;

(1) V. plus loin : *Organisation financière.*

(2) « Nous.... affranchissons et avons affranchi por nos et por les noz, por noz successeurs parmeignablement ledit châtél et ladite vile de Montbéliart et toz les habitanz qui or y sunt et qui d'oys or en avant i seront, de totes manières de tailles, de prises, de corvées et de toz autres servises et servitudes, quex que il puissent estre. » A. Tuetey. Loc. cit., p. 235.

peut-être ce nouvel état de choses est-il résulté d'une convention tacite, le prince ayant fait venir de nouveaux habitants sans leur conférer de libertés et les bourgeois n'ayant pas protesté. Quoiqu'il en soit, il est évident qu'à partir d'un certain moment dont il ne nous a pas été possible de préciser la date, il y avait trois catégories d'individus à Montbéliard :

1^o Les bourgeois ;

2^o Les habitants francs jouissant des libertés et privilèges accordés par Renaud de Bourgogne ;

3^o Les habitants proprement dits sujets aux tailles et aux corvées.

C'est ce qui résulte de certains documents et notamment du protocole de délibération des trois corps de ville ⁽¹⁾.

Au mois de septembre 1721, le mag'strat proposa diverses réformes aux trois conseils assemblés sous la présidence du maître-bourgeois en chef Isaac Fallot ; dans le compte rendu de cette séance, on distingue nettement les deux catégories d'habitants.

« On est encore de plus en plus convenu qu'on ne recevra personne à la suite au nombre des habitants francs que pour la somme de trente deux livres et à la condition de payer chaque année la somme de quinze livres qui est l'intérêt du prix de la bourgeoisie et de quatorze livres pour les sujets ». La distinction est nettement établie ; aux deux prix d'admission correspondent deux catégories d'habitants différentes.

Dans l'assemblée générale tenue en mai 1748, les trois corps de ville prennent la décision suivante :

1^o Ceux qui seront reçus comme habitants francs devront payer une somme de soixante livres, plus une redevance annuelle de vingt six livres, un sol 4 deniers ; ils doivent en outre prouver qu'ils possèdent au moins cinq cents livres.

2^o Ceux qui seraient reçus à l'avenir au nombre des habitants sujets paieront également soixante livres pour droit de réception ; plus une redevance trimestrielle de quatre livres, un sol, quatre deniers ; en outre, au moment de leur admission ils doivent justifier qu'ils sont en possession d'une fortune d'au moins quatre cents livres ⁽²⁾.

(1) V. *Livre des Notaux*, à la date.

(2) *Livre des Notaux*.

Ces diverses mesures avaient été prises dans l'intention d'empêcher l'entrée dans la ville de gens nécessaires ou incapables de gagner leur vie et qui seraient tombés rapidement à la charge de la charité publique.

Quelle était donc la situation des habitants francs ?

Tout d'abord leur condition était réglée par la charte octroyée par Renaud de Bourgogne. Ils étaient exempts de tailles, prises, corvées et de toutes autres servitudes. C'était en quelque sorte un droit négatif que les habitants francs possédaient ; mais ils ne participaient ni directement, ni indirectement à l'administration de la ville ; ils n'étaient même pas électeurs, leur « statut » était intermédiaire entre celui des bourgeois et celui des sujets ; on pourrait peut-être comparer leur condition à celle des roturiers qu'on appelait aussi « hommes de poeste ou hommes coutumiers. » Les habitants francs pouvaient se choisir librement un domicile, prendre la profession qui leur plaisait, enfin quitter la ville quand ils le voulaient et sans en avoir à demander l'autorisation au seigneur.

Quant aux habitants sujets, ils étaient bien moins privilégiés. Ils étaient soumis à la taille et aux corvées et ne pouvaient quitter la ville sans l'autorisation du seigneur ; ils étaient encore frappés d'autres incapacités.

Le règlement de 1748 leur défend d'entreprendre pour leur compte aucun négoce ni aucune profession ; il ne leur est permis que de travailler chez les bourgeois qui voudront bien leur donner de l'ouvrage. Ils avaient donc une situation très inférieure et leur liberté était des plus restreintes ; ils ne pouvaient sortir de leur condition servile que par l'affranchissement. Leur situation était analogue à celle des sujets habitant la campagne dont la condition était assez malheureuse ; ils étaient soumis aux tailles, aux corvées et à d'autres redevances écrasantes.

Les Corvées. — Les corvées ⁽¹⁾ pesaient effroyablement sur les paysans ; elles étaient réelles ou personnelles. Le comte Georges les avait abolies en 1538 pour le comté de Montbéliard et pour les seigneuries de Blamont et d'Etobon, mais en laissant ses autres terres soumises au régime des corvées en nature.

(1) *Archives Nationales.* K. 2034.

Les paysans les exécutaient mal et les comtes rendent ordonnances sur ordonnances pour forcer leurs sujets à l'obéissance. En 1398, les juges de la prévôté se plaignaient de la mauvaise volonté que mettaient les paysans à faire les corvées ; la même année, le comte Frédéric rendit un décret ordonnant aux maires des villages et aux sergents d'enjoindre à ceux qui possédaient des héritages sujets aux corvées de les faire.

Mais ces mesures étaient insuffisantes ; le comte Frédéric songea alors à faire payer les corvées en argent et en 1392 il engagea à ce sujet des négociations avec les juges de la prévôté représentant les communautés, elles aboutirent à un traité qui fut signé l'année suivante, c'est-à-dire en 1393.

Aux termes de cette convention, les paysans pouvaient payer certaines corvées en grains, il était fait exception pour les corvées de « guet et d'escarguet », c'est-à-dire pour toutes celles qui étaient d'ordre militaire et intéressaient la défense de la principauté ; la quantité de grains à fournir au seigneur était d'un coupot ⁽¹⁾ pour chaque journal ⁽²⁾ de récolte.

Si au bout de six ans le traité paraissait onéreux à l'une des parties, celle-ci pouvait s'en désister et les choses seraient remises dans leur état primitif ; ce traité fut ratifié un mois après par chaque communauté, mais la plus grande partie d'entre elles firent ajouter à leur confirmation une clause par laquelle elles renonçaient d'avance à la continuation de la convention après six années révolues ; cependant, en 1399, les juges de la prévôté demandèrent que le traité fût encore appliqué pendant une nouvelle période de trois ans ; ils sollicitaient en même temps du comte Frédéric, l'autorisation de payer les corvées en argent au lieu de les payer en grains. Le comte, adoptant alors une mesure de transaction, décida de ne pas revenir aux corvées en nature, mais d'en exiger le paiement en grains, malgré l'avis contraire du Conseil de Régence. Son intention première avait même été d'en revenir aux anciennes corvées en nature. Cette année là avait été des plus mauvaises ; le pays était dévasté par les guerres ; aussi les grains avaient-ils énormément augmenté de valeur, et on comprend le désir des paysans de payer leurs corvées en argent.

(1) Le coupot valait 6 liv. 80.

(2) Le journal, mesure de superficie valait 300 toises carrées, soit environ 25 arcs.

En 1602, nouvelle demande des paysans ⁽¹⁾ ayant le même objet que la précédente ; elle est appuyée par le Conseil de Régence ⁽¹⁾. « S'il advenait, dit-il, que Dieu ne veuille, quelque infertile année, ce serait pour causer la ruine de plusieurs d'eux », il proposait de remplacer les corvées par le paiement d'une somme annuelle de deux mille francs forts ; si le prince ne voulait pas exempter les sujets des corvées de chasse, cette somme serait réduite de deux cents francs. Frédéric accepte cette transaction , mais pour une durée de trois ans seulement.

En 1612, la misère du peuple devenant effrayante , les sujets déclarent ne plus être en mesure de continuer l'ancien accord et les corvées se font de nouveau en nature. Cette situation pénible dure jusqu'en 1664 à cause de l'appauvrissement résultant de la guerre de Trente Ans et de la peste qui ravageait le pays ; en 1664, un projet d'abonnement des corvées, payables en argent, est établi par les conseillers de Régence ; il est adopté par le prince et les corvées sont perçues en argent. En 1693, la France occupe la principauté de Montbéliard ; l'intendant de Franche-Comté fixe le prix des corvées à la charge des sujets du comté et le réduit considérablement ; en 1700, les corvées se font de nouveau en nature, l'occupation française ayant ruiné le pays ; en 1717, le prince Eberhard-Louis adopte le projet qu'il avait rejeté l'année auparavant d'un abonnement fixe pour chaque année ; enfin, en 1750, les guets de ville, banvards, gardes-forestiers sont déclarés exempts des corvées.

Cette obligation des corvées a donc lourdement pesé sur les sujets de la principauté ; elle a été une des principales causes de la misère qui a si souvent désolé le pays de Montbéliard. Tous les habitants sujets devaient faucher et faner gratuitement les prés du prince ; ils ne recevaient en paiement qu'une nourriture des plus parcimonieuses : trois livres de pain par faucheur et par voiturier et du vin ; les femmes ne recevaient qu'une demi-livre de pain ⁽¹⁾.

Affouage. — Il était encore une redevance qui frappait lourdement les sujets : c'était le droit d'affouage ; de tous temps ils y étaient soumis , mais des difficultés s'élevèrent au XVI^e siècle

(1) *Archives Nationales.* K. 2094.

au sujet de son application. Un traité qui résolvait les points litigieux fut signé en 1544, entre le comte Georges et ses sujets ⁽¹⁾.

Il semble, à lire ce document, que seuls les sujets taillables et corvéables aient été tenus à l'affuage ; en conséquence, cette redevance était personnelle et non réelle. Elle n'était pas due par les communautés prises dans leur ensemble et la masse des forêts de celles-ci n'en était pas affectée ; c'étaient au contraire les habitants des campagnes, soumis aux tailles et aux corvées, qui devaient fournir leur propre bois pour l'affouage du prince. Ceux d'entre eux qui possédaient une voiture et des chevaux, étaient tenus d'amener tous les trois mois une voiture de bois au château seigneurial ; quant à ceux qui n'en avaient pas, ils payaient leurs redevances en argent.

En 1539, les cinq juges de la prévôté demandèrent que l'abonnement de l'affouage fût notablement diminué, la cour n'habitant plus au château de Montbéliard.

Le comte Frédéric consentit, en 1589, à remettre à ses sujets, pour un an entier, le droit d'affouage ; mais en retour, tous devaient payer indistinctement le péage qui se percevait au pont de Voujaucourt.

En 1657, les cinq juges de la prévôté adressèrent une nouvelle requête au prince ; ils demandaient à être exemptés du « droit d'affuage » pour cette année ; ils montraient l'état de misère profonde dans lequel se trouvait le pays et l'impossibilité pour les paysans de fournir le bois exigé, c'est-à-dire deux cents charretées de bois pour la chancellerie et quinze cents pour le château. « Il est vrai, dit-on dans la requête ⁽²⁾, que de toute ancienneté, les sujets de la principauté ont été obligés de fournir de leurs propres forêts le bois de chauffage nécessaire à leur prince et seigneur, sans que nous sachions si la quantité en a jamais été fixée ou déterminée. »

En 1704, Léopold-Eberhard engagea les communautés du comté de Montbéliard à lui faire la promesse de couper et voiturier à leurs frais, pendant la guerre, six cents cordes de bois dans son château ; mais après la conclusion de la paix, ce prince peu scrupuleux en ce qui concernait ses engagements, ayant

(1) *Archives Nationales*. K. 2094.

(2) Esmein. *Histoire du Droit*, p. 242.

besoin de beaucoup d'argent pour faire face à ses dépenses inavouées et inavouables, continua à demander à ses sujets la même quantité de bois, malgré leurs plaintes réitérées. Léopold-Eberhard ne céda pas ; ses cruautés, ses exactions le firent haïr de tous ; il mourut en 1723 en laissant son pays dans une misère profonde.

Son successeur, Eberhard-Louis, eut pitié de l'infortune de ses sujets, et le 7 février 1724, il déclara que ceux-ci seraient déchargés à l'avenir de l'affouage, excepté pour les bois destinés à la chancellerie et à la garnison. Ce fut la dernière ordonnance concernant le droit d'affouage.

Mainmorte. — De bonne heure ⁽¹⁾ les sujets du comté avaient été affranchis de la mainmorte ou incapacité de transmettre les biens à cause de mort. Le mainmortable ne pouvait pas faire de testament valable, sauf peut-être les legs pieux que l'Eglise exigeait souvent au Moyen-âge pour accorder aux défunts la sépulture ecclésiastique ; les enfants du mainmortable n'avaient aucun droit sur ses biens, et le seigneur en héritait naturellement, mais très souvent celui-ci n'appliquait pas son privilège dans toute sa rigueur et permettait aux plus proches parents de racheter la mainmorte pour une somme qu'il fixait lui-même.

Ce droit, si dur pour les paysans, subit bientôt d'importantes modifications ; quelquefois on permit au mainmortable de transmettre ses biens à ses enfants légitimes ; dans d'autres provinces, on n'alla pas si loin et les serfs n'eurent dans les communautés serviles que ce que M. Esmein appelle « un équivalent grossier du droit de succession ⁽¹⁾ ».

La comtesse Henriette affranchit ses sujets de la mainmorte en 1431 ; restée veuve de bonne heure, elle s'était mise avec énergie à la direction des affaires. S'occupant des intérêts de son peuple, cherchant à le soulager, elle mérita le surnom de « bonne comtesse » que ses contemporains lui donnèrent ; malheureusement ce ne fut pas la générosité seule qui fut le mobile de cet affranchissement ; les paysans l'achetèrent au prix de cinq cents florins d'or ⁽²⁾ du Rhin, ce qui constituait une somme assez élevée pour l'époque.

(1) Esmein. *Histoire du Droit*, p. 242.

(2) Le florin d'or du Rhin valait environ douze francs, ce qui ferait donc une somme de six mille francs.

L'acte est daté du 9 mai 1431. Henriette affranchit ses « pauvres sujets » « des servitudes que l'on appelle vulgairement mainmorte » ; elle annonce naïvement qu'elle a fait cet affranchissement pour le salut de son âme et de celle de ses ancêtres et successeurs ⁽¹⁾. Elle accorde ensuite droit de succession « aux parents les plus prochains en ligne du défunt » ; elle s'étend longuement sur les droits de la femme ; celle-ci non-seulement pourra reprendre la dot qu'elle a apportée en mariage, mais elle a encore droit au tiers des biens de la communauté ⁽²⁾. Quant à la femme « d'étranges lieux » qui a épousé un sujet du comté ; elle n'est pas aussi favorisée, elle ne pourra prétendre qu'au remboursement de sa dot si elle veut quitter la seigneurie.

Mais si la comtesse Henriette accordait à ses sujets le droit de succéder, elle ne s'en réservait pas moins une partie de la succession. Quand un décès se produisait dans le comté, elle se réservait, pour elle et pour ses successeurs, le droit de prendre la meilleure bête que le défunt laissait ou une somme d'argent ⁽³⁾. En outre, tous les ans, au premier janvier, chaque habitant devait lui donner des « poules de rente ».

La comtesse Henriette déclare ensuite supprimer « les amendes coutumières que nosdits pauvres gens sont accoutumés de payer et dont ils étaient fort oppressés. Elle se réserve seulement les amendes infligées par les tribunaux « pour délits et excès ».

L'abolition de la mainmorte ne fut effective qu'après le versement de la somme de cinq cents florins d'or du Rhin ; cette abolition, quoique ne procédant pas seulement des sentiments

(1) « Nous Henriette... considéré principalement l'honneur et louange de Dieu le tout puissant, et pour le salut de notre âme, de nos Prédécesseurs, de nos Hoirs et Successeurs... »

(2) « Sa femme doit ravoir et reprendre ses dot et mariage, plus doit emporter lad. femme, la tierce partie de tous et singuliers biens meubles que lesdit mari et femme ont apporté et mis ensemble mutuellement. » (*Archives Nationales*. K. 2200).

(3) « Et quantefois qu'il arrivera que personne quelconque de nos seigneuries ira de vie à trépas, à nous, à nos hoirs et successeurs doit être fait, céder et bailler une bête la meilleure que le défunt ou la défunte laissera, ou cinq sols de la monnaie convenue, lequel de ces deux choses dessus nous aimerons ou mieux nous plaira... »

Chacun de nós hommes, demeurant, résidant et habitant, sont et seront tenus de chacun an, au jour de l'année, à nous, à nos hoirs et successeurs, deux poules de rentes. » (*Archives nationales*. K. 2200.)

généreux de la comtesse Henriette, fut favorable « aux pauvres sujets ». C'était un véritable contrat, une vente qui liait ses successeurs; ceux-ci d'ailleurs le respectèrent.

Malgré tout, la situation des habitants sujets restait assez dure. Soumis aux corvées, ruinés par les impôts et les redevances de toute sorte qui les accablaient, ils vivaient dans une misère profonde; ils aspiraient tous à la qualité d'habitants francs. Au début, c'était une grâce du seigneur qui la leur accordait gratuitement; puis les princes virent dans ces affranchissements un moyen d'augmenter leurs revenus, et ils commencèrent à exiger un droit d'admission. Très modeste au début, celui-ci devint assez fort dans le courant du XVIII^e siècle; de bonne heure, la ville demanda aussi un versement.

Le règlement adopté par les trois corps de ville 1721 ⁽¹⁾, fixa à 32 livres la somme à verser à la ville par les habitants francs au moment de leur réception; ils devaient en outre une redevance annuelle de quinze francs.

Le règlement de 1748 ⁽¹⁾ portait le droit de réception à la franchise à soixante livres; les habitants francs devaient en outre s'engager à faire un versement annuel de vingt-six livres et prouver qu'ils possédaient une fortune d'au moins cinq cents livres.

La somme versée, et l'admission prononcée, après l'affranchissement donné par le seigneur ⁽²⁾, le sujet devenait habitant franc, et jouissait immédiatement de toutes les libertés et de tous les privilèges accordés à cette qualité. L'admission était rendue publique par une proclamation ⁽³⁾.

(1) *Livre des Notaux.*

(2) Le seigneur, avant de se décider, consultait son Conseil de Régence.

(3) Nous... vu la requête de... à ces causes désirant faire ressentir aud... comme d'ailleurs à tous les habitants de la principauté de Montbéliard, les doux effets de nos faveurs, après avoir vu l'avertissement et avis de notre Conseil de Régence, nous avons bien voulu par notre gracieux rescrit du... affranchir et allibérer, comme nous affranchissons et allibérons par les présentes, dès à présent et pour toujours ledit... ensemble sa postérité née et à naître de sadite condition de taillable et courvoyable, dont il a été cy-devant affecté envers la seigneurie, comme sujet du comté de Montbéliard tant et aussi longtemps que ledit... et ses enfants auront résidence dans un lieu de franchise condition, acceptant en reconnaissance de cette grâce, la somme de 120 livres par lui offerte et payée tant au comptant que par le moyen d'une

Ainsi donc, en résumé, il y avait dans la principauté de Montbéliard quatre catégories d'habitants :

1^o Au sommet de l'échelle sociale et jouissant du maximum de libertés et de privilèges, les bourgeois. Caste élevée et indépendante, fière de ses droits, les gardant jalousement, sachant au besoin les défendre par la force, très attachée à ses institutions auxquelles elle devait une liberté qu'on était peu accoutumé à rencontrer à cette époque, maîtresse d'elle-même, n'admettant dans son sein que ceux qui lui plaisaient, n'ayant sur ce point aucun ordre direct ou indirect à recevoir du seigneur, jugée par ses pairs, gouvernant la ville par l'intermédiaire de ses élus, la bourgeoisie de Montbéliard n'avait guère à envier aux petites républiques indépendantes ; la Révolution fut incapable de lui apporter plus de libertés que celles dont elle jouissait.

2^o Immédiatement au dessous d'elle, les habitants francs. Ils pouvaient résider où ils voulaient et choisissaient librement leur profession ; mais ils ne concouraient en rien à l'administration de la ville. Ils constituaient une catégorie intermédiaire entre les bourgeois et les habitants sujets.

2^o Ceux-ci étaient soumis aux tailles et aux corvées, écrasés d'impôts ; ne pouvant exercer aucune profession indépendante ils devaient toujours travailler sous l'autorité d'un bourgeois ; ils ne pouvaient sortir de leur condition précaire que par l'affranchissement qu'ils achetaient au seigneur ; il leur fallait travailler pendant des années pour amasser la somme nécessaire.

4^o Au dernier degré de l'échelle, les habitants de la campagne et des seigneuries, de condition misérable, pressurés par le prince de Montbéliard, écrasés de corvées, ayant à chaque instant leurs récoltes ravagées par les guerres ; ils étaient les parias de la population de la principauté.

Montbéliard ressemblait alors quelque peu aux républiques

obligation de 60 livres qu'il a passée le présent jour, dont nous nous tenons ainsi pour content et satisfait, promettant pour nous et nos successeurs, d'avoir le présent affranchissement, aux charges et conditions ci-dessus, pour toujours ferme, stable et agréable, sans y jamais contrevenir.

Enjoignons en conséquence à tous de laisser jouir paisiblement ledit... et sa postérité née et à naître du présent affranchissement de sa prédite condition du sujet taillable et corvoyable, sans y apporter aucun trouble ni empêchement, à peine exemplaire en cas de contravention.» (*Archives Nationales*. K. 2210.)

aristocratiques italiennes comme Venise, Florence, Pise, Gênes, dirigées par une caste privilégiée, tenant avant tout à ses droits et à ses libertés et résolue à les défendre envers et contre tous.

SECTION II

Le pouvoir municipal.

1^o LES TROIS CORPS DE VILLE.

Nous venons d'étudier le droit de bourgeoisie, il nous faut examiner maintenant comment les bourgeois administraient et gouvernaient la ville.

Au début il n'y avait qu'un conseil, celui des neuf maîtres-bourgeois, créé par la charte de 1283 et élu au suffrage universel et au premier degré. Plus tard, vers le milieu du XV^e siècle, nous voyons apparaître deux nouveaux corps, le corps des dix-huit et celui des notables; le même phénomène se produit dans certaines villes de Franche-Comté comme Besançon, Dôle, Poligny; à côté du corps unique qui les administrait seul au début, apparaissent plusieurs autres corps secondaires, qui compliquent singulièrement le système de gouvernement, mais renforcent l'autorité municipale ⁽¹⁾; l'élection des neuf maîtres-bourgeois se fait alors au second degré et au suffrage restreint.

Les bourgeois nomment directement et au suffrage universel les dix-huit; ceux-ci à leur tour élisent entre eux le Conseil des neuf, qui sera appelé à administrer la ville et à rendre la justice.

(1) Tuetey. Loc. cit., p. 126.

Le Corps des notables se compose de tous ceux qui ont fait partie soit des dix-huit, soit des neuf.

Organisation administrative avant 1283. — Quelle était l'organisation administrative de Montbéliard avant 1283 ? Avant que la charte ne fut accordée, il semble que la ville de Montbéliard ait été administrée par le comte avec le concours d'un conseil de prud'hommes ; mais les documents manquent sur ce point ; on en est réduit aux conjectures.

Dans l'annuaire du Doubs (1838) on lit « qu'une charte de 1239, émanée de Thierry III, comte de Montbéliard, donne aux habitants de cette ville la qualification de bourgeois, parmi lesquels étaient choisis les prud'hommes chargés de l'administration de la ville » mais ce document n'a pu être retrouvé ⁽¹⁾.

D'autre part Renaud de Bourgogne, dans l'acte de 1283, dit que dans certains cas déterminés les neuf maîtres-bourgeois devront s'adjoindre trois « chaséz ».

Quelle signification faut-il donner à ce nom ? Son étymologie n'est pas douteuse ; il vient certainement du mot latin « casati ». Deux interprétations bien différentes sont possibles. L'une en fait des officiers du prince et l'autre des notables.

1^o Ce seraient les hommes logés « casati » chez le comte et chargés d'en défendre les intérêts devant les tribunaux, ce seraient presque des officiers, Cette opinion a été adoptée par M. Tuetey ⁽²⁾.

« Il est difficile de juger laquelle de ces deux significations est la vraie, surtout à cause de la concision extrême de notre charte qui n'entre absolument dans aucun détail sur ces « chaséz ».

Cependant, s'il nous était permis de faire un choix, nous adopterions le sens primitif, car il semble naturel que le seigneur, abandonnant toute juridiction aux neuf bourgeois, ait voulu néanmoins restreindre leur pouvoir par l'adjonction à leur tribunal de quelques personnes dévouées à ses intérêts ».

2^o On pourrait encore entendre par le mot « casati » les bourgeois établis, casés dans la ville. Je me rallie à cette

(1) Tuetey. Loc. cit., p. 127.

(2) id. id. p. 116.

dernière interprétation, En effet, le traité amiable de 1557 décide que, dans les cas graves, le tribunal de la mairie devra s'adjoindre trois ou quatre notables; or, cette convention n'était qu'une interprétation de la charte de 1283. Par conséquent, elle ne changeait rien à l'état de choses établi et ne faisait qu'éclaircir certaines questions douteuses; le tribunal de la mairie ne se composait que de bourgeois. Il semble donc que le mot « casati » doive être traduit par « notables » ou prud'hommes » et non par « officiers » ou « vassaux ». La traduction, qu'on trouve dans le *Livre des Franchises* publié en 1775, est conforme à cette opinion ⁽¹⁾. L'adoption de cette théorie est de nature à nous donner quelques éclaircissements sur l'administration de la ville avant l'octroi de la charte.

Il est donc probable qu'avant 1283, Montbéliard était administré par le comte avec le concours d'un conseil de « casati » ou prud'hommes. Renaud de Bourgogne, au moment de la signature de la charte, aura pensé à eux pour constituer une sorte de jury dans les cas graves ou difficiles.

Quoiqu'il en soit, l'acte de 1283 institue un conseil de neuf-maitres bourgeois pour administrer la ville ⁽²⁾.

Plusieurs choses s'ont à remarquer dans cet établissement du Conseil des neuf.

1^o Les neuf maitres-bourgeois sont élus au suffrage universel; nous verrons que les choses changeront totalement après la création du corps des dix-huit.

2^o Non seulement les bourgeois, mais encore les habitants, concourent à l'élection du Conseil des neuf. L'acte de 1283 ne laisse place à aucun doute; il semble même qu'il donne droit d'élection aux bourgoises; en effet, la charte dit « li dit bourgeois et borgoises et li habitant en Montbéliart... puissent et haient pooir eselire... »

L'électorat accordé aux femmes par Renaud de Bourgogne n'est pas aussi exorbitant qu'il le paraît au premier abord; nous

(1) *Livre des Franchises*, p. 5.

(2) « Après nos volons, octroions et expressement noz consentons que li dit bourgeois, et borgoises et li habitant en Montbéliart, senz requerre nos ne noz hoirs ne noz successeurs, puissent et haient pooir esleire entre lour nuef bourgeois de lour, par le consentement de la plus grant partie des bourgeois et des habitanz en Montbéliard, per les quex neuf bourgeois ladite vile de Montbéliart sera gouverné. » Tuetey. Loc. cit., p. 235.

en trouvons d'autres exemples : c'est ainsi qu'au XIV^e siècle, les femmes possédant des fiefs, étaient convoquées aux états généraux et pouvaient s'y faire représenter ⁽¹⁾.

Quant aux habitants proprement dits, ils ne participèrent pas à l'élection du Conseil des neuf. Dès le XV^e siècle, ce droit était réservé aux bourgeois et les habitants n'eurent plus la possibilité de concourir ainsi indirectement au gouvernement de la ville. Il s'est passé probablement, à ce sujet, une chose analogue à celle que nous avons indiquée pour la création de la classe des habitants sujets ; cette modification a dû être effectuée à la suite d'un accord entre le prince et la bourgeoisie.

3^o La charte ne fixe pas le mode d'élection, et toute liberté est laissée à ce sujet aux bourgeois et habitants, elle n'en détermine pas non plus le jour. Ce n'est que plus tard qu'intervinrent des règlements indiquant, d'une façon précise, dans quelles conditions devraient avoir lieu les élections ; elles se faisaient d'une façon très simple dans une réunion annuelle des bourgeois.

Après la création du corps des dix-huit, le mode d'élection changea totalement ; aux termes de la charte de 1283, les neuf maîtres-bourgeois étaient élus directement. Plus tard, la bourgeoisie ne choisit au suffrage universel, et au premier degré, que les membres du corps des dix-huit ; ceux-ci, dans une seconde réunion, élaient ceux qui devaient faire partie du futur Magistrat, c'est-à-dire des neuf-maîtres-bourgeois, chargés de l'administration et de la police de la ville ⁽²⁾.

Au point de vue administratif, la ville était divisée en neuf guets ou quartiers ⁽³⁾. C'étaient :

- 1^o Le guet du Bourg ;
- 2^o Le guet de la Neuve-Rue ;
- 3^o Le guet de l'Etuve ;
- 4^o Le guet de la rue Sur-L'eau ;
- 5^o Le guet de la rue Saint-Martin ;
- 6^o Le guet du Bourg-Vauthier ;
- 7^o Le guet de la rue des Fèvres ;

(1) Hervien *Recherches sur les premiers états généraux*, p. 9.

(2) Nous verrons plus loin quelle était la part des Dix-Huit dans le gouvernement de la ville ; nous ne nous occupons ici que des élections.

(3) Bibliothèque de Besançon. Collection Duvernoy. 16.

8^o Le guet devant ;

9^o Le guet derrière.

Au début, la date des élections était fixée au samedi après la Saint-Jean. A dix heures du soir, les bourgeois s'assemblaient dans leurs quartiers respectifs ; convoqués par l'un d'eux qui s'appelait le fidèle serviteur, ils se réunissaient dans une auberge du quartier. C'était au début une véritable assemblée électorale ; chaque guet nommait deux bourgeois qui devaient faire partie du Conseil des dix-huit.

Le lendemain, c'est-à-dire le dimanche, les dix-huit, ainsi élus dans chaque quartier, se rendaient à l'Eglise ; là, l'un après l'autre, ils prêtaient un serment solennel entre les mains du procureur général, agissant comme représentant du prince. et juraient ⁽¹⁾ :

« D'être bons, loyaux, fidèles et obéissants bourgeois envers le prince, de lui garder ses droitures et autorités et celle de la ville de Montbéliart pour le prouffit et utilité de son altesse sérénissime... de tout leur pouvoir et fidèlement élire les neuf-bourgeois pris pour l'exercice de la justice de la ville de Montbéliart. »

Aussitôt le serment prêté, ils passaient à l'élection des neuf qui devaient composer le Magistrat ; le procureur sortait avant que l'on ne commençât les élections. Tous les neuf-maitres-bourgeois élus devaient faire partie du corps des notables, c'est-à dire avoir appartenu soit au corps des dix-huit, soit au Magistrat. De plus, parmi eux devaient se trouver sept anciens maitres-bourgeois ; deux places étaient réservées aux anciens membres du corps des dix-huit ; on les appelait les novices.

Cette façon de composer le Magistrat était des plus judicieuses ; tous ceux qui y entraient, étaient plus ou moins au courant des fonctions municipales qu'ils avaient exercées, soit comme membres du Conseil des dix-huit, soit comme maitres-bourgeois ; en outre, les principales fonctions étaient confiées aux anciens membres du Magistrat ; les novices n'avaient que des attributions sans importance. C'était donc une sorte de stage qu'ils faisaient là, destiné à leur faire connaître le fonctionnement de l'administration municipale ; ils recevaient les avis et les conseils de leurs collègues plus anciens qu'eux.

(1) *Archives Nationales*, K. 2223.

Aussitôt après les élections, les neuf-maîtres-bourgeois se rendaient à la maison de ville où ils prêtaient serment de fidélité entre les mains du procureur général (1).

Le serment prêté, ils procédaient à l'élection du maître-bourgeois en chef et du conforteur; au début, le maître bourgeois en chef était désigné par le sort, c'était celui dont le nom sortait le premier lors de l'élection des neuf; puis la coutume changea, et le maître bourgeois en chef et le conforteur furent directement élus par leurs collègues.

Ces élections donnèrent lieu à des brigues très fréquentes, malgré les nombreuses ordonnances qui essayèrent de lutter contre cet état de choses déplorable. Les raisons de cette ardente compétition, pour les choses municipales, est facile à donner; il y en avait deux causes principales.

Tout d'abord l'honneur d'administrer la ville a toujours été très recherché; chaque bourgeois avait le secret désir de s'élever au-dessus de ses concitoyens et d'acquérir ainsi sur eux une certaine autorité.

En second lieu, les fonctions municipales étaient rétribuées, d'une façon très modique sans doute, mais l'argent avait alors une valeur telle que la perspective d'un gage, même léger, de vait suffire à attirer les candidats.

Ces brigues, très superficielles au début, prirent au commencement du XVIII^e siècle une importance si grande qu'une réglementation s'imposait, il fallait réformer à tout prix.

Le mode d'élection. — Le 10 juillet 1700, les trois corps de ville s'assemblèrent sous la direction du maître-bourgeois en chef pour décider des mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour que les élections se fissent d'une manière plus satisfai-

(1) Formule du XVIII^e siècle : Je jure au Dieu tout puissant en serment corporel et sincère que je serai en tout et partout, tant que je vivrai fidèle, obéissant assidu et sujet à S. A. S. le duc Léopold-Eberhard, duc de Wurtemberg et Teck, seigneur de Heidenheim, mon très bénin prince et seigneur, naturel et souverain, de détourner ses dommages et préjudices, déclarer de bouche et par écrit tout ce qui se fait et fera contre les hauteurs, droitures, profits et intérêts, tenir secret jusqu'au tombeau tout ce qui me sera confié, aux surplus, me conformer aux instructions qui me seront données. Ainsi que Dieu me soit en aide par son Saint-Evangile. Amen. » (*Archives Nationales*. K. 2223.)

sante. On décida que l'élection des dix-huit et celle des neuf se feraient le même jour ; celui-ci était fixé dorénavant au lundi précédant la Saint-Jean, au lieu de l'être au samedi suivant.

Les considérants de la décision qui ont été conservés dans le protocole des délibérations des trois corps de ville, sont assez curieux pour qu'il soit intéressant de les citer ⁽¹⁾.

« Pour retrancher les abus qui se commettent depuis longtemps dans les élections et particulièrement dans celles des neuf bourgeois , lesquels étant chargés de l'administration, de la justice et de la police, devraient être appelés par des voies légitimes pour attirer les bénédictions du ciel, au lieu que le plus souvent, leur vocation est illégitime et forcée par suite des brigues qui se pratiquent pendant la nuit précédant immédiatement les élections , par lesquelles brigues la liberté des suffrages des électeurs est corrompue et par lesquelles plusieurs sujets peu dignes et ne possédant pas les qualités requises pour exercer ces charges dignement, y entraient et y entrèrent facilement à l'avenir au grand préjudice du bien public aussi bien que du particulier. »

Pour essayer de remédier à ces abus , l'assemblée des trois corps décide que l'élection des neuf et des dix-huit se feront le même jour. Les bourgeois se réuniront de bon matin dans leurs quartiers, où ils procéderont à l'élection de dix-huit ; aussitôt nommés, ils se rendront à l'hôtel-de-ville où le procureur général recevra leur serment ; ils éliront immédiatement les neuf-maîtres-bourgeois ; ceux-ci nommeront alors leur chef et procéderont au « repartement » des charges particulières annexées à leur corps ; ils n'entreront en fonctions que le mardi suivant.

Ces mesures réprimèrent pour quelque temps les brigues, mais ensuite elles recommencèrent de plus belle, et le 23 octobre 1741, les trois corps de ville se réunissaient de nouveau pour essayer de régler les élections avec plus de succès ; leur résolution modifia profondément l'état de choses existant ⁽¹⁾.

Chaque quartier élisait six membres au lieu de deux ; les six ainsi élus se transportaient à l'hôtel-de-ville dans « le grand poêle de l'audience » ; ils y étaient introduits « sixaines par sixaines ».

(1) *Livre des Notaux.*

Le maître-bourgeois en chef remettait alors à chaque quartier, un sac contenant six boules d'ivoire, dont deux bleues et quatre jaunes. Les six mettaient alors un gant de peau et tiraient au sort par ordre d'ancienneté, « les chefs les premiers et les autres notables, suivant la date de leur élection au Magistrat ou au corps des dix-huit, ou suivant l'ancienneté de leur admission à la bourgeoisie ». Ceux qui tiraient une boule bleue étaient nommés membres du Conseil des dix-huit. Le reste de l'élection se passait comme l'avait décidé le règlement de 1700.

Mais tous ces louables efforts étaient inutiles ; rien n'y faisait et la pratique des brigues continuait. En 1759, le procureur général s'en plaignait en ces termes dans un rapport qu'il écrivait sur les gages des dix-huit ⁽¹⁾ :

« Pendant toute l'année, on ne verra pas tant de bouchons ouverts que six semaines ou tout au plus un mois avant le jour des élections bourgeoises ; c'est la saison de la débauche, chacun s'empresse alors à exposer en vente le vin dont il veut se défaire, et chaque bourgeois a le droit de le débiter chez lui. Durant ces intervalles, c'est un concours perpétuel et journalier de beuveries dans ces nouvelles hôtelleries ; c'est là que s'assemblent les compétiteurs aux charges magistrales avec les sujets qu'ils savent portés à les favoriser ; c'est où se forment les complots de la brigue, cimentés par les promesses des aspirants et par les délices des vins qu'ils prodiguent aux gens de la lie du peuple, pour en faire des créatures.

Pour ne pas dire plus, la moitié des bourgeois est occupée six semaines avant l'élection à dissiper une immense quantité de vins et de friandises aux grands frais des uns, à la perte du temps, du gain et le plus souvent de la santé des uns et des autres. »

Dans un autre rapport, il écrit encore ⁽²⁾ :

« Les boissons, les querelles, les batteries, les inimitiés, la gourmandise, l'ivrognerie qui sont les préludes ordinaires de ces élections, des serments faux ou légèrement prêtés n'ont pu qu'attirer sur ce point la plupart des fléaux, dont il a été souvent visité. Et si ces troubles alors continuaient, il est à craindre que la justice de Dieu ne déployât sa vengeance sur ses habitants. »

(1) *Livre des Notaux.*

(2) *Archives Nationales, K. 2223.*

Pour être certainement quelque peu exagéré, le rapport du procureur général comprend sans doute une grande part de vérité, il est certain que les élections ne se faisaient pas toujours d'une façon très régulière ; les procédés employés par les candidats aux fonctions municipales n'étaient pas des plus loyaux ; les faveurs avaient plus d'importance qu'elles n'auraient dû en avoir. Mais les élections bourgeoises avaient tout au moins le mérite d'être très démocratiques ; elles se faisaient en dehors de toute intervention du prince ; tout le pouvoir de celui-ci se réduisait au serment de fidélité qu'il demandait aux nouveaux magistrats.

Nous avons vu que les nouveaux conseillers aussitôt élus, devaient procéder « au repartement » des charges particulières.

Composition du Magistrat. — Quelle était donc la composition exacte du Conseil des Neuf ? Il était présidé par le maître-bourgeois en chef, qui, au début, était celui dont le nom était sorti le premier lors des élections ; plus tard, comme je l'ai déjà indiqué, il fut élu directement par ses collègues. Il présidait les réunions, dirigeait les débats ; enfin, il avait la mission importante de régir le domaine de la ville ; de concert avec le baumestre, il s'occupait des réparations à effectuer aux bâtiments et passait, à cet effet, des marchés avec les entrepreneurs sous réserve de l'approbation du Magistrat ⁽¹⁾.

Au-dessous de lui se trouvait le conforteur, ou adjoint ; il présidait les Neuf en l'absence du maître-bourgeois en chef et n'avait pas d'autres attributions particulières ; le troisième, appelé baumestre avait l'inspection des bâtiments ; le quatrième ou clerc du papier était le secrétaire du corps municipal ; le cinquième ou clerc des décharges avait d'importantes attributions financières, il contrôlait les recettes et les dépenses de la ville ; le sixième ou taxeur de la boucherie était chargé de visiter les établissements vendant de la viande, et de faire appliquer les réglemens les concernant ; le septième ou taxeur du pain avait les boulangeries sous sa surveillance ; enfin les deux derniers étaient appelés les novices ; c'étaient ceux qui n'avaient jamais fait partie du Conseil des Neuf, ils n'avaient en consé-

(1) *Livre des Notaux*,

quence aucune fonction particulière ; c'était une sorte de stage que l'on imposait aux nouveaux magistrats et qui avait pour but de les initier à la vie publique.

Les membres du Magistrat, comme ceux du corps des Dix-huit, étaient élus pour un an seulement ; cependant en 1608 nous voyons exceptionnellement un baumestre établi à vie.

Les séances. — Telle était la composition du Conseil des Neuf ; il nous faut étudier maintenant de quelle façon se tenaient les séances. Le Conseil des neuf avait de très importantes attributions d'ordre administratif et d'ordre judiciaire.

Au premier point de vue, le Magistrat s'occupait de tout ce qui concernait l'administration de la ville ; lorsqu'il s'érigéait en tribunal, il s'appelait tribunal de la mairie et avait des audiences à jour fixe, il se réunissait le mardi de chaque semaine, sans convocation spéciale.

Au contraire, il ne s'assemblait pour délibérer sur les affaires de la ville qu'à des jours indéterminés ; le maître-bourgeois en chef provoquait cette réunion quand il le jugeait nécessaire. Les maîtres-bourgeois ne montraient pas toujours, pour assister aux séances, l'empressement qu'on aurait pu attendre d'eux ; on dut prendre des mesures. Le 5 mai 1623, le Magistrat, remarquant les absences fréquentes de ses membres, déclara que tous ceux qui ne se trouveraient pas aux assemblées seraient frappés « d'une amende d'une pinte de vin au profit de la compagnie » ⁽¹⁾.

Le maître-bourgeois en chef devait toujours avertir le maire ⁽²⁾ du jour et de l'objet de la réunion ; l'omission, bien souvent voulue de cette formalité, entraîna des difficultés très nombreuses entre le maire et le Magistrat. La règle était la même pour l'assemblée générale des Trois corps.

Les Trois corps de ville s'assemblaient pour délibérer sur les affaires qui intéressaient la commune d'une manière particulièrement importante, sur la convocation du maître bourgeois en chef ; celui-ci avait aussi la présidence de la réunion. Il devait simplement en avertir le maire.

(1) *Archives Nationales*. K. 2223.

(2) Nous rappelons que le maire était un officier du prince,

Attributions administratives. — Le Conseil des Neuf s'occupait de toutes les affaires urgentes concernant la ville; il constituait en quelque sorte le pouvoir exécutif de la commune. Quand il s'agissait de questions délicates, et méritant une étude approfondie, il nommait des « députés ». Ceux-ci formaient une véritable commission; ils faisaient les enquêtes et les recherches nécessaires et rédigeaient un rapport. Ce droit de nommer des députés appartenait aux Trois corps, et nous voyons souvent les députés s'assembler pour étudier ensemble une question touchant d'une façon grave aux intérêts de la ville.

Le corps des Dix-huit et celui des notables avaient un droit de surveillance sur le Magistrat; ils pouvaient lui donner des avis et même lui adresser des remontrances. Mais seul le doyen des Dix-huit, pouvait convoquer le corps dont il avait la présidence; ce droit n'appartenait pas au doyen du corps des notables. Cette situation pouvait présenter des inconvénients, les notables étant trop sous la dépendance du maître-bourgeois en chef. Le 3 mai 1771, les Trois corps adressèrent une requête au prince demandant que le corps des notables pût se réunir sur la convocation de son doyen pour faire des remontrances au Magistrat; nous trouvons dans cette requête les phrases suivantes qui indiquent bien l'étendue et le caractère de ce pouvoir de remontrances (1).

« Que ce corps appelé celui des notables, est composé d'un nombre d'environ quarante à quarante-cinq personnes, lesquelles ont toutes passé une, deux, ou plusieurs années dans la magistrature, auxquelles on doit supposer plus de connaissances par les actes et pièces qu'ils ont vus, et par leur assiduité à vaquer aux affaires de la ville, dans le temps qu'ils étaient en exercice qu'à ceux qui n'ont pas encore été appelés à la magistrature. Il est donc incontestable que de cette résolution ne peut résulter qu'un bien public, et, que les remontrances que ce corps présentera, n'auront d'autre but que de prévenir les fautes que le manque d'expérience suffisante dans les affaires de la ville pourront facilement occasionner comme l'expérience ne le prouve que trop.

Le corps des notables n'entend rien moins, par la faculté de faire des remontrances, qu'à diminuer l'autorité du Magistrat dont les prérogatives lui seront toujours à cœur. »

(1) *Archives Nationales*. K. 2223.

Le duc Charles ordonna de rayer cette délibération des Trois corps comme contraire aux franchises; ceux-ci rédigèrent alors une nouvelle requête où ils s'efforçaient de démontrer que cette réforme ne pouvait aboutir qu'au bien public; Charles persista dans son refus (12 septembre 1771). « Cela tendrait, disait le Conseil de Régence auquel il avait demandé son avis, à former une espèce de démocratie en dépouillant le Magistrat de l'autorité qu'il exerce de la part de Votre Altesse Sérénissime, et qui n'a été que trop entamée par les autres corps de la ville, pour les confier à une populace, ce qui entraînerait des séditions capables de bouleverser l'état tout entier ». La question était donc réglée et les notables ne pouvaient être convoqués que par le maître-bourgeois en chef.

Les Dix-Huit. — Le corps des Dix-huit avait en outre quelques attributions particulières; il était chargé de la police de la ville; chacun surveillait son quartier, y faisait appliquer les lois et les ordonnances et s'efforçait d'y maintenir le bon ordre.

De concert avec les membres du Magistrat et des maîtres ouvriers, les Dix-huit visitaient une fois par an les cheminées de la ville et y prescrivaient les réparations nécessaires. Leurs attributions étaient peu importantes, à en juger du moins par un rapport du maire ⁽¹⁾. « Les Dix-huit sont choisis par le peuple. Après l'élection faite des neuf-bourgeois jurés, ils n'ont plus de fonctions que celle de surveillance dans leurs quartiers respectifs pour y faire régner le bon ordre sous l'autorité du Magistrat ». Parmi les Dix-huit étaient choisis une catégorie spéciale de fonctionnaires, les « éborneurs jurés ⁽²⁾. » Leur nombre varia avec le temps; au début, ils étaient quatre seulement; au moment de la Révolution, ils étaient sept. Ils avaient la garde des terrains communaux et étaient chargés d'en faire la délimitation. L'ébornement se faisait alors en présence du maire représentant le seigneur, des neuf maîtres-bourgeois et des parties en cause; il en était dressé un registre. Les éborneurs jugeaient aussi les contestations qui s'élevaient entre les particuliers au sujet des limites de leurs terrains; ils s'occupaient

(1) *Archives nationales*, K. 2223.

(2) *Archives Nationales*. K. 2224.

de faire planter les bornes qui devaient séparer les héritages ; ils recevaient en paiement la valeur d'une channe ⁽¹⁾ de vin , au prix qu'elle valait lors de l'ébornement ; ils avaient, en outre, droit à un léger traitement.

En 1579, le procureur général demanda au Conseil de Régence de supprimer les allocations qui leur étaient données, leurs fonctions étant de peu d'importance. « Ce sont, dit-il, des promenades qu'ils font dans la bonne saison , et comme à l'ordinaire, on ne choisit pour cette petite commission que des sujets qui ont été membres de la magistrature, ils sont déjà en qualité de notables, obligés de veiller aux intérêts de la ville sans en prétendre rétribution. Dans le fond, ces charges d'éborneurs ne sont pas du tout nécessaires ».

Malgré cet avis, cette fonction devait avoir sa raison d'être puisqu'elle subsista jusqu'à la fin ; s'ils n'avaient pas eu plus d'utilité que le procureur général ne voulait leur en accorder, il est probable que les éborneurs auraient disparu.

Les Notables. — Quant aux notables, ils n'avaient pas de fonctions spéciales. Dans les remontrances qu'il adressait au Conseil, en 1771, le maire s'exprimait sur eux en ces termes ⁽²⁾ : « Le corps des notables n'a, à proprement parler, ce nom que dans le temps qu'ils se sont assemblés de la part du Magistrat ; ils n'ont point de serments particuliers et ne sont partagés des autres bourgeois, leurs concitoïens, que par les lumières et les connaissances particulières qu'on leur a supposées dans les affaires de la ville, où ils sont ordinairement consultés avec les dix-huit, quand il s'agit des franchises et des privilèges de la bourgeoisie pour avoir été de la magistrature. »

Le rôle des notables était donc des plus effacés ; ils formaient une sorte de Sénat que l'on consultait dans les cas graves ; mais ils ne pouvaient s'assembler pour délibérer comme un corps indépendant ; ils étaient seulement convoqués pour l'assemblée générale des Trois corps et passaient alors sous l'autorité du maître bourgeois en chef.

(1) La channe valait 2 pintes, soit 2 litres 26.

(2) *Archives Nationales*, K. 2223.

Assemblée générale. — Le maître-bourgeois en chef convoquait cette assemblée lorsqu'il le jugeait nécessaire ; toutes les questions de quelque importance, intéressant la ville, y étaient discutées.

Tout d'abord, c'était l'assemblée des Trois corps qui représentait la commune de Montbéliard ; c'était elle, en cette qualité, qui recevait les comptes annuels de la ville qui étaient rendus tous les ans par le maître-bourgeois en chef au nom du Magistrat ; c'était encore elle qui décidait des admissions à la bourgeoisie. Toutes les difficultés touchant l'interprétation des franchises étaient de son ressort. L'assemblée des Trois corps recevait le serment des princes et défendait les intérêts de la bourgeoisie ; elle mettait dans l'accomplissement de son rôle une grande énergie, et plusieurs fois elle résista aux prétentions des princes qui auraient voulu attenter aux franchises.

Les décisions se prenaient à la majorité des voix ; les maîtres-bourgeois en exercice n'avaient qu'une voix, comme les notables ; ceux-ci, par conséquent, formant la majorité, avaient une grande influence ; ils pouvaient réfréner l'ardeur, parfois intempestive, du Conseil des Neuf ; composé d'hommes âgés, ayant tous quelque expérience de la vie publique, ils apportaient au Magistrat un concours des plus précieux.

Gages. — Nous avons vu qu'un des principaux motifs de la faveur dont jouissaient les fonctions municipales et de la brigue dont elles formaient l'objet, était les émoluments qu'on y avait attachés.

De bonne heure, les neuf maîtres-bourgeois furent payés, cela se comprenait facilement. L'exercice de leurs fonctions administratives et judiciaires leur prenait beaucoup de temps, et il était juste qu'on les en rémunérât ; les appointements, très faibles au début, ne servaient guère qu'à payer les frais de boissons du Conseil des Neuf ; mais ils s'élevèrent rapidement ; au commencement du XVIII^e siècle, un règlement fixait ainsi les traitements des membres du Magistrat ⁽¹⁾ :

Le maître-bourgeois en chef touchait 200 livres, plus le bois et le suif.

Le conforteur, 150 livres 9 gros.

(1) *Archives nationales.* K. 2223.

Le clerc du papier, 60 livres 9 gros.

Le clerc des décharges, 60 livres 9 gros.

Les autres membres, 26 livres 9 gros.

En outre, la ville payait 25 livres au maître-bourgeois en chef et au conforteur et 12 livres aux autres pour les dépenses de bouche qu'ils pourraient faire.

Le corps des Dix-huit touchait 150 francs avec lesquels il devait payer toutes les dépenses qu'il faisait pour la ville.

La mauvaise administration du prince Léopold-Eberhard, les révoltes que sa cruauté avait suscitées, les impôts dont il écrasait les habitants, avaient ruiné le pays; la ville pouvait difficilement faire face à ses dépenses; aussi en 1717 on dut recourir à une nouvelle réduction des « gages ». Une commission, composée des députés des trois corps, se réunit pour étudier un nouveau tarif. L'assemblée générale adopta le règlement qui lui fut proposé; les traitements étaient ainsi fixés :

Maître-bourgeois en chef, 200 livres par an (si les revenus étaient amodiés, l'allocation était réduite à 100 livres.)

Le conforteur, 50 livres.

Le baumestre et le clerc du papier, 30 livres.

Le clerc des décharges, 40 livres (si les revenus étaient amodiés, son allocation était réduite à 16 livres).

Les autres maîtres-bourgeois, 16 livres.

La somme allouée aux Dix-huit pour les dépenses qu'ils faisaient pour la ville était réduite à 60 livres. Ce qui n'empêchait pas le procureur général en 1739 de réclamer la suppression de leurs gages. « Il est d'autant plus incontestable, disait-il, et votre procureur général en est certioré que la somme ci dessus est uniquement appliquée aux boissons et à la gourmandise. »

Mais en outre de leur traitement fixe ⁽¹⁾, les Neuf et les Dix-huit touchaient, pour chaque petite opération administrative, de légers émoluments, surtout en nature, comme un dîner, ou quelques channes de vin. Les comptes municipaux en sont remplis. C'est ainsi que toutes les fois qu'ils assistaient à une exécution, les maîtres-bourgeois recevaient chacun une petite somme d'argent, plus quatre channes de vin, une livre de figues et une livre de raisins secs. M. Tuetey ⁽¹⁾ estime que ces

(1) Tuetey. Loc. citat, p. 130.

émoluments se montaient pour le maître bourgeois en chef à 3 ou 400 francs par an, à la moitié pour les maîtres-bourgeois chargés de fonctions spéciales et à 60 francs pour les autres. C'était donc une lourde charge pour la ville.

2^o LE MAIRE.

Le maire était un officier du prince, chargé d'en défendre les droits et les intérêts; son institution date de 1283 ⁽¹⁾. Il est nommé par le seigneur, mais avec cette restriction importante qu'il doit être choisi parmi les bourgeois, à moins qu'il ne s'en trouve pas qui veuille accepter ce poste. Mais les choses changent bientôt; en 1301, un traité est conclu entre Renaud de Bourgogne et la bourgeoisie; il permet aux bourgeois de choisir eux-mêmes leur maire, moyennant la promesse par eux faite de lui payer une rente annuelle de 103 livres; cette somme devait être versée en deux termes ⁽²⁾.

La convention était conclue pour une durée de quinze ans.

Mais le nouveau maire n'avait pas l'autorité nécessaire pour faire régner l'ordre dans la ville et ne pouvait y exercer ses fonctions de police d'une façon satisfaisante; les désordres, les excès dont Montbéliard fut alors le théâtre, montrèrent l'impossibilité de laisser persister cet état de choses. Les bourgeois

(1) « Après est à savoir que noz Renauz cons et Guillaume sa fome, contasse de Montbéliart, nos, nostre hoir ou nostre successeur qui saront seignor de li Montbéliart, davons et poons matre un maire en ladite vile de Montbéliart, des borgois de ladite vile ou un autre, se on ne trouveit en la dite vile qui le voustist estre, por tenir nostre justice et por recevoir noz drois et noz rentes de Montbéliart. » Tuetey. Loc. citat., p. 233.

(2) « Et encour ont volu que noz (les bourgeois) metiens un mahour audit Montbéliart d'ois ceste pasque prochainement venant jusques à quinz anz por nos et por lour selonc la forme qui est contenue en la lettre de ladite franchise que nous avons de lour. Es quex nos borgois ou mahour que nos i mètrons doivent venir les amendes acostumées jusques au dessus dit terme de quinze ans. Et nos en nom de nos et doudit communal lor devons chascun au por raison de la dessus dictie mairie cent et trois livres de tele menoie, comme il corra communalement en l'archeveschié de Besençon, soit que, elle vaille peix, que celle qui court au jour de hui, soit que elle vaille muelz. » Tuetey. Loc. citat., p. 233.

demandèrent à Renaud qu'il nommât lui même le maire (1314); celui-ci accepta, mais se réserva en même temps la possibilité d'établir à cette importante fonction municipale, un autre qu'un bourgeois.

Les attributions du maire étaient nombreuses et variées; il était tout d'abord officier du seigneur; il présidait le tribunal de la mairie, et devait concourir avec les neuf maîtres-bourgeois, au maintien de l'ordre dans la ville ⁽¹⁾. Ses fonctions administratives peuvent se rapporter à deux ordres d'idées différents; il était représentant du prince, il était maire.

1^o Il était tout d'abord représentant du prince, « il ⁽²⁾ devra être le gardien fidèle des droits du seigneur » disent les instructions de 1368. Il défendait en tout et partout les intérêts et les droits de son maître, soit dans les élections, soit dans les assemblées des Conseils de ville, soit enfin au Conseil de Régence.

Il assistait aux élections pour s'assurer qu'elles se faisaient conformément aux lois et aux ordonnances, sa présence était indispensable; les élections faites sans lui étaient nulles; il ne se retirait qu'au moment du vote. Il n'assistait pas aux séances des corps de ville lorsque la discussion portait sur l'interprétation des franchises; mais dans ce cas, il devait être informé du jour de la réunion et de l'objet de la délibération; la séance terminée, les décisions prises lui étaient communiquées afin qu'il pût faire les remontrances qu'il croyait utiles aux intérêts de son souverain.

Deux fois par semaine, le mardi et le jeudi, il assistait aux séances du Conseil de Régence. « Il écrira ⁽³⁾ tout ce qu'il voudra remontrer concernant les états et tout ce qui en dépend, et sur chaque point interposera la décision du Conseil par écrit. »

Le jeudi, il assistait aux séances de ce conseil, et donnait les avis qui lui semblaient nécessaires; il paraît même qu'il y avait voix délibérative, car dans ses instructions, nous lisons la phrase suivante: « et sera reçue sa voix, avis, et opinion comme celle de l'un des autres conseillers. »

(1) Nous laissons de côté pour le moment les attributions de justice et de police, nous ne nous occupons que de ses fonctions administratives.

(2) Bibliothèque de Besançon. Collection Duvernoy, 8.

(3) Instructions du maire. Duvernoy. 8.

Il devait veiller à ce qu'aucun complot ne se tramât contre le prince ; s'il craignait quelque sédition, il en avertissait immédiatement le Conseil de Régence et donnait tous les avis que les conseillers lui demandaient.

Le maire était donc avant tout le représentant du prince ; il en défendait envers et contre tous les droits et les intérêts.

2^o Mais il avait aussi d'importantes attributions municipales.

Deux fois par semaine, les mardis et vendredis, il se tenait à la mairie pour y expédier les affaires. Lorsqu'un différend éclatait entre la commune et le prince, il lui était recommandé d'user d'abord de tous les moyens de pacification « afin de toujours nourrir paix et amour entre les parties ». Sinon il prenait avec énergie, la défense des droits et privilèges du seigneur « ainsi qu'il appartient à un bon et fidèle serviteur, craignant Dieu, le tout pour l'acquit de sa conscience » (1).

Il veillait au bon entretien des portes et murailles de la ville ; les portes ne devaient pas être ouvertes la nuit pour qui que ce fût, sans l'assentiment du prince ou de son Conseil ; on ne les ouvrait alors qu'en présence du maire qui les faisait aussitôt refermer (1).

Le traitement du maire, en 1526, était de 40 francs ; il recevait en outre 48 quartes de froment et 72 quartes d'avoine ; en 1725, le duc Eberhard-Louis, pour récompenser le zèle du maire Malblanc, lui accorda 500 francs par an ; en 1771, le duc Charles-Eugène augmenta de cent francs le traitement du maire, et lui alloua en outre deux bichots de froment (1).

Maires des villages. — Les maires ruraux étaient pour les villages du comté ce que le maire de Montbéliard était pour la ville (2).

Ils devaient fidélité et obéissance au prince, ils en défendaient les intérêts et les droits ; ils étaient responsables du maintien du bon ordre dans leur village. Ils surveillaient dans l'administration des biens communaux le Conseil des échevins. Le nombre de ceux-ci variait suivant l'importance du village ; ils étaient élus par les habitants, mais leur nomination devrait être confirmée par le Conseil de Régence.

(1) *Archives nationales*. K. 2224.

(2) *Bibliothèque de Besançon*. Collection Duvernoy. 8.

En outre, le maire remplissait certaines attributions financières; il était obligé de prêter son concours aux receveurs du prince pour faire rentrer les revenus séculiers et ecclésiastiques; il faisait arrêter les soldats de la garnison de Montbéliard qui se trouvaient dans leur village sans permission, et en avertissait leur commandant.

Les fonctions des maires ruraux étaient gratuites; mais en retour, ils échappaient aux corvées et étaient exempts des taille, charriages, quartes des fours et autres prestations envers le domaine. Leurs pouvoirs étaient très restreints et ils jouaient un rôle des plus effacés.

CHAPITRE III

La Justice.

Le tribunal le plus ancien est celui qu'on appelle le tribunal de la mairie; il datait des franchises et fonctionnait seulement pour les bourgeois et habitants de la ville, il était composé des neuf maîtres-bourgeois. Le tribunal de la prévôté jugeait les habitants du comté; enfin, il existait, comme nous le verrons, un certain nombre de justices particulières.

Au-dessus de tous, le tribunal de Cour et chancellerie, constitué par le Conseil de Régence s'érigeant en cour de justice; il jugeait, soit en première instance dans les causes qui lui étaient réservées par les traités, soit en appel.

Nous étudierons d'abord les justices inférieures, et ensuite les justices supérieures.

SECTION I

Les justices inférieures.

1^o LE TRIBUNAL DE LA MAIRIE.

Ce tribunal est créé par la charte de 1283; il est simplement constitué par le Conseil des neuf maîtres bourgeois s'érigeant en cour de justice; il est destiné à trancher les différends qui

peuvent s'élever entre les bourgeois ou à punir ceux-ci des crimes ou délits dont ils se seraient rendus coupables. Pour bien en apprécier la compétence, il faut lire la charte avec attention ; elle crée le tribunal municipal en ces termes ⁽¹⁾ :

« Et li diz Maires ne puet ne ne doit lever amende, ne panre cors de home ou de fome, ne lui ne ses choses condempner, se ne est per le consentement des neuf borgois juriéz et de treis chazez de la vile de Montbéliart...

« Après on ne puet, ne doit jugier la plus grant amende que la some de saxante sols, se ne est de forfait fait en foire ou marchié, où les amendes se doublent. Et se einsy estoit que li amende se montast à plus, li dit neuf borgois apeler trois de chazez de Montbéliart, et doivent accorder se ils poent. »

La charte constitue donc un tribunal composé des neuf maîtres-bourgeois et présidé par le maire. A la lecture du premier paragraphe, il semble que les Neuf, pour s'ériger en tribunal, devaient toujours s'adjoindre trois notables. Le second paragraphe contredit un peu le premier et dit nettement que le Conseil des Neuf ne devra s'adjoindre trois notables que dans le cas où l'amende infligée excéderait soixante sols, exception faite pour celles infligées dans les foires et marchés. D'ailleurs, tous les actes et pièces postérieurs à 1283, et notamment le traité amiable de 1337, confirment cette manière de voir.

La composition du tribunal de la mairie n'a jamais varié ; c'était toujours le Conseil des neuf maîtres-bourgeois, présidé par le maire et auquel venaient s'adjoindre trois notables dans les cas graves. Plus tard, quand les affaires prirent de l'extension et que les causes affluèrent devant le tribunal, on y ajouta un greffier. Les juges devaient toujours être au nombre de neuf ; si l'un des maîtres bourgeois ne pouvait assister à la séance, il était remplacé par un des notables ; le maire présidait le tribunal de la mairie, mais ne participait pas au jugement, il n'avait pas voix délibérative.

Son influence pouvait cependant être considérable, et il n'y a qu'à lire les instructions qui lui étaient adressées pour voir toute l'importance que le gouvernement accordait à ses fonctions judiciaires. Il lui était recommandé de bien veiller à la

(1) Tuetey. Loc. citat., p. 235 et 236.

stricte administration de la justice ; il lui était formellement interdit de recevoir un présent quelconque des bourgeois , car « les dons aveuglent les yeux des juges ⁽¹⁾ », sage maxime que l'on est étonné de trouver au milieu du XVI^e siècle. Le maire est responsable de l'application des lois et des ordonnances « si ⁽¹⁾ les neuf ne le faisaient pas et ne punissaient pas les vitieux qui sont en si grand nombre , le maire sera tenu d'en avertir le chancelier qui les fera punir, car l'intérêt de la République veut que tous les mauvais soient punis ».

Si les peines infligées sont insuffisantes , il doit faire appel *a minima* au Conseil de Régence « ⁽²⁾ si la punition par la justice est indigne de leurs péchés , il en appellera formellement par devant ceux de notre Conseil , afin que telle miséricorde, sans justice, soit réformée, et l'occasion du péché réprimée, et aussi que le fisc ne soit frustré dans son droit desdites amendes. »

Le maire avait encore le droit de maintenir l'ordre dans le tribunal et de défendre contre toute atteinte l'autorité du prince.

Le tribunal de la mairie jugeait en première instance toutes les causes qui concernaient les bourgeois et les habitants, en matière personnelle comme en matière réelle.

Justice sommaire. — Les parties y portaient d'abord directement leurs litiges, et le tribunal alors peu encombré, jugeait rapidement et à peu de frais. Mais bientôt les causes affluèrent devant le Magistrat qui se trouva débordé ; les affaires subissaient un retard considérable. Pour remédier à cet état de choses, on créa de bonne heure, une justice sommaire et extraordinaire, destinée à expédier les procès le plus rapidement et de la façon la moins coûteuse possible.

Malheureusement cette institution, qui devait pourtant rendre de grands services, tomba ; le duc Frédéric la rétablit dans son importante ordonnance judiciaire de 1584 ⁽³⁾.

« Pour ce, dit-il, comme d'ancienneté, il y avait une justice amiable et extraordinaire établie le jour du samedi, à l'effet d'ouïr les parties avant qu'elles s'embarquassent en procès, et les mettre d'accord par assentement ou sommairement par

1 & 2. Instruction du maire. *Archives Nationales*. K. 2224.

(3) Ordonnance judiciaire du comte Frédéric. *Archives Nation.* K. 1909.

Les Ordonnances du comte Frédéric ont été publiées par M. Godard, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation* (XXV^e volume).

droit, laquelle forme de justice s'est perdue, voulons et entendons qu'elle soit rétablie. »

Aux termes de cette ordonnance, toute cause devait passer devant cette justice sommaire, avant d'être jugée. Les parties s'y expliquaient elles-mêmes, sans ministère de procureurs ou d'avocats, et y exposaient leurs prétentions et leurs moyens, le juge essayait de les concilier et de les mettre à la raison.

S'il n'y arrivait pas, il entendait sommairement les témoins et rendait la sentence. « Ainsi, dit naïvement l'ordonnance, un procès qui durerait trois ans, sera jugé en deux ou trois semaines ».

Aucun détail n'est donné sur la composition de ce tribunal ; il devait probablement comprendre le maire et deux ou trois maîtres-bourgeois ; mais le devoir du juge était nettement indiqué : il devait d'abord essayer de concilier et s'il ne le pouvait pas, juger sommairement ; c'était en somme notre justice de paix actuelle avec ses deux caractéristiques : essai de conciliation et jugement rapide et peu coûteux. Les préliminaires de conciliation étaient obligatoires, et il n'était pas permis à un plaideur de porter directement son affaire devant le tribunal de la mairie. Cette obligation présentait deux avantages ; elle évitait l'encombrement aux justices inférieures qui risquaient d'être débordées ; en second lieu et surtout elle épargnait aux plaideurs des frais énormes et des procès-verbaux, Malheureusement cette institution ne dura pas, le préliminaire de conciliation cessa d'être obligatoire et la justice sommaire dut disparaître d'elle-même ; nous n'avons trouvé aucun acte ou document relatant cette suppression ; mais il est certain qu'au XVIII^e siècle elle n'existait plus.

Le tribunal de la mairie est alors tellement encombré, les procès si coûteux, que le maire et les neuf maîtres bourgeois adressent au prince une supplique lui demandant de rétablir une justice sommaire. Ils y exposent que « les formalités nombreuses que l'on doit observer dans les causes, tant civiles que personnelles et réelles », causent des frais énormes qui se montent parfois à dix fois au-delà du capital et des intérêts. Il conviendrait de simplifier toutes ces formalités « d'où il résulterait un avantage au public et au particulier ». Ils demandent l'établissement d'un tribunal sommaire composé du maire, de trois membres du Magistrat et du greffier pour juger, et si possible

« arrégler à l'amiable les différends dont la valeur n'excéderait pas dix livres. » Le gouverneur, président du Conseil de Régence, autorisa la création de ce tribunal, le 9 décembre 1731 ⁽¹⁾. Les audiences devaient avoir lieu le mercredi ; les parties exposaient elles-mêmes leurs prétentions et leurs moyens ; si la conciliation était impossible, le tribunal faisait comparaître les témoins, examinait rapidement les actes et pièces et jugeait sans appel. Les sentences étaient immédiatement exécutoires.

Si nous comparons la justice sommaire instituée par le comte Frédéric à celle de 1731, nous remarquons entre elles des différences profondes. L'ordonnance de 1584 rend la conciliation obligatoire, quelle que soit la valeur de l'objet du litige ; celle de 1731 ne l'impose que pour les contestations d'une valeur inférieure à dix livres ; l'appel est toujours possible dans la première, il ne l'est pas dans la seconde ; l'ordonnance de 1741 constituait un recul ; celle de 1584 lui était bien supérieure ; la justice sommaire du comte Frédéric, comme nous l'avons déjà fait remarquer, ressemblait beaucoup à notre justice de paix d'aujourd'hui ; c'est un honneur pour la maison de Wurtemberg que d'avoir institué ce tribunal de conciliation que la France devait attendre encore pendant près de trois siècles.

Mais revenons-en au tribunal de mairie et examinons la procédure qu'on y suit.

Procédure. — Les demandes s'y font verbalement ou par écrit, mais en tout cas, elles doivent être accompagnées de pièces justificatives ; si l'affaire est de quelque importance, les parties rédigent un mémoire contenant leurs prétentions, leurs allégations et leurs moyens. Elles ne plaident pas elles-mêmes, mais se font représenter par des procureurs et des avocats ; il est recommandé à ceux-ci de parler « avec modestie et sans superfluité » ⁽²⁾.

(1) « Le gouverneur, président et conseillers, vu la requête, approuvent le moyen proposé dans la requête, en conséquence donnent pouvoir et autorité au maire de faire appeler par devant lui et trois membres du Magistrat avec le greffier, chaque jour du mercredi, en la maison de ville, les particuliers soumis à la justice du maire, qui auront entre eux des contestations, dont la valeur n'excèdera pas la somme de dix livres... » (*Archives Nationales*, K. 2222.)

(2) Ordonnance judiciaire du duc Christophe (1531). (*Archives Nationales*, K. 1909.)

Quand le tribunal a à juger un délit qui entraîne une amende de plus de soixante sols, le procureur général fournit un rapport écrit. Des exceptions peuvent être présentées; elles sont de deux sortes; les unes sont déclinatoires et les autres dilatoires. Les principales exceptions déclinatoires sont « l'incompétence ou la suspicion d'un juge » ⁽¹⁾; les exceptions dilatoires portent sur « l'inexactitude ou l'impertinence du libellé »; elles doivent toutes être proposées avant la « litis contestatio », à peine de nullité.

Après la « litis contestatio »; et si l'une des parties le requiert, le juge peut faire porter aux parties un serment très spécial appelé le « serment de calomnie » ⁽²⁾.

Il comprend cinq parties :

1° Chaque plaideur affirme qu'il croit avoir bon droit.

2° Il jure « qu'il ne veut rechercher ni requérir aucun subterfuge par calomnie ou cautelle, en toute la cause ».

3° Chacun promet de répondre franchement au juge sur toutes les questions qui lui seront posées.

4° Il certifie « qu'il n'a rien donné et ne voudrait rien donner à l'avenir, qu'il n'a rien promis et ne veut rien promettre afin d'obtenir gain de cause ».

5° Il jure qu'il ne voudrait pas se faire aider par de faux témoins.

Les parties prêtaient serment sur une tablette sur laquelle était écrit l'Evangile selon Saint Jean.

Les parties pouvaient faire comparaître des témoins; ceux-ci juraient de « dire toute la vérité, rien que la vérité, de ne déposer ni par amour, ni par crainte, ni de tenir le secret sur leurs dépositions ». Si ceux-ci étaient par trop nombreux, le tribunal de la mairie nommait un commissaire pour leur audition; celui-ci, après avoir écouté les témoins, rédigeait leurs dépositions et les envoyait au tribunal.

Les pièces étaient alors examinées avec soin et les avocats et procureurs prononçaient leurs plaidoiries; puis le procureur général prenait la parole, et déposait ses conclusions. Il se retirait avant la délibération de la sentence. Si l'affaire était délicate et ne pouvait être résolue immédiatement, le tribunal

(1 & 2) Ordonnance judiciaire du duc Christophe (1531). (*Archives Nationales*. K. 1909.)

commettait un juge pour faire un rapport ; celui-ci devait être déposé dans un délai maximum d'un mois ; le tribunal prononçait ensuite son jugement ⁽¹⁾.

La procédure employée en matière criminelle différait peu de la précédente.

Aussitôt qu'il était averti d'un crime, le procureur général faisait les premières informations, puis il transmettait son dossier au Conseil de Régence qui complétait l'enquête et dressait l'acte de mise en jugement devant le tribunal de la mairie. Il ne pouvait arrêter les criminels ou délinquants que sur l'ordre du Conseil, sauf cependant dans quelques cas déterminés. Il pouvait saisir au corps, sans attendre la décision du Conseil :

1^o Ceux qui étaient pris en flagrant délit.

2^o Ceux qui voulaient se retirer clandestinement du pays.

Dans l'instruction des causes criminelles, le procureur général était toujours assisté d'un conseiller de Régence commis à cet effet.

L'acte de mise en jugement dressé, le prévenu comparait devant le tribunal de la mairie, auquel venaient s'adjoindre quatre notables s'il s'agissait d'un crime comportant la peine capitale. Dans le cas où les auteurs du crime étaient inconnus, et si les soupçons portaient sur un des bourgeois ou des habitants, le maire devait immédiatement « faire saisir et mettre en arrêt, à l'hôtel-de-ville, tels malfaiteurs et suspicionnés avec bonne sûreté ». Le Magistrat examinait ensuite les charges qui pesaient sur l'inculpé ; si elles n'étaient pas suffisantes, il le renvoyait « quitte et absous ». Si elles semblaient de nature à motiver l'arrestation, les magistrats faisaient conduire le prévenu aux prisons seigneuriales.

Lorsqu'un crime était commis dans la ville, le maire et les neuf bourgeois s'occupaient immédiatement de faire fermer les portes afin que le criminel ne pût s'échapper. Les bourgeois, habitants ou étrangers qui accusaient quelqu'un de crime, étaient immédiatement arrêtés ; le Magistrat les obligeait alors à « faire partie contre lesdits accusés ou à prêter caution suivant l'exigence du cas ».

Le tribunal de la mairie jugeait donc les criminels ; la sen-

(1) Ordonnances judiciaires de 1531 et 1584. (*Archives Nationales*, K. 1909.)

tence rendue, le maire l'apportait au Conseil de Régence qui jugeait de sa légalité ; elle n'était exécutoire qu'après avoir été revêtue de la signature du prince. Celui-ci non seulement avait le droit de faire grâce, mais encore pouvait suspendre ou arrêter les poursuites. Le traité de 1557 est formel à cet égard ⁽¹⁾.

L'exécution ⁽²⁾ se faisait de la façon suivante : Le jour choisi, à sept heures du matin, un des maîtres-bourgeois avertissait le maire et le priait de se rendre à l'hôtel-de-ville ; le maire s'y transportait accompagné de quatre sergents armés de hallebardes.

Les neuf bourgeois et les quatre notables qui avaient composé le tribunal, se rendaient avec le maire au « Rang » sous les Halles. Le maire se mettait au milieu de la table, le maître-bourgeois en chef à sa droite, et le conforteur à sa gauche ; on leur donnait lecture de la procédure du jugement, puis tous, sauf le maire, se rendaient à la maison de ville ; là, le maître-bourgeois en chef leur lisait la sentence et leur demandait s'ils « persistaient à icelles ». Le Magistrat donnait alors ordre aux sergents d'aller chercher le maire ; aussitôt que celui-ci était arrivé, le premier maître-bourgeois l'informait que les juges avaient persisté dans leur sentence et désiraient qu'elle fût exécutée ; tous retournaient ensuite au « Rang » où le greffier donnait lecture du jugement.

Puis il allait annoncer au condamné que la sentence avait été confirmée ; les pasteurs l'assistaient alors et ne l'abandonnaient pas jusqu'au moment de l'exécution. Celle-ci était faite par le bourreau de la ville ; elle était souvent précédée de torture ; le droit pénal était des plus rigoureux dans la principauté, il n'était guère qu'une répétition des ordonnances criminelles de Charles-Quint ; les châtimens appliqués étaient terribles. L'ordonnance de 1568 les fixait ainsi :

« *Le feu* : le condamné sera mis au feu et son corps sera brûlé et réduit en cendres. *Le fer* : il sera décapité. *L'écartellement* : il sera mis en quatre quartiers tellement que mort s'en suive, et les quartiers de son corps seront pendus et attachés publi-

(1) « Aussi pourrons faire grâce à ne laisser présenter ni accuser tels criminels et malfaiteurs, sy bon nous semble, comme aussi estant présentés, accusés et juger leur faire grâce et remettre la peine, ou icelle amoindrir et diminuer selon notre bon plaisir. » (*Livre des Franchises*, p. 50.)

(2) *Livre des Notaux*,

quement sur quatre grands chemins. *La roue* : il aura les membres brisés par la roue tellement que mort s'en suive, et il sera mis publiquement sur ladite roue. *Le gibet* : il sera pendu et étranglé au gibet tellement que mort s'en suive. *L'eau* : il sera noyé. *L'enterrement tout vif* : il sera empalé et enterré tout vif. Si en concluant la sentence de mort, il est dit qu'il sera traîné au lieu du supplice, il sera ajouté à la fin de la sentence : en outre, il sera traîné par bêtes brutes au lieu du supplice. S'il est conclu que le criminel avant la sentence sera lacéré au corps avec tenailles ardentes, on ajoutera à la fin de la sentence : et sera, avant d'être mis à mort, mené publiquement sur un chariot au lieu du supplice, et son corps lacéré avec tenailles ardentes par tant et tant de fois » ⁽¹⁾.

En 1516, le procureur général Nicolas Barré, et plusieurs bourgeois de Montbéliard, convaincus de haute trahison, furent condamnés à subir le supplice de la roue. En 1643, une femme, accusée d'infanticide, fut torturée devant le grand-pont. « Elle reçut, dit le chroniqueur Bois-de-Chêne, quatre coups de tenailles ardentes, un à chaque mamelle et à chaque bras », puis l'exécuteur lui coupa la main droite ; il mit ensuite la malheureuse dans un sac qui fut jeté « au plus profond de la rivière pour être noyée et suffoquée en icelle » ⁽²⁾.

Avant le XVIII^e siècle, la torture précédait toute exécution capitale. On faisait assister les enfants aux exécutions et on les fouettait vigoureusement pour leur inspirer à la fois « l'horreur du crime et le souvenir de sa répression ».

Compétence « ratione personæ ». — Quelle était donc la compétence du tribunal de la mairie ? On distingue généralement la compétence « ratione materiæ » et la compétence « ratione personæ ».

En ce qui concerne la seconde, la charte de 1283 n'est guère explicite, mais le traité de 1537 qui fixe l'organisation judiciaire de la principauté, donne des détails plus précis.

Le tribunal de la mairie connaissait de tous les procès concernant les bourgeois de Montbéliard et de la presque totalité des délits relevés contre eux ; quant au tribunal de Cour et

(1) Duvernoy. *Mémoires de la Société d'Emulation*. 1891, p. 244.

(2) Tueffler. id. id. 1864, p. 20.

Chancellerie, il jugeait tous les procès intentés contre les officiers du prince, les ministres, les maîtres d'écoles et les écoliers étrangers; il connaissait aussi des délits et des crimes dont ceux-ci se seraient rendus coupables.

Les vassaux, conseillers et domestiques du prince « ayant ordinairement bouche à court » échappaient à la juridiction du Magistrat et ne relevaient que du tribunal de Cour et Chancellerie, mais s'ils intentaient une action contre un bourgeois ou un habitant, la juridiction des neuf maîtres-bourgeois devenait compétente.

Les droits et intérêts des bourgeois étaient donc bien sauvegardés; lorsqu'ils étaient défendeurs, ils relevaient toujours du Magistrat, quelle que fût la personne qui les attaqua; ils ne comparaissaient que comme demandeurs devant le tribunal de Cour et Chancellerie, suivant en cela la règle célèbre : « Actor sequitur forum rei ».

Nous avons vu quelle était la composition de la juridiction de la mairie, comment elle fonctionnait, quelle était sa compétence « *ratione personarum* », il nous reste à voir quelles étaient les affaires de sa compétence « *ratione materiarum* ». Elles sont minutieusement exposées dans le traité amiable de 1537.

Compétence « ratione materiarum ». — En matière civile tout d'abord, le traité donne compétence au tribunal de la mairie pour tout ce qui concernait les bourgeois et les habitants ⁽¹⁾; les articles suivants indiquent les affaires qui, par exception, relèveront du tribunal de Cour et Chancellerie.

En outre, il attribue compétence au tribunal de la mairie pour tous les différends touchant les amodiations faites aux bourgeois et aux habitants, de grosses rentes, cens, etc., appartenant à la

(1) « Premièrement quant aux causes et matières civiles en première instance, nous, ledit Georges, comte de Wirtemberg et dudit Montbéliard, pour nous, nos hoirs et successeurs, contes et contesses dudit Montbéliard, avons permis, consentu et accordé, permettons, consentons, et accordons par ces présentes lettres, à nostre maire et audits neuf-bourgeois dudit Montbéliard, pour eux et leurs successeurs, maire et neuf-bourgeois jurez de ladite ville, la cognoissance et première instance de toutes causes et matières civiles sur et entre lesdits bourgeois, manans et habitants d'illec concernant leurs biens, meubles et immeubles sis audit Montbéliard, finage et district dud. bien et actions personnelles »

seigneurie, mais situés sur le territoire de Montbéliard. La dation des tuteurs et curateurs était aussi de son ressort ⁽¹⁾.

Au point de vue pénal, relevaient du tribunal de la mairie :

1^o Les bourgeois ou habitants qui s'étaient rendus coupables de désobéissance ou de rébellion envers le seigneur.

2^o Ceux d'entre eux qui ne respectaient pas les ordonnances de la religion, « soit pour idolâtrer ou autrement ».

3^o Enfin tous les délits, voies de fait commis sur le terrain appartenant à la ville, étaient de la compétence du Magistrat ⁽¹⁾.

En matière criminelle ou lorsqu'il s'agissait de bourgeois ou habitants pris en flagrant délit « de meurtre, violation, ou ravissement de filles ou femmes, homicide, sédition et esmotion contre le prince en ladite ville, bête-feu, larcin public, crime de lèse-majesté et autres semblables délits », le coupable était immédiatement arrêté et conduit dans les prisons seigneuriales ; il comparait devant le tribunal de la mairie auquel venaient s'adjoindre quatre notables.

La même juridiction jugeait encore tous ceux qui s'étaient rendus coupables d'injures envers le seigneur ⁽²⁾.

Quel était le droit appliqué par le tribunal de la mairie ?

La charte de 1283 dit simplement que les jugements doivent se rendre conformément aux coutumes de Montbéliard « à droit et as us de Montbéliard » ; le traité de 1557 est un peu plus explicite.

(1) « Et quant aux autres voyes de fait que se commettroyent es portes, et entre icelles, sur les tours, murailles, ponts et fossés de ladite ville, la punition de ladite matière civile s'en fera en nostre nom par le maire et les neuf bourgeois sur leurs manants, bourgeois et habitants. »

(2) « Semblablement, le cas advenant, que Dieu ne veuille qu'aucuns bourgeois et habitants de ladite ville de Montbéliard excédans l'âge de dix ou douze ans, injurierait notre personne, ou celle de nostre très aimée dame et compaignie, en nos présences, soit par paroles, faits, irrisions, moqueries ou autres choses semblables, cognues, notoires et manifestes ; en tel cas non seulement nos baillif, conseillers, et officiers mais aussi les bourgeois et habitants de ladite ville et tous autres pourront et devront par nostre ordonnance, iceux prendre prisonniers et les mener en nos prisons, pour après contre eux procéder comme de droit et raison. Et en tant que le fait se trouveroit criminel et le procès fulminé, iceluy procès sera mis es mains des maire, neufs bourgeois et quatre notables, pour en juger comme est contenu au premier article desdites causes criminelles et d'ancienneté. »

Les sources de droit étaient au nombre de quatre ; c'étaient :

1^o Les usages et coutumes de Montbéliard déjà mentionnés dans l'acte des franchises ;

2^o Les ordonnances judiciaires dont les principales sont l'ordonnance du duc Christophe (9 novembre 1551), et celle du comte Frédéric (21 août 1584) ; le traité amiable de 1557 ; l'ordonnance ecclésiastique de 1568 avec son supplément du 30 août 1724 ; les ordonnances des eaux et forêts du 12 août 1595 et du 8 février 1779 ;

3^o Les lois et ordonnances de l'Empire germanique ⁽¹⁾ ;

4^o Le droit romain, auquel on avait recours en dernier lieu.

Assises. — Tous les deux ou trois ans, le tribunal de la mairie s'érigéait en cour de justice extraordinaire pour juger les procès en retard et examiner les comptes des greffiers. Il prenait alors le nom d' « assises » ou de « jours généraux ». Ces assises ressemblaient quelque peu à celles tenues par les baillis aux premiers temps de la royauté. Selon le nombre des affaires qu'elles avaient à expédier, leur durée variait de huit à quinze jours. Elles avaient deux fonctions distinctes, elles étaient en même temps tribunal et conseil de discipline.

1^o On y vidait d'abord les procès en retard ; les assises étaient convoquées lorsque l'encombrement devant le tribunal de mairie était devenu tel qu'il était urgent de l'en débarrasser.

2^o On y faisait comparaître tous les greffiers des juridictions inférieures ; ils y rendaient leurs comptes.

Les assises, tenues dans la principauté de Montbéliard, pouvaient donc se comparer aux assises tenues dans l'ancienne France, et, *mutatis mutandis*, on pourrait leur appliquer la définition que leur donne Bouteiller, dans sa « Somme rurale » ⁽²⁾ : « Assise est une assemblée de sages juges et officiers du pays que fait tenir ou tient le souverain baillif de la province ».

(1) La Faculté de Droit de Besançon, consultée à ce sujet en 1724, répondit que la principauté de Montbéliard, faisant partie du Saint-Empire germanique devait observer les lois et coutumes de cet empire et des villes allemandes.

(2) Bouteiller. *Somme rurale*, p. 9, cité par Esméin. *Histoire du droit public français*.

Ces assises n'ont pas dû jouer un rôle important, car il existe très peu de documents les concernant ⁽¹⁾.

En résumé, l'institution de la justice de la mairie constituait une garantie des plus sérieuses pour les bourgeois ; ils ne pouvaient être jugés que par leurs pairs, sauf les cas exceptionnels prévus dans les traités. Quelquefois, malheureusement, les princes ne respectèrent pas les conventions conclues. Notamment, le fameux duc Léopold-Eberhard fit condamner un bourgeois à mort par son Conseil de Régence ; malgré une démarche faite par les députés des Trois corps de ville, la sentence fut exécutée ; la bourgeoisie décida alors d'envoyer une députation à Stuttgart. Celle-ci arriva à Louisbourg où elle fut reçue par le comte de Graevenitz, conseiller du duc régnant de Wurtemberg, Eberhard-Louis. Les députés lui remirent une supplique où ils demandaient respectueusement le maintien de leurs franchises ; s'appuyant sur les différents traités passés entre les princes et la bourgeoisie, ils réclamaient pour le Magistrat le droit exclusif de condamner à mort, prétendant avec raison que le Conseil de Régence ne pouvait condamner un bourgeois à la peine capitale.

Le duc Eberhard-Louis répondit qu'il en référerait à son Conseil ; mais la réponse se fit attendre et malgré plusieurs requêtes, elle n'arriva jamais.

2^o LA PRÉVÔTÉ.

La prévôté est un des plus anciens tribunaux établis dans le comté de Montbéliard ; mais elle n'a pas toujours existé.

Au début, le comté était divisé en plusieurs cantons ou lieux d'assises ; chaque canton avait ses jours fixés pour juger ; l'assise était composée de ceux qui faisaient fonctions de juges. Au jour indiqué, maire, prud'hommes et échevins de chaque commune formaient un tribunal présidé par le bailli. Cette juridiction entendait les parties et les témoins et se décidait pour ou contre la validité des pièces. Le bailli annonçait publiquement l'avis des prud'hommes et des échevins ; cette déclaration formait la sentence ⁽¹⁾.

(1) Bibliothèque de Besançon. Collection Duvernoy. 8.

Le tribunal de la prévôté proprement dit date du XV^e siècle ; il se compose du prévôt et de cinq juges pris parmi les maires et les habitants les plus intelligents du comté ; ces juges sont nommés à vie. Le tribunal comprend, en outre, un greffier.

Il est probable que cette juridiction fut instituée dans le but de juger sommairement les différends qui s'élevaient entre les sujets des villages du Comté, lorsque la valeur du litige n'était pas suffisante pour motiver l'envoi de l'affaire devant le tribunal de la Régence.

Cette justice fut bientôt encombrée et de bonne heure nous voyons se produire le même phénomène que nous avons constaté pour le tribunal de la mairie, et nous assistons à la création d'une justice sommaire et extraordinaire, destinée à « arranger les parties à l'amiable, ou sinon à les juger sommairement » (1). Pour tous les procès dans lesquels la valeur du litige n'atteignait pas dix livres, le préliminaire de conciliation était obligatoire. Les parties, sans le ministère d'avocats ou de procureurs, comparaissaient devant le prévôt et lui exposaient leurs prétentions et leurs moyens. Celui-ci essayait de les concilier et de leur faire entendre raison ; si, malgré tous ses efforts, il n'y parvenait pas, il permettait aux parties de porter leur différend devant le tribunal de la prévôté ; cet essai de conciliation était au début absolument obligatoire ; nul n'était admis à plaider devant la prévôté, à moins que cette « douce voie » n'eût été infructueuse.

Cette justice sommaire semble avoir disparu comme celle du tribunal de la mairie ; la conciliation cessa d'être obligatoire ; mais au commencement du XVIII^e siècle, une ordonnance fit revivre cette louable institution. Par un décret du mois de février 1727 (2), le prince Eberhard-Louis réorganisa la justice sommaire de la façon suivante :

Le prévôt avec le greffier devait tenir une audience de conciliation tous les quinze jours ; elle avait lieu le samedi. Le prévôt faisait comparaître devant lui les sujets de la campagne qui avaient entre eux une contestation dont la valeur n'atteignait pas quatre livres, et non plus dix comme auparavant. Il essayait

(1) *Archives Nationales*. K. 1904.

(2) *Archives Nationales*. K. 1912.

de les concilier, et s'il n'y arrivait pas, il jugeait sommairement ; l'affaire était plaidée par les parties sans ministère d'avocat, ni de procureur.

Une nouvelle ordonnance de 1742 ⁽¹⁾ va encore plus loin et décide qu'à l'avenir il ne sera porté devant la justice de la prévôté aucune cause dans laquelle la valeur du litige n'atteindrait pas dix livres. Ces affaires devaient être portées devant un conseiller de Régence désigné à cet effet. Les parties s'adressaient directement à lui et lui exposaient elles-mêmes leurs prétentions et leurs moyens, sans ministère d'avocats ou de procureurs. Le conseiller, après les avoir écoutés, jugeait sommairement et sans appel ; il rédigeait immédiatement la sentence et l'inscrivait sur un protocole particulier ; il en donnait une expédition à celui qui avait obtenu gain de cause. Nous voici devant une institution totalement différente de la précédente ; le rôle de conciliateur n'appartient plus au prévôt, mais à un conseiller de Régence, c'est-à-dire à un des membres du tribunal de Cour et Chancellerie ; son pouvoir est plus étendu, puisqu'il peut juger sans appel dans les limites de l'ordonnance.

La procédure employée devant le tribunal de prévôté était à peu près la même que celle qui était en usage devant le tribunal de mairie. On y plaidait par ministère d'avocat ou de procureur ; les formalités à remplir étaient identiques, et, autre ressemblance, le prévôt présidait le tribunal, mais il n'avait pas d'autre fonction que de diriger les débats ; il y maintenait l'ordre, il y défendait les « droits et autorités des princes », il réprimait toute attaque qui aurait été faite, soit contre eux, soit contre les conventions conclues avec la bourgeoisie, mais il n'avait pas voix délibérative ; il recueillait simplement les voix des juges et prononçait la sentence ; il était pour le tribunal de la prévôté ce que le maire était pour le tribunal de la mairie.

Les juges étaient nommés par le Conseil de Régence ; ils n'avaient donc pas, vis-à-vis du prince, l'indépendance qu'avaient les membres du Magistrat, élus par les bourgeois. Il y avait cependant un correctif à cet état de choses qui aurait pu être funeste à l'administration impartiale de la justice : les juges de la prévôté étaient nommés à vie. Le Conseil de Régence les

(1) *Archives Nationales*. K. 1912.

choisissait parmi les habitants des campagnes les plus aisés et les plus intelligents ⁽¹⁾.

Les audiences du tribunal de la prévôté se tenaient ou plutôt auraient dû se tenir tous les quinze jours; mais les vacances étaient aussi nombreuses que variées; et le nombre des séances ne dépassait guère quinze par an.

Compétence. — La prévôté jugeait en première instance tous les différends en matière civile qui s'élevaient entre les sujets des comtés. Tout ce qui avait rapport « aux personnes, aux choses et aux affaires rurales » ⁽²⁾ était de sa compétence.

Au début, la prévôté connaissait de toutes les affaires civiles, si minime qu'en fût la valeur. Mais cet état de choses dura peu, et nous avons vu que l'encombrement des affaires à ce tribunal, avait nécessité la création d'une justice sommaire extraordinaire qui jugeait tous les procès dans lesquels la valeur du litige était inférieure à dix livres.

D'autre part, quand celle-ci était trop élevée, la connaissance de l'affaire échappait au tribunal de la prévôté et la cause était directement portée devant le tribunal de Cour et Chancellerie; toutes les affaires dans lesquelles la valeur du litige dépassaient quarante livres, y étaient directement portées.

En matière civile, comme d'ailleurs en matière pénale, les appels de la prévôté ressortissaient à la Cour et Chancellerie.

En matière pénale, le tribunal de la prévôté connaissait de tous les délits qui se commettaient sur le territoire du comté, en dehors de la banlieue et de la ville de Montbéliard, exception faite des droits de certaines justices particulières.

Emoluments. — Le prévôt seul recevait un traitement fixe, il n'en était pas de même des juges; cela se comprend d'ailleurs: outre sa fonction de président du tribunal de la prévôté, le prévôt avait, comme nous l'avons vu, d'importantes attributions administratives, financières et policières. Les juges, au contraire, ne siégeaient guère que quinze fois par an; ils recevaient alors une indemnité ou vacation par jour de séance ⁽³⁾.

(1) *Archives Nationales*, K. 1904.

(2) Parrot. *Statistique*. Loc. citat.

(3) V. *Collection Duvernoy*.

Au XVII^e siècle, les vacations leur étaient payées au moyen d'une cotisation ou répartition qui se faisait dans les communautés et entre les membres de celles-ci ; elle s'appelait le « jet d'affuage ».

La seigneurie s'était ensuite approprié cette espèce d'imposition ; le seigneur chargeait alors son receveur général de payer pour ces journées des sommes qu'il fixait arbitrairement, et qui variaient suivant les « sportules » et droits de sentence que la prévôté rendait ; les juges avaient, en outre, droit à une part des amendes infligées (¹/₄).

Un règlement en date du 20 juillet 1744 vint rétablir l'ancien état de choses et décider que les juges de la prévôté ne recevraient plus d'émoluments directs, mais jouiraient de nouveau, en paiement, de certains droits parmi lesquels celui du jet d'affouage.

Les juges se plaignirent, disant que ce mode de traitement était peut-être suffisant au siècle précédent, mais ne l'était plus à l'époque où ils vivaient. Le Conseil de Régence fixa alors leurs journées d'audience à vingt sols que la recette générale leur payait ; cette allocation fut portée à trente sols en 1785.

3^e JURIDICTIONS PARTICULIÈRES (¹).

Dans le comté de Montbéliard, il y avait un certain nombre de justices particulières dans les villages du comté.

A Dambenois, il existait une basse justice composée du maire et de deux particuliers, tous nommés par le possesseur du fief (¹). On n'y traitait que de simples matières civiles et des délits légers commis sur le territoire de ce village ; les amendes n'y pouvaient excéder soixante sols.

A Allanjoie (²) on remarquait une justice mixte, commune entre les ducs de Wurtemberg-Montbéliard et la famille Guelderich de Sigmarshoffen, qui possédait en fief une partie de ce village ; cette juridiction était très curieuse ; les princes de Montbéliard nommaient, pour leur part, le prévôt de Montbéliard qui en était le chef, le maire du village et une personne

(1) Ce village appartint longtemps à la famille de Forstner.

(2) On appelait ces villages, les villages mi-parties ; ils possédaient deux maires, chaque seigneur en nommait un.

« idoine » ; de leur côté, les Guelderich de Sigmarshoffen nommaient le greffier, un maire, et également une personne idoine.

Dans les causes fiscales, chacun des officiers faisait comparaître les délinquants qui relevaient de son autorité ; si le « plaignant » était sujet des princes de Montbéliard, c'était le prévôt établi par celui-ci qui prenait le fait et la cause en mains ; lorsque c'était un sujet du fief, c'était le greffier qui donnait assignation et concluait à l'amende. Le profit des amendes infligées étaient partagé entre les deux seigneuries.

Cette justice curieuse disparut à une époque qu'il ne m'a pas été possible de préciser ; toujours est-il qu'en 1727 on en demandait le rétablissement ; les appels de ce tribunal ressortissaient au Conseil de Régence.

A Clairegoutte, le tribunal était composé d'un membre du Conseil de Régence président, de deux juges nommés par le peuple, d'un procureur fiscal et d'un greffier ; il traitait seulement des matières civiles de peu d'importance et les délits légers ; cette juridiction avait été instituée pour soulager les habitants des villages voisins trop distants de Montbéliard.

A Mandeure ⁽¹⁾, un juge, un greffier et un prévôt composaient le tribunal ; la compétence était la même que celle de la justice de Clairegoutte ; les audiences se tenaient sur la place publique du village s'il faisait beau ; elles avaient lieu dans une grange s'il pleuvait et dans une « salle chauffée » en hiver ; « de tout quoi » était fait mention au procès-verbal.

Telles étaient les juridictions du comté proprement dit ; mais les quatre grandes seigneuries qui en dépendaient Héricourt, Blamont, Clémont, Châtelot avaient, elles aussi, leurs justices particulières.

Celles d'Héricourt et du Châtelot étaient présidées par le bailli qui devait être de noble naissance, et plus tard par le prévôt ; les juges étaient nommés par le comte de Montbéliard ; pendant la période du séquestre, ils furent établis par les commissaires royaux.

Quant aux juridictions de Blamont et de Clémont, elles étaient présidées par un fonctionnaire d'ordre moins élevé, le Châtelain.

(1) V. Tuefferd, loc. citat., p. 24, et Bibliothèque de Besançon, collection Duvernoy.

Au début les appels des tribunaux des quatre seigneuries ressortissaient à une cour spéciale siégeant à Héricourt, c'était le souverain Buffet ⁽¹⁾.

SECTION II

Justices supérieures

Pendant un certain temps il y eut dans la principauté de Montbéliard deux justices supérieures ; le tribunal de Cour et Chancellerie et le souverain Buffet qui, comme nous l'avons vu, était tribunal d'appel pour les quatre seigneuries.

1^o COUR ET CHANCELLERIE.

Cette juridiction n'était au début que le Conseil de Régence s'érigeant en tribunal pour juger soit en première instance les causes qui lui était réservées par les traités et les conventions, soit en deuxième instance par appel proprement dit ou par évocation.

Cette justice seigneuriale est instituée dans la charte de 1283 ⁽²⁾.

« Et se li devant di neuf borgois, avec les diz treis chaséz ou la plus granz partie de Cour, ne se poaient accorder, li jugement doit repairier à signor ; et li sires en doit rendre bon droit et local, à droit et as us, comme bons sires ».

Le seigneur, au début, devait juger lui-même, entouré de sa cour ; plus tard il laissa ce soin à son conseil qu'il fit présider par son principal officier.

Quoiqu'il en soit, il paraît, en interprétant le texte des franchises, que le seigneur ne pouvait juger qu'à deux conditions :

1^o Il fallait que le procès fût assez important pour nécessiter l'adjonction de trois notables ; par conséquent le tribunal sei-

(1) V. plus loin, Juridictions supérieures.

(2) V. Tuefferd, loc. cit., p. 235.

gneurial ne pouvait intervenir dans les affaires de peu de valeur que les maîtres bourgeois jugeaient seuls.

2^o Le seigneur n'avait ce droit que lorsque les membres du tribunal municipal n'avaient pu s'accorder pour rendre une sentence.

Ce n'est que plus tard, avec la création du Conseil de Régence, que cette cour de justice s'organisa véritablement. Il faut aller jusqu'au traité amiable de 1557 pour voir régler d'une façon définitive la compétence de cette juridiction supérieure ; il y a dans son histoire deux périodes très nettement séparées à examiner ; l'une s'étend depuis sa création jusqu'à l'ordonnance de 1786, qui fonde dans le Conseil de Régence une chambre spéciale de justice ; l'autre, très courte, va de 1786 à 1793, c'est-à-dire jusqu'au moment où la France prit possession de la principauté de Montbéliard.

Dans la première période, le tribunal de Cour et Chancellerie se composait d'un président ou directeur, et de cinq ou six conseillers ⁽¹⁾ « ayant étudié la jurisprudence » ; il comprenait en outre un greffier, plus un certain nombre d'officiers subalternes attachés au secrétariat et aux archives.

Quand, dans la deuxième période on se vit dans la nécessité, par suite de l'encombrement des affaires, de diviser le Conseil de Régence en deux sections distinctes, chambre de justice et chambre de finances, la composition de cette haute juridiction varia considérablement ; le nombre des conseillers juges diminua quelque peu, puisqu'un certain nombre d'entre eux s'occupa exclusivement des questions financières. Cette importante réforme avait pour but d'alléger le tribunal de Cour et Chancellerie ; la nouvelle organisation ne fonctionna pas assez longtemps pour qu'il soit possible de juger si elle avait donné les résultats qu'on pouvait attendre d'elle ; elle dura à peine sept ans.

Une réforme semblable s'était accomplie en France, à l'égard du Conseil du Roi et avait donné de bons résultats ; il est probable que l'idée de cette heureuse modification était venue de France ; le duc de Wurtemberg envoyait alors très souvent des ambassadeurs et des diplomates à Paris pour y régler les difficultés sans cesse renaissantes au sujet des quatre seigneuries

(1) Bibliothèque de Besançon. Collection Duvernoy.

qui dépendaient de la principauté de Montbéliard ; ces diplomates avaient vu comment fonctionnait le Conseil du Roi et dans un des rapports qu'ils envoyaient fréquemment au duc, ils lui avaient probablement montré l'utilité de la réforme qui y avait été introduite.

Quels étaient les justiciables relevant de la Cour et Chancellerie ? Le traité de 1557 nous renseigne sur ce point, c'étaient :

1^o Les bourgeois de la ville, mais seulement dans les cas prévus par les traités ;

2^o Les habitants francs et les habitants sujets dans les mêmes conditions que les bourgeois ;

3^o Les « ministres d'Eglise, escole, maîtres d'escoles et escoliers étrangers » ⁽¹⁾ ;

4^o Les vassaux, conseillers, officiers et serviteurs domestiques « ayans ordinairement bouche à court. » ⁽²⁾ Telle était la compétence « ratione personæ » du tribunal de Cour et Chancellerie, nous verrons plus loin sa compétence « ratione materiæ ».

Procédure. — Dans les justices inférieures on agissait par simple exploit d'assignation, renfermant les faits et les moyens de la demande ; l'exploit était signifié par un huissier à la partie défenderesse, à laquelle celui-ci laissait copie du tout. C'était en somme assez simple, tandis que la procédure nécessaire pour se pourvoir à la Cour et Chancellerie était autrement compliquée.

La partie qui voulait plaider devant ce haut tribunal adressait au prince une requête afin d'obtenir un mandat citatoire contre la partie adverse ; dans cette requête le demandeur exposait brièvement ses prétentions et ses moyens tirés des sources de droit que nous avons déjà citées : coutumes de Montbéliard, ordonnances, lois du Saint-Empire et droit romain ; après cette énumération le requérant demandait qu'un mandat citatoire lui fût accordé contre la personne qu'il poursuivait et que celle-ci fut condamnée « aux fins et conditions » qu'il choisissait selon les cas.

(1) V. *Livre des Franchises*, p. 45.

(2) V. *Livre des Franchises*, p. 46.

La Cour et Chancellerie jugeait sommairement et sans appel de toute affaire dont la valeur était inférieure ou égale à cent livres ; si la valeur du litige était supérieure à cette somme, mais n'atteignait pas mille livres, il y avait lieu à appel mais par devant le Conseil même ; dans ce cas il devait y avoir au moins cinq juges présents. On changeait de rapporteur et l'on prenait de préférence ceux qui n'avaient pas opiné dans la cause ⁽¹⁾.

Si, par contre, la valeur du litige dépassait mille livres ou s'il s'agissait d'un droit réel comme d'une servitude ou d'un pâturage dont l'estimation était à peu près impossible, la revision se portait au prince qui renvoyait l'affaire à la Chambre impériale de Spire ; le Conseil de Régence communiquait à cette cour les pièces concernant le procès ainsi que son avis motivé ; la Chambre impériale décidait alors souverainement.

La procédure employée en appel était assez compliquée. Tout d'abord le droit d'appel appartenait au seigneur, en vertu de la charte de 1283 ; toute affaire qui n'avait pu être jugée par le tribunal municipal, par suite d'un défaut d'accord entre les magistrats, revenait de droit au seigneur.

Quant à l'appel proprement dit, il pouvait être interjeté soit par le procureur général, soit par l'une des parties.

Le procureur général interjetait appel dans l'intérêt de la loi, soit contre une sentence rendue au mépris des ordonnances ou des conventions, soit contre une condamnation qu'il jugeait insuffisante. Le maire avait aussi ce pouvoir d'appel.

Le traité de 1537 s'exprime ainsi à ce sujet :

« Item, l'on pourra appeler en la Chancellerie par devant notre Conseil, comme juge supérieur de toutes causes civiles, sans en réserver aucune, soit par notre maire et autres personnes et parties ».

La compétence était donc générale.

Le demandeur qui voulait interjeter appel devait prêter un serment solennel entre les mains du procureur général. Il jurait « qu'il n'appelait pas calomnieusement ou par fraude, mais qu'il entendait avoir justes causes et raisons d'appeler ».

(1) Collection Duvernoy.

Le délai pour faire appel était de huit jours ; l'appelant faisait signifier à la partie appelée la prestation de son serment. L'appel était suspensif quant au paiement des frais.

Lorsque l'affaire avait été portée devant le Conseil de Régence et que celui-ci avait rendu son arrêt, toute voie de recours n'était pas encore fermée aux justiciables. Ils pouvaient, comme nous l'avons vu, s'adresser à la Chambre impériale de Spire ; cet appel n'était possible que dans deux cas :

1^o Quand la valeur du litige était égale ou supérieure à mille livres ;

2^o Quand il s'agissait de droits et revenus réels.

Par une ordonnance, en date à Louisbourg du 19 juin 1731, le duc Eberhard-Louis organisa une nouvelle voie de recours ⁽¹⁾ : La révision.

Lorsque les parties n'avaient plus de voies de recours ouvertes contre les sentences du Conseil, elles pouvaient encore se pourvoir par celles de la révision ; il n'y avait qu'une condition à remplir ; c'est que la valeur de la contestation égalât au moins deux cents livres tournois ⁽¹⁾.

Dans les trois mois, à compter du jugement rendu contre lui, le demandeur devait former une requête ; il y établissait les « torts et griefs prétendus », tirés des actes sur lesquels les juges avaient établi leur sentence. Dans la quinzaine qui suivait le jour du dépôt de cette requête, le demandeur comparaissait avec son adversaire devant le tribunal de Cour et Chancellerie, et il prêtait le serment ordinaire de « juste appel ».

Ensuite seulement, il était admis à demander la révision à ses risques et périls, à charge par lui de déposer une caution, dont l'importance variait avec la valeur du litige ; si celle-ci était inférieure à mille livres, le demandeur devait verser cinquante livres tournois ; si elle était supérieure, le juge déterminait la somme à verser.

L'appel en révision n'était pas entièrement suspensif ; la partie défenderesse pouvait obtenir exécution immédiate de la sentence, à condition toutefois de donner bonne et suffisante caution.

Si la valeur du litige était inférieure à mille livres, le Conseil de Régence révisait lui-même le procès, mais en ayant soin de

(1) *Archives Nationales*. K. 1932.

changer les rapporteurs. Si elle était supérieure à mille livres, les pièces et documents étaient envoyés au duc ; celui-ci désignait alors les conseillers qui devaient juger le procès.

En cas de confirmation pure et simple de la première sentence, le demandeur perdait la somme qu'il avait consignée, il était, de plus, condamné à une amende fixée arbitrairement par le juge ; si le jugement était annulé, le dépôt était rendu à la partie demanderesse.

Compétence « ratione materiæ ». — Quelle était la compétence « ratione materiæ » du tribunal de Cour et Chancellerie jugeant en première instance ? Nous n'avons qu'à nous rapporter au traité amiable de 1337.

La Cour et Chancellerie connaissait d'abord des droits et domaines du prince ; les matières féodales lui étaient expressément réservées en vertu du droit d'évocation ; le traité de 1337 est formel à ce sujet.

(¹) « Item, toutes causes et actions réelles concernans nos régalias, prééminences et auctorités et ce qu'en dépend, et aussi nos biens, revenus et domaines, soit qu'ils soyent en la ville ou dehors, comme les hauts chemins, péages, pontenaiges, succession de bastards, change de monnoye ; et aussi les maix, maisons, et héritages, prels, champs, bois, forests, molins, esmenaiges, tuileries, grosses rentes, dismes, censes et autres régalias et biens à nous appartenans, et qu'en iceux aucuns voudroyent prétendre actions et empescher telles droitures à nous appartenans, telles actions se devront procéder et décider en nostre dite Chancellerie ».

La Cour et Chancellerie connaissait de toutes les matières civiles intentées contre un conseiller ou officier quelconque du prince, un maître d'école ou un écolier étranger.

Elle jugeait tous les cas où il s'agissait de ventes particulières de fonds appartenant, soit à des bourgeois ou habitants de la ville, soit à des sujets de la campagne. Étaient encore de sa compétence, les ventes générales de fonds ordonnées par décret ou « subhastations », les ventes des biens des communautés, des pupilles ; mais dans ces derniers cas, il fallait encore l'avis du procureur général.

(1) *Livre des Franchises*, p. 44.

Enfin, la Cour et Chancellerie constituait un tribunal ecclésiastique, une sorte de Consistoire qui exerçait au nom du prince ses droits épiscopaux, et ce qu'on appelait, en Allemagne, le « jus circa sacra ». Ce droit avait été assuré aux états protestants par le traité de Wesphalie. Une fois par semaine, le Conseil se réunissait pour juger les affaires ecclésiastiques. Tout ce qui touchait au mariage était de sa compétence :

« (1) Semblablement, toutes matières de mariage et divorces, de fiefs d'églises et religion, restitution « in integrum », interposition de décrets, soit en vendage de biens de mineurs ou d'autres, et autres matières hautes et privilégiées demeureront aussi en ladite Chancellerie. »

Les actions intentées à ce sujet devaient, comme en matière civile, être commencées par une requête adressée au prince et renfermant un fidèle extrait des faits et moyens.

La compétence du tribunal de Cour et Chancellerie, en matière civile, était donc assez étendue ; elle ne l'était guère moins en matière pénale.

La Cour et Chancellerie connaissait :

1^o De tous les cas de désobéissance ou de rébellion commis par les neuf maîtres bourgeois, le tout sans préjudice des franchises. Quand, au contraire, c'était un simple bourgeois qui s'en était rendu coupable, le tribunal de la mairie devenait compétent ;

2^o Des voies de fait commises par les bourgeois et habitants sur le domaine de la seigneurie, « (1) en l'église Saint-Mainbœuf, viez ou nouveau chastel, chancellerie, granges, estableries, et jardins à nous appartenans, l'ung estant devant, l'autre dessous les chasteaux et celui de Vellate avec le Parc, pendant mêmes que nous les tiendrons, et seront enclos de murailles. » Quant aux voies de fait qui se commettaient dans les fossés, tours et fortifications, la connaissance en revenait aux neuf maîtres-bourgeois.

3^o Les délits et crimes commis par les étrangers et les officiers au service du prince.

Telle est la compétence du tribunal de Cour et chancellerie en première instance ; en règle générale, on peut dire qu'elle

(1) *Livre des Franchises*, p. 43.

ne s'étendait que sur les matières qui lui avaient été expressément réservées dans les traités ; en outre, il connaissait encore de toutes les affaires civiles quelles qu'elles fussent, quand les parties y consentaient,

Les bourgeois pouvaient présenter des requêtes au Conseil pour toutes les affaires qui le concernaient ; mais la partie défenderesse avait le droit de demander le renvoi du litige au tribunal de la mairie ; dans ce cas, le Conseil ne pouvait garder la cause et devait en ordonner le renvoi ; si le défendeur ne protestait pas, la Cour et Chancellerie restait saisie ; si un bourgeois était cité par erreur devant elle, pour une affaire qui aurait dû être plaidée devant le tribunal de la mairie, il pouvait demander son renvoi devant le maire et les neuf maîtres-bourgeois ; mais il devait le faire « avant toutes autres exceptions ou defenses » ; il pouvait lui être accordé un jour de réflexion.

C'était une application de la célèbre théorie de la « prévention », qui avait permis aux justices royales de lutter victorieusement contre les justices seigneuriales. Elle partait de cette idée que toute justice émanait du roi, par conséquent les juridictions royales avaient compétence générale. (1) « Elles pouvaient, en principe, dit M. Esmein, connaître de toutes causes à l'égard de toutes personnes ; seulement dans la mesure où le roi avait concédé la justice aux seigneurs à titre patrimonial, et pour ne pas faire concurrence à ceux-ci, la juridiction des juges royaux sommeillait et n'existait que virtuellement. Mais si les seigneurs étaient négligents dans l'administration de la justice, la compétence des juges royaux se réveillait en quelque sorte et rentrait en activité ; ils redevenaient compétents pour juger les justiciables des seigneurs. Pratiquement, cela conduisit à déclarer que si, par prévention, le juge royal était saisi de l'affaire avant la justice seigneuriale compétente, cela faisait présumer la négligence chez celle-ci, et par suite, il restait saisi et jugeait valablement. »

Cette théorie, « mutatis mutandis », peut fort bien s'appliquer au tribunal de Cour et Chancellerie et à la justice de la mairie ; mais il y a une profonde différence dans le résultat ; si les juridictions royales sont arrivées à évincer à peu près complètement les justices seigneuriales, le tribunal de Cour et Chancel-

(1) Esmein. *Histoire du Droit*, p. 432.

lerie n'a jamais pu empiéter sérieusement sur les droits de la justice de la mairie; cet insuccès est dû à l'ardeur avec laquelle la bourgeoisie de Montbéliard défendait ses franchises et ses libertés.

2° LE SOUVERAIN BUFFET.

Le « souverain Buffet » constituait une seconde justice supérieure qui disparut au XVI^e siècle. C'était un tribunal d'appel et de cassation pour les quatre seigneuries d'Héricourt, Blamont, Clémont et Châtelot; il siégeait à Héricourt et jugeait en dernier ressort les appels provenant des justices de ces seigneuries; les juges qui le composaient étaient pris parmi les membres du Conseil de Régence. A la fin du XVI^e siècle, les princes le firent transporter à Montbéliard où ils le maintinrent jusqu'en 1715. C'était alors l'époque du séquestre.

En 1715, le procureur général du roi présenta une requête au parlement de Besançon dans laquelle il demandait un arrêt qui interdît à tous les officiers de la religion protestante les fonctions de judicature qui s'exerçaient alors dans les quatre terres au nom du prince de Montbéliard. Le procureur appuyait ses réquisitions sur plusieurs articles des anciennes ordonnances de Franche-Comté qui portaient les mêmes défenses que l'édit royal du mois de mai 1693, supposant toujours que les quatre seigneuries étaient des fiefs relevant de tous temps de la Franche-Comté.

Le 28 février 1715, le Parlement de Besançon rendit un arrêt qui interdisait aux officiers protestants établis par le prince de Montbéliard, de faire aucune fonction de judicature dans les quatre seigneuries; cette interdiction s'adressait surtout au souverain Buffet.

Depuis cet arrêt, toutes les charges de juges furent données à des officiers catholiques; le duc Léopold-Eberhard les nommait; après sa mort, ce furent les commissaires du séquestre qui les instituèrent; ces officiers étaient ensuite confirmés par le Parlement de Besançon.

Le souverain Buffet fut totalement supprimé par le même arrêt et les appels se firent devant le Parlement de Franche-Comté.

(1) V. Duvernoy,

3^o DROIT DE NON-APPELLANDO.

L'étude de l'organisation judiciaire de la principauté ne nous semblerait pas complète, si nous ne parlions pas d'un droit très important accordé, en 1495, au duc de Wurtemberg par l'empereur Maximilien ; c'est le privilège « de non-appellando ». Le 6 décembre 1543, Charles-Quint l'avait étendu au comté de Montbéliard. Ce droit fut confirmé en 1663 par Charles VII, et en 1701 par l'empereur Léopold ; voici un extrait de l'acte 1701 qui indique bien quel en était le caractère.

« Ni le duc de Wurtemberg, ni ses héritiers, vassaux, hommes et sujets ne pourront être traduits devant notre cour de justice à Rochweil, ni par devant aucun tribunal de province ou de ville, ni aucun autre quelque'il soit, pour quelque affaire ou de quelque importance qu'elle puisse être, mais ils répondront uniquement devant le Conseil du duc, dont la moitié sera tiré du Corps de la noblesse et l'autre moitié du Corps des jurisconsultes. »

Toutes les actions intentées contre le duc devaient être portées devant ce tribunal ; l'appel, s'il y avait lieu, se portait devant la Chambre de Spire.

« Si cela n'était pas suffisant, ils pourront se pourvoir en notre Chambre impériale ou un autre tribunal sans préjudices des présentes grâces et privilèges. »

Enfin, par une déclaration de 1667, l'empereur avait déclaré que la bourgeoisie de Montbéliard devait aussi être comprise dans ce privilège.

CHAPITRE IV

La Police.

L'étude de l'organisation de la police comprendra deux parties ; dans la première, nous rechercherons quel personnel en était chargé dans la ville de Montbéliard ; l'étude des ordonnances de police fera l'objet de la seconde partie ; enfin, nous terminerons par l'examen de la législation en matière d'eaux et forêts.

SECTION I

Le Personnel.

L'administration de la police dans la ville de Montbéliard était confiée aux maires et au neuf maîtres bourgeois ; l'acte de 1283 est très peu explicite sur ce sujet ; il dit seulement que les neuf bourgeois seront chargés du gouvernement de la ville ; il est évident que le droit de gouverner comprenait celui d'administrer la police, mais la charte ne s'exprime pas formellement sur ce point. Jusqu'où allait ce droit de police accordé au Magistrat ? Comment s'exerçait-il ? Quel était le pouvoir du maire ? Ces questions, laissées dans l'ombre par l'acte des franchises, sont résolues par le traité amiable de 1537, qui nous donne des détails assez complets sur l'organisation de la police ⁽¹⁾.

(1) V. *Livre des Franchises*. Chapitre intitulé : « En après s'ensuit la matière politique », p. 51 et suivantes.

« Premièrement les neuf bourgeois, sous la main de nous et en notre nom, devront tenir bonne police entre les bourgeois et habitans de la ville et du bourg de Montbéliard, qui ne seront pas à nos gages. Et auront soigneux égard que nos ordonnances sur ce par cy-devant publiées, ou que pourrons cy-après faire publier, soient bien et dehuement observées, comme il assiert à bons et fidèles bourgeois et sujets, moyennant qu'icelles ordonnances ne soient préjudiciables à leurs dites franchises, bonnes, anciennes et laudables coutumes. »

C'est donc pour le prince et en son nom que les maîtres-bourgeois administrent la police ; leur pouvoir s'étend sur tous les habitants de la ville, sauf sur ceux qui sont au service du seigneur et qui relèvent alors du tribunal de Cour et chancellerie.

Le traité donne ensuite aux neuf maîtres-bourgeois le droit de « faire entre les bourgeois et habitans de ladite ville, sur lesquels ils auront la première cognoissance, commandemens et défences à nous applicables comme ancienneté » ; le maire assistait à toutes les séances du Magistrat lorsqu'il y délibérait sur la police ; il y défendait les intérêts du prince et veillait au respect des conventions ⁽¹⁾.

Le maire et les neuf maîtres-bourgeois avaient la surveillance du commerce ; ils veillaient à ce que « toutes traffiques et marchandises » fussent « justement et léablement menées », ils vérifiaient les poids et les mesures ; et faisaient comparaître devant eux les délinquants qui étaient généralement punis d'amendes ; celles-ci étaient partagées entre la ville et la seigneurie qui avait droit aux trois quarts de leur valeur. Ils devaient encore visiter les épiceries et vérifier la bonne qualité de leurs denrées ; ils avaient la surveillance générale des marchés ; ils y faisaient respecter le bon ordre et veillaient à ce que les ventes et les achats se fissent d'une façon régulière et conformément aux lois et ordonnances ⁽¹⁾.

La surveillance des boucheries était encore du ressort des neuf maîtres-bourgeois ; elle était organisée d'une façon très sérieuse. Une commission spéciale, composée du bailli, de deux membres du Conseil de Régence, du maire, et des neuf maîtres bourgeois, s'assemblait tous les ans « le jour de circoncision de notre

(1) V. *Livre des Franchises*, p. 52 et 53.

Seigneur», pour fixer le prix de la viande. Ce tarif devait rester en vigueur au moins jusqu'à la Pentecôte ; si, lors de la première réunion, la commission n'avait pu prendre une décision définitive, elle se réunissait de nouveau le jour de la Pentecôte et fixait le prix de la viande pour le restant de l'année.

La Commission rédigeait alors trois cédules ou mémoires ; les bouchers en recevaient un, les taxeurs de la chair un autre, et le troisième restait à la disposition des neuf maîtres-bourgeois. Elle élisait, en outre, trois taxeurs, dont l'un était pris parmi les neuf maîtres-bourgeois, un autre parmi les Dix-huit, et le troisième parmi « les plus idoines à ce faire » ⁽¹⁾.

Le Magistrat veillait encore au bon entretien de la ville ; les maîtres-bourgeois, « avec un maître-ouvrier et autres à ce cognoissant » ⁽²⁾, visitaient une fois par an ou au moins une fois tous les deux ans, les maisons, les granges et les étables de la ville ; ils ordonnaient aux propriétaires de faire les réparations qui leur semblaient urgentes ; si ceux-ci ne les avaient pas effectuées dans le terme fixé, ils étaient passibles d'amendes ; l'amende ainsi infligée, revenait pour deux tiers à la seigneurie et pour un tiers à la ville ; si, malgré tout, le propriétaire s'obstinait à ne pas vouloir réparer sa maison, le Magistrat en informait le Conseil de Régence qui prenait les mesures nécessaires.

En vertu de leur droit de police, le maire et les neuf maîtres-bourgeois étaient encore chargés de veiller à l'entretien des chemins et passages, et de donner, à cet effet, tous les ordres nécessaires.

« Comme ⁽³⁾ aussi nettoyer les rues, cheminées, être pourvu d'eau devant les maisons en tems de nécessité, mettre les che-nefues, foins, revohins, pailles, ételles ou bois sec en lieu seur, pour le danger du feu ; nettoyer et entretenir nets les puits. Et que tels ou semblables ordonnances ou commandemens de notre part et celle des neuf bourgeois publiées, qui peuvent servir au bien de la république, soient toujours bien et diligement observées. »

Il y a donc deux sources d'ordonnances en matière de police. Les unes émanant des neuf bourgeois jurés, comme « admi-

(1 & 2) *Livre des Franchises*, page 53.

(3) *Livre des Franchises*, p. 54.

nistrateurs de la justice et de la police de Montbéliard », les autres rendues par le prince en vertu de son droit de souveraineté ; celles-ci ne sont valables qu'autant qu'elles respectent les droits et franchises de la ville ; le traité de 1557 est formel à ce sujet. Mais le prince ne pouvait faire appliquer les ordonnances de police par ses propres officiers ; cette mission était réservée aux neuf maîtres-bourgeois ; il n'avait en matière de police que le pouvoir législatif, mais l'exécutif appartenait au Magistrat.

Le Maire. — Quel était le pouvoir du maire en matière de police ? Les lettres d'instruction données en 1725, s'expriment ainsi à ce sujet ⁽¹⁾ :

« Concernant la police, il aura la puissance de commander et de défendre à tous bourgeois et habitants de la ville, à l'exception de ceux qui en sont exceptés par le traité amiable... »

Dans la corruption de ce siècle mauvais, il fera respecter les ordonnances concernant les jeux,... il veillera à ce que les ordonnances touchant les boucheries, les cabarets soient rigoureusement exécutées, surtout par ceux qui seront élus taxeurs de la chair, qu'on ne vende aucune viande le Dimanche, que les revendeurs n'achètent rien avant onze heures. » En un mot, le maire avait la surveillance générale du commerce. Les articles qui suivent concernent la police proprement dite.

« Il devra se tenir dans la maison de ville, de jour et de nuit, en cas d'alarme en la ville ou au dehors, afin de prendre concurremment, avec le Conseil, toutes les mesures nécessaires », il faisait visiter chaque année les terrains communaux, par les éborneurs ; il prescrivait le « chastoy » des délinquants ; il veillait au bon entretien des murs et fortifications de la ville ; enfin, il avait la garde des portes et était responsable de leur fermeture.

Si un incendie éclatait sur un point quelconque de la ville, il devait s'y rendre immédiatement et prendre le commandement des secours. Il veillait à la propreté des rues, ce qui n'était pas une sinécure, si l'on en croit les instructions données en 1725, dont nous extrayons le passage suivant :

(1) *Archives Nationales*, K. 2224. Collection Duvernoy. 8.

« Enfin, attendu que contre la police bien tenue, les particuliers laissent courir, nuit et jour, les cochons par les rues... » Les délinquants étaient frappés d'une amende de soixante sols dont un tiers revenait à l'hôpital, un tiers aux lépreux, et un tiers aux sergents.

Enfin, le maire était chargé de tenir un registre des ordonnances rendues par le Magistrat pour le bon ordre et la police de la ville.

Le maire et les neuf maîtres-bourgeois, qui constituaient la haute administration de la police, avaient sous leurs ordres un assez nombreux personnel subalterne.

C'était tout d'abord le guet, composé d'un certain nombre d'hommes variant suivant les époques et les circonstances. Il faisait des patrouilles la nuit pour maintenir l'ordre dans les rues et chantait les heures en patois ; cette institution, très ancienne, remonte au Moyen-âge ; elle avait pour but de veiller à la sécurité et au repos des habitants.

Les sergents, au nombre de quatre, étaient sous les ordres du maire, du Conseil de Régence et des neuf maîtres bourgeois, pour tout ce qui concernait la justice, le gouvernement. et la police de la ville. Ils étaient aussi chargés de convoquer les Neuf et les Dix-huit ; leur uniforme était mi-partie rouge et blanc.

Le bourreau de la ville était chargé des exécutions. Il recevait, en plus d'un traitement fixe de 4 livres par an, des allocations ainsi fixées (1) :

Pour donner le fouet.	2 livres 8 sols.
Appliquer la marque.	id.
Mettre au carcan	id.
Appliquer la question	id.
Trancher la tête	10 livres.
Pendre	id.
Enterrer un cadavre	id.

En outre, il était logé gratuitement dans une maison située en dehors de l'enceinte de la ville.

Dans les villages de la campagne, les agents chargés de maintenir l'ordre, s'appelaient les banvards et les messiers ; ils étaient commandés par le Conseil de Régence et par le prévôt.

(1) *Archives Nationales*. K. 1909.

SECTION II

Les ordonnances et règlements de police.

Les ordonnances rendues par les princes en matière de police étaient des plus nombreuses et des plus étendues ; elles se ressentent beaucoup de l'influence de la Réforme ; elles ont surtout pour but le relèvement moral et l'édification religieuse de ceux auxquels elles s'adressent ; certaines d'entre elles sont très complètes et constituent un véritable code ; sous le mot de police, elles comprennent toute une série de dispositions ne concernant guère la police proprement dite ; elles traitent souvent des mariages, des successions, de l'organisation des tutelles.

Une des principales ordonnances, et peut-être la plus importantes, est celle rendue par le comte Georges en 1558 ⁽¹⁾.

Cette ordonnance, assez curieuse, a été en grande partie inspirée par le réformateur Pierre Toussaint, pour lequel le comte Georges professait la plus grande estime et la plus profonde amitié ; aussi les prescriptions religieuses y sont-elles particulièrement nombreuses.

Le comte Georges, après avoir dit que l'édit est fait « pour la gloire de Dieu et pour l'édification des sujets » ordonne à ceux-ci de se trouver à la prédication du dimanche et d'envoyer leurs enfants au catéchisme ; les boucheries et les cabarets devaient être fermés pendant le prêche. Ceux des habitants qui, pendant le service, étaient surpris « par les rues parlant et devisant ou assis devant leurs maisons », étaient punis d'une amende de trois sols.

Quant aux blasphémateurs, ils étaient rigoureusement poursuivis. « Quiconque voudrait atteindre la sainte majesté de Dieu par des blasphèmes exécrables, comme coupables de lèse-majesté divine, seront et devront être mis à mort ou mutilés de leurs membres selon la qualité des personnes et des blas-

(1) *Archives Nationales*. K. 1909.

phèmes proférés. » Les bourgeois étaient tenus de dénoncer les blasphémateurs, « à peine de châtement sévère ». « Et si aucuns ayant usé de tels blasphèmes se retiraient ou s'absentaient de notre dite ville ou conté et seigneuries, iceux nonobstant leur absence seront tenus et réputés méchants et infâmes, et néanmoins à leur retour seraient punis comme dessus. »

Pour les blasphèmes de moindre importance, « blasphémer le saint nom de Dieu connu par la chair, sang et autres tels jurements », on se contentait d'une simple admonestation.

La rigueur extraordinaire de cette ordonnance étonne au premier abord ; mais il ne faut pas oublier que l'on était alors à une époque singulièrement troublée ; les passions religieuses étaient déchaînées ; le protestantisme naissant luttait avec le catholicisme ; et dès lors on peut s'expliquer le nombre et la sévérité de ces prescriptions religieuses.

L'ordonnance s'occupe ensuite de l'ivrognerie et des moyens de la réprimer. « Comme ainsi soit que l'ivrognerie est la source certaine de beaucoup de maux et de vices, de quoi communément procèdent blasphèmes du nom de Dieu, meurtres, discussions, maladies de corps et autres inconvenients », on croirait ici entendre un des plus chaleureux partisans des ligues antialcooliques d'aujourd'hui ; alcoolisme et ivrognerie se ressemblent beaucoup ; le mal ne date donc pas d'hier ; depuis longtemps, on s'était aperçu qu'il fallait combattre « cette source de bien des maux et des vices ». Et nous verrons que les princes de Montbéliard surent prendre, contre ce fléau, des mesures énergiques comme la limitation du nombre des cabarets.

L'ordonnance continue, et ici on s'aperçoit encore du caractère profondément religieux du prince Georges. « Pourquoi aussi, suivant la Sainte Ecriture, nul yvrogne ne verra le royaume de Dieu, et est à craindre que le Seigneur Dieu permette souvent qu'il nous advienne stérilité des fruits et autres semblables punitions. Pour à quoi obvier et prévoir, ordonnons expressément que un chacun s'abstienne entièrement de ce malheureux péché et vice. » Tous ceux qui seront trouvés en état d'ivresse, seront frappés d'une amende d'un franc, et pour bien montrer le caractère éducateur et moralisateur de cette ordonnance, le comte Georges dit que cette amende « tom-

(1) *Archives Nationales*. K. 1909.

bera au profit de la boîte des pauvres » ; celle-ci avait été créée en 1534, dans le but de soulager les misères et les infortunes qui désolaient la principauté ⁽¹⁾.

L'ordonnance interdit ensuite « tous les jeux aventureux, croissants, dommaigeables et défendu ». Elle réprime sévèrement l'adultère ; lorsque les coupables étaient surpris pour la première fois, ils étaient punis d'un mois de prison ou de cinq livres d'amende ; en cas de récidive, la peine était portée à deux mois ; s'ils recommençaient, ils étaient bannis à vie de la principauté ; le prince pouvait les gracier ; si, après être rentrés de nouveau dans le pays, ils commettaient une quatrième fois l'adultère, les coupables devaient être condamnés à mort ; l'homme décapité et la femme noyée.

Il faut croire que les mœurs étaient bien dissolues à cette époque, car nous trouvons ensuite une série d'articles visant « la fornication, la paillardise, et le macquerelage » ⁽²⁾.

Le comte Georges interdit aussi formellement les « tacquemorots » ou prêts usuraires ; l'ordonnance s'occupe ensuite de réprimer les maraudages ; celui qui sera surpris volant des fruits, sera condamné « à être mis dans la cage ⁽³⁾ et à payer six sols au banvard qui l'aura pris, et trois sols aux sergents qui l'auront mis en la cage ». Quant aux banvards qui profitaient de leur autorité pour commettre le même délit, ils étaient condamnés à une amende double.

Le comte Georges passe ensuite à la réglementation du mariage « comme ainsi soit que l'état du mariage a été institué du Seigneur Dieu tout-puissant, notre Créateur et puis après confirmé par Jésus-Christ notre Sauveur. »

« Pourquoi notre vouloir et expresse intention est que, aucun, soit fils ou fille estant encore sous la puissance de leurs père et mère, ou au lieu d'iceux de leurs tuteur et curateur, veu qu'ils les doivent honorer et obéir, sans préalable sceu et consentement d'iceux ne doivent faire promesse de mariage pour soy prendre ensemble, mais si estant en âge de se marier, et si leur parents refusaient, ils s'adresseront à nos conseillers. »

(1) *Archives Nationales*. K. 1908.

(2) *Archives Nationales*. K. 1909. « Ordonnons qu'aucuns macquereaux et macquerelles, trouvés faisant macquerelages, soient jugés et condamnés. Et si les parents le commettaient sur leurs enfants, ils doivent être condamnés à mort. »

(3) C'est-à-dire mis au pilori.

Ainsi donc le consentement des parents ou, à leur défaut, des tuteurs et curateurs, est exigé jusqu'à la majorité; passé cet âge, le consentement n'est plus nécessaire, mais les enfants ne peuvent se passer entièrement de leurs parents; ils doivent tout au moins leur demander leur avis; si ceux-ci persistent dans leur refus, les enfants peuvent s'adresser au Conseil de Régence qui, après examen de la question, autorise ou refuse. Ce système ressemble assez à celui qui a été adopté par le code civil.

Les articles suivants de l'ordonnance fixent minutieusement le détail des banquets auxquels pourront donner lieu les noces et les fiançailles. C'est un véritable édit somptuaire; le comte Georges veut amender les gens malgré eux et les forcer à être vertueux et tempérants; malheureusement pour lui, la bourgeoisie de Montbéliard aimait beaucoup à boire et à manger.

« Parce que nous sommes avertis que par cy-devant nos bourgeois et sujets ont usé aux fiançailles et noces de grandes et dommageables superfluités de dépenses, et invité multitude de gens à leur grand préjudice et détriment... pourquoi ordonnons qu'aux fiançailles seront invités, ni appelés autres gens que les plus proches parents ou alliés de ceux qui se devront fiancer, sans user d'aucune superfluité de viande ou de banquets désordonnés. »

Quant aux repas de noces, l'abondance en était proportionnée à la dot apportée par les époux.

« Comme aussi ceux qui se marieront et ne porteront ensemble que deux cents livres, pourront inviter leurs parents et amis pour les accompagner à l'église et espousailles, et toutefois ne devront inviter plus de trois tables de gens, et ne donner que quatre ou cinq sortes de mets pour chacun repas, mais si iceux mariés étaient plus riches, ne pourront inviter plus de cinq tables de gens et ne devront donner plus de cinq sortes de viandes. »

L'ordonnance va encore plus loin; elle règle même les cadeaux.

« Et prohibons aussi aux invités, de donner aucunes étrennes, hors leurs écots raisonnables, ni aux époux prendre ou recevoir aucun, directement ou indirectement, hormi toutefois les plus prochains parents. »

(1) *Archives Nationales*. K. 1909.

De même, les festins, qu'il était coutume de donner pour les « gésines et relevailles », étaient formellement interdits; on pouvait seulement inviter les plus proches parents.

Le comte Georges profite de l'édit pour réglementer sévèrement les cabarets.

« Pour autant que scavons qu'il y a tant à la ville qu'aux vil-
laiges de ce conté de Montbéliard, plusieurs hostes et taver-
niers, lesquels bien qu'ils n'aient logis suffisant ni aucune éta-
blerie pour y recevoir gens estrangers, toutefois logent et
receptent nos pauvres sujets, leur donnant outre mesure à
boire et à manger, leur donnent vin et viande à crédit, et après
les contraignent au paiement avec toute rigueur au grand dé-
triment et préjudice d'iceux,... pour à quoi remédier, etc. »

Les officiers du prince devaient visiter les tavernes et hôtelle-
ries et supprimer celles qu'ils trouveraient en mauvais état,
ne laissant subsister que le nombre de cabarets nécessaire à
la consommation publique; ainsi donc le comte Georges avait
osé prendre cette mesure d'hygiène et de salubrité publique,
qu'est la limitation du nombre des débits de boissons; cette
utile réforme que les ligues antialcooliques demandent aujour-
d'hui avec tant d'ardeur, avait été déjà réalisée en 1558. Il est
vrai qu'alors la question électorale n'était pas en jeu comme
maintenant, et que le prince n'avait aucun intérêt à défendre
les cabaretiers.

La police des auberges était rigoureuse; il était défendu aux
tenanciers de tolérer dans leurs maisons « yvrogeries, jeux,
blasphèmes, paillardises, crieries, dissolutions », sous peine
d'amende; il leur était également interdit de servir à boire pen-
dant la prédication, mais cette prohibition n'existait pas à l'é-
gard des étrangers; pour eux, on respectait la liberté de cons-
cience.

Les hôteliers n'étaient autorisés à loger un étranger que s'il
était accompagné d'un conseiller de Régence ou d'un officier
du prince; il était recommandé au cabaretier de bien le servir,
« iceux hostes devront le traiter de quatre bons et raisonnables
mets et deux sortes de vins, sans y comprendre les fruits ». Le
prix de ce repas était fixé à trois sols bâlois. Si cela ne suffisait
pas et que l'étranger voulût manger davantage, il devait payer
deux batz en plus.

(1) *Archives Nationales*. K. 1909.

Quant aux habitants, il semble qu'ils avaient alors l'habitude de boire plus que de raison.

« Et comme aussi défendons à nosdits sujets d'aller boire et vyrogner de l'une des tavernes à l'autre ; ayant fait leur besogne, ils devront se retirer en leurs maisons ». Ce sont là des conseils bien paternels, mais il est fort douteux qu'ils aient été suivis.

Le comte Georges était donc avant tout un moralisateur, son ambition était de relever moralement la principauté ; il était secondé dans cette œuvre louable par le réformateur Pierre Toussaint, esprit ardent et convaincu. Georges travailla à la réforme des mœurs, au développement de l'instruction, à la bonne administration du pays qu'il avait gouverné à deux reprises ; il mourut en 1558. Avec ses idées généreuses, quoique un peu étroites, son intelligence vive et profonde, son énergie peu commune et son ardeur que rien n'abaissait, il aurait pu faire beaucoup pour la principauté qui lui avait été confiée. Il eut la douleur de voir, pendant son règne, le pays qu'il aimait, ravagé par la peste et accablé par des fléaux de toute sorte ; la population était décimée et les champs restaient en friche ; on s'explique alors facilement son esprit religieux à l'excès et sa tristesse profonde ; les ordonnances qu'il rendait devaient forcément se ressentir de cet état d'âme.

La grande ordonnance de 1558, qui touchait à tout ce qui concernait de près ou de loin la sécurité et le bon ordre de la ville, resta en vigueur jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Il faut encore citer une ordonnance du duc Léopold-Eberhard, du 6 septembre 1720. Elle concerne l'hygiène de la ville, mais dénote, quoique contenant quelques dispositions utiles, un certain déséquilibre d'esprit chez celui qui l'a faite ; elle mérite d'être citée textuellement.

« Nous ⁽¹⁾, Léopold-Eberhard..., avons trouvé nécessaire de prendre les précautions nécessaires pour conserver dans nos états un air salubre et exempt des infections, duquel par la bonté divine, nous jouissons actuellement.

Pour cet effet, nous ordonnons que ni bourgeois, ni sujets de la ville de Montbéliard, n'aient à souffrir aucune ordure, ni saleté ou immondices, soit dans leurs maisons, soit au dehors, mais les tiennent nettes et propres, parfumant leurs maisons chaque

(1) *Archives nationales*, K. 1912.

soir et matin, leur ordonnant d'ôter et faire ôter tous les bouements et immondices qu'ils ont devant, à côté ou derrière leurs maisons dans huit jours, à peine de dix livres d'amende.

Quant aux places publiques, nous ordonnons à nos maire et neuf bourgeois jurés de les faire incessamment nettoyer, d'établir dans les endroits nécessaires, des privés publics, et de souffrir que ni les grands ni les petits fassent aucune ordure dans la rue, à peine de dix livres d'amende.

Défendons à tous bourgeois et habitants de recevoir ou d'expédier aucune lettre qui n'ait été auparavant parfumée, déclarant qu'elles seront parfumées une seconde fois dans notre bureau de poste de Montbéliard avant de les expédier aux étrangers ou de les livrer à nos sujets.

Ordonnons à chaque particulier qui voudra entrer dans nos états, d'être muni de bons passe-port et de billets de santé... à peine d'être puni sévèrement même jusqu'à la mort. »

RÈGLEMENTS PARTICULIERS.

Outre ces grandes ordonnances, nous avons une foule de règlements concernant certains points particuliers.

Foires et marchés. — Les foires ⁽¹⁾ sont très anciennes dans le pays de Montbéliard ; elles existaient presque de tous temps ; en 1397, il y en avait deux par an ; l'une se tenait à la Pentecôte et l'autre à la Saint-Martin d'hiver. En 1464, une ordonnance prescrit aux habitants de mettre de l'eau devant leurs maisons la veille des foires. En 1519, le nombre de celles-ci est porté à quatre ; elles ont lieu à la Pentecôte, à la Saint-Michel, à la Saint-Martin d'hiver et à la Mi-Carême. Enfin, à partir de 1765, on compte huit foires par an.

En outre de celles-ci, se tenait le marché, dont l'institution est aussi très ancienne ; depuis 1593, le marché avait lieu le samedi, comme d'ailleurs aujourd'hui encore.

Le traité de 1557 avait minutieusement réglementé la police des foires et marchés. Le maire et les neuf bourgeois en avaient la surveillance ; ils inspectaient les poids et mesures, vérifiaient

(1) Bibliothèque de Besançon. Collection Duvernoy.

(2) *Livre des Franchises*, p. 35.

le bon état des marchandises et des denrées, et citaient les délinquants devant le tribunal de la mairie. Il était interdit aux revendeurs d'acheter avant onze heures du matin.

« Semblablement auront lesdits maire et neuf-bourgeois, bon esgard sur les grampels et revendeurs, tant sur ceux de cette ville que sur les étrangers, qui revendent ce qu'ils ont acheté, soit en gros ou menu, beaucoup ou peu, et ne permettront auxdits grampels et revendeurs, d'acheter avant les onze heures, même quant aux victuailles, et que l'on ait ôté la banneroles (1), soit par eux memes ou autres en leurs noms.

Aussi ne devront iceux dommageables revendeurs, avant les dits onze heures, clandestinement apporter ou assurer marchandises ou victuailles, ne faire pact ou composition par sinistres moyens avec les bons hommes ou autres, de garder leurs marchandises, même quant aux dits victuailles, jusqu'à près les ditz onze heures et que le marché sera failly (2). »

Nous avons vu que le commerce du pain et de la viande était étroitement réglementé et que le prix de ces denrées était fixé par une commission spéciale; en outre, les boucheries étaient tenues d'avoir toujours de la viande en quantité suffisante pour subvenir à la consommation de la ville et du comté.

Inhumations. — Tout d'abord pour les inhumations, il y avait une coutume qui consistait à exposer, pendant un jour ou deux, les morts sur un lit de parade devant lequel venaient défilier, en long pèlerinage, les parents et les amis; c'était comme un hommage rendu à la mémoire de celui qui n'était plus, en même temps qu'un témoignage de sympathie pour la famille. Cette pratique, si touchante qu'elle fût, avait l'inconvénient d'être très dangereuse, surtout lorsque la mort était survenue à la suite d'une maladie contagieuse; elle pouvait amener des épidémies redoutables. Mais cette coutume était tellement ancrée dans l'esprit des habitants que les autorités n'osaient réagir et prendre les mesures nécessaires contre un état de choses qui pouvait être si préjudiciable pour la santé publique. Ce

(1) La banneroles était un étendard aux armes de la ville que l'on plantait sur la place publique au jour du marché; tant qu'elle flottait les revendeurs ne pouvaient rien acheter.

(2) *Livre des Franchises*, p. 52.

n'est qu'au milieu du XVIII^e siècle que le Conseil de Régence se décida à agir énergiquement et à supprimer un usage auquel la population était si profondément et depuis si longtemps attachée. Il rendit alors l'ordonnance suivante ⁽¹⁾ :

« Le Conseil... au sujet de la coutume autant ancienne qu'abusive de mettre sur des lits de parade des morts, et les exposer ainsi à la vue de tous, surtout des femmes, les obligeant ainsi à respirer des odeurs cadavéreuses, le tout pour se conformer à cette coutume introduite pour étaler l'orgueil et la vanité des mourants plutôt que de faire honneur à la mémoire des morts... ordonne qu'à l'avenir ces expositions seront interdites et devront se faire avec la plus grande simplicité ». Les enterrements devront avoir lieu, au plus tard, en été, trente-six heures après la mort et quarante-huit heures en hiver ; ce délai sera réduit à vingt-quatre heures en cas de maladie contagieuse.

Incendies. — La lutte contre les incendies était très mal organisée, surtout au début ; la ville de Montbéliard ne possédait aucun matériel pour lutter contre le feu ; les moyens employés étaient des plus primitifs ; c'est ainsi que de bonne heure on exigea de ceux qui étaient reçus à la bourgeoisie, un « seillot » ou seau de cuir bouilli ⁽²⁾ ; la même prestation fut plus tard exigée pour d'autres cérémonies telles que le mariage. Enfin, au commencement du XVIII^e siècle, la ville fit l'acquisition d'une « seringue » destinée à combattre les incendies.

Les ordonnances prescrivaient aussi certaines mesures préventives ; le prévôt devait visiter les cheminées des villages au moins une fois par an, et prescrire les réparations nécessaires ; ceux qui ne se conformaient pas à ses ordres, étaient passibles d'une forte amende ; nous avons vu que ce même rôle incombait au maire et aux Neuf bourgeois jurés pour la ville de Montbéliard.

Au commencement du XVIII^e siècle, les incendies étaient devenus si fréquents que le Conseil de Régence fit un nouveau règlement ⁽³⁾. Lorsque le feu était signalé dans un village, le

(1) *Archives Nationales*, K. 4913.

(2) *Notaux*.

(3) *Archives Nationales*, K. 4911.

maire devait immédiatement avertir le Conseil de Régence et le commandant de la garnison du château; le prévôt montait à cheval et se rendait immédiatement sur le lieu de l'incendie pour prendre le commandement des secours.

Le matériel d'incendie ⁽¹⁾ de chaque village devait comporter :

« 1^o Une grande cuve de trente à quarante thinnes posée sur traîneau ;

« 2^o Deux grands tonneaux également posés sur des traîneaux pour transporter l'eau nécessaire à la cuve ;

« 3^o Trois échelles et trois solides crochets. »

Dans chaque maison, il devait y avoir en permanence un baquet rempli d'eau.

Nous trouvons encore une ordonnance ⁽²⁾, en date du 8 juin 1743, instituant une commission des incendies ; composée d'un maçon, d'un charpentier et d'un ramoneur ; elle devait faire deux fois par an, à l'entrée et à la sortie de l'hiver, les visites des cheminées ; sous le contrôle des Dix-huit, elle ordonnait les réparations qu'elle jugeait nécessaires.

Etrangers. — La police des étrangers était sérieusement organisée ; au point de vue pénal, comme au point de vue civil, ils dépendaient du tribunal de la mairie ; il n'était fait exception que pour les « escoliers étrangers ».

Les hôteliers qui logeaient des étrangers ⁽³⁾ devaient prendre leurs nom, qualité et adresse, et transmettre tous ces renseignements aux maires ; enfin, les étrangers étaient tous sous la haute surveillance du procureur général.

3^o EAUX ET FORÊTS.

Le prince de Montbéliard possédait des forêts assez importantes ; son domaine contenait en 1779 5315 arpents dans le comté proprement dit et 6562 arpents dans les quatre seigneuries d'Héricourt, Blamont, Clémont et Châtelot ; les ordonnances en matière forestière étaient extraordinairement rigoureuses.

(1) *Archives Nationales.* K. 1913.

(2) id. K. 1913.

(3) id. K. 1914.

La plus importante est celle qui fut publiée par le comte Frédéric en 1595 ⁽¹⁾; c'est un véritable code forestier; elle comprend deux parties, la première s'occupe des coupes de bois, la seconde, de la chasse et surtout de la répression du braconnage.

Les habitants qui voulaient construire, devaient s'adresser à la communauté pour avoir le bois nécessaire; un garde forestier les accompagnait dans la forêt et montrait les arbres qui pouvaient être abattus; ce bois ne devait être employé que pour la construction; les règlements fixaient, d'une façon très précise la période pendant laquelle il était permis de couper des arbres: c'était trois jours avant ou après la nouvelle lune.

Quant au bois de chauffage, il était aussi marqué par les forestiers; il devait être coupé et emmené dans les deux mois. Le bois mort lui-même devait être acheté; quiconque était surpris en prenant, sans l'avoir payé, était frappé d'une amende de trois livres. Les bois tombés dans les forêts seigneuriales par suite de vent ou d'orages se vendaient au profit du seigneur; celui des forêts communales appartenait à la communauté qui pouvait en disposer comme elle le voulait.

La deuxième partie de l'ordonnance s'occupe de la chasse et de la répression du braconnage; en la lisant, on est véritablement étonné de l'extraordinaire rigueur avec laquelle étaient punis les plus légers délits de chasse. C'est comme un retour aux cruautés du Moyen-âge; le droit de chasse seigneurial était un véritable fléau pour les paysans. Leurs récoltes étaient souvent ravagées par le gibier sans qu'ils aient le droit de le tuer; eux-mêmes étaient souvent réquisitionnés pour des battues, et chacun d'eux devait entretenir tout l'année un chien de chasse pour le prince ⁽²⁾.

L'ordonnance frappait des plus rigoureusement « les tireurs de venaison »; on croit rêver en lisant les peines qu'elle édictait en matière de braconnage.

Pour la première contravention, le délinquant était condamné à un mois de prison et frappé d'une forte amende; on lui demandait de dénoncer ses complices; s'il refusait, il était

(1) *Archives Nationales*. K. 2091.

(2) Ce droit s'appelait le droit de gîte aux chiens. La plupart des villages s'en étaient rachetés moyennant le paiement d'une redevance annuelle.

immédiatement mis à la question. En cas de récidive, les peines étaient incroyablement sévères : « iceluy devra être puni et châtié par nos officiers du lieu où il aura délinqué, en lui faisant mettre et fermer au col, en présence de nos forestiers d'illec, à exemple et horreur d'autres la nouvelle corne de cerf faite de fer et délivrée à nos forestiers et officiers d'une chacune seigneurie, afin que les larrons de venaison puissent être reconnus devant les autres » ; si le malheureux venait à ôter ce collier qui devenait à la longue une épouvantable torture, il était condamné à mort, « immédiatement et sans rémission il aura perdu la teste ». La chasse aux oiseaux sauvages était de même formellement interdite, et nous trouvons de nombreuses ordonnances défendant de porter des arquebuses à travers champs ⁽¹⁾.

Cette législation forestière, si rigoureuse, fut des plus impopulaires ; elle suscita de nombreuses réclamations, mais ne fut modifiée qu'à la veille de la Révolution, en 1779 ⁽²⁾. La nouvelle ordonnance introduisait dans le régime des améliorations importantes. La question fut officiellement supprimée, mais en fait, elle l'était depuis longtemps ; le délit de chasse était puni d'une amende de cinquante francs, mais en cas de récidive, le châtiment était arbitraire ; celui qui vendait ou faisait vendre à l'étranger du gibier tué dans le pays, était condamné à un mois de prison et au bannissement en cas de récidive. Si « étant surpris dans la forêt, il usait de voies de fait contre les gens de la forêtierie, il sera appréhendé et réduit dans nos prisons pour être poursuivi criminellement et condamné à une peine afflictive, et même à celle de mort, suivant les circonstances du crime ». Les peines étaient donc encore très sévères.

En 1789, Charles-Eugène qui gouvernait alors, en qualité de statthouder, la principauté de Montbéliard, inquiété par les progrès de la Révolution qui triomphait en France et craignant pour lui-même, passa d'un extrême à l'autre et donna toute licence à ses sujets pour chasser le gibier qui dévastait les campagnes. Mais il y eut des excès commis, et, en 1790, une nou-règlementation restreignit ce droit à la chasse des bêtes nuisibles.

(1) *Archives Nationales*. K. 4912.

(2) *Archives Nationales*. K. 4913.

En outre, dès le début du XVIII^e siècle, nous voyons accorder des permis de chasse ⁽¹⁾, dont la durée était de six années; ils étaient délivrés par le grand forestier à ceux qui en faisaient la demande; le prix en était de vingt-quatre livres par an.

Moyennant le paiement de ce droit, on pouvait chasser dans tout le comté de Montbéliard, sauf dans le district de Dampierre réservé au président du Conseil de Régence; ce permis était tout à fait personnel, et il était interdit de faire chasser par ses domestiques; la chasse aux biches, lièvres et perdrix était défendue, du premier avril au quinze août, sous peine d'amende. Le gibier, tué sur le territoire, ne devait jamais être transporté au dehors, sous peine de cinquante livres d'amende.

Un personnel assez nombreux était affecté à la garde des forêts seigneuriales.

A la tête, se trouvait le grand forestier, appelé anciennement le grand gruyer; c'était le conservateur des forêts domaniales, de la chasse et de la pêche; il avait sous ses ordres des forestiers et valets forestiers. Deux fois par an, il faisait la visite des forestiers et fournissait au Conseil de Régence un rapport détaillé sur l'état dans lequel il avait trouvé les bois; il surveillait et commandait les forestiers et valets forestiers; il assistait aux ventes de bois et à l'amodiation des droits de chasse. Il indiquait au Conseil les réformes et les améliorations qu'il croyait utile d'apporter dans l'administration forestière.

Les forestiers et valets forestiers étaient chargés de veiller à la conservation des forêts du prince et de dresser des procès-verbaux en cas de contravention; il leur était interdit de porter un fusil; ils étaient armés d'un pistolet; dans leurs fonctions rentrait encore la surveillance des rivières et des étangs.

Enfin, au XVIII^e siècle, on créa un inspecteur des forêts dont le rôle était de seconder le grand maître forestier.

(1) *Archives nationales*, K. 1913.

CHAPITRE V

Les institutions militaires.

SECTION I

La milice bourgeoise.

L'institution de la milice bourgeoise est des plus anciennes ; elle remonte à l'origine même des franchises ; de tous temps, Montbéliard eut une petite armée pour se défendre contre les attaques toujours possibles. La ville, par sa position même dans la trouée de Belfort, au centre du passage qui s'ouvre entre les Vosges et le Jura, devait être l'objectif de tous ceux qui voulaient envahir la France par l'Est. Le colonel Beurnier dit à ce sujet ⁽¹⁾ :

« Sa situation, entre deux chaînes de montagnes autrefois couvertes d'épaisses forêts que la civilisation moderne a fait en partie disparaître en y perçant des communications, les nombreuses rivières qui l'arrosent sur les deux versants de l'Océan et de la Méditerranée, sa situation limitrophe entre deux pays de langue et d'origine complètement différentes, ont dû faire considérer ce pays à toutes les époques comme un point essentiellement militaire. »

Aussi, de bonne heure, Montbéliard avait il été pourvu d'importantes fortifications.

La milice bourgeoise eut souvent l'occasion de combattre ;

(1) Beurnier. *Société d'Emulation de Montbéliard*. 1893, p. 308.

c'est ainsi qu'en 1638, une troupe de quinze cents Francs-Comtois étant venue couper les blés en herbe aux environs de Montbéliard, les bourgeois, unis à la garnison étrangère entretenue par les princes, s'avancèrent à sa rencontre, et après une lutte acharnée, la forcèrent à se retirer ⁽¹⁾.

En 1640, les Francs-Comtois avaient pris et pillé Grandvillars; les bourgeois de Montbéliard sous le commandement de leur chef, le bandelier, les attaquèrent vigoureusement près du village de Mandeuze; ils les battirent à plate couture en leur reprenant leurs prisonniers et le butin qu'ils emmenaient.

Mais revenons-en au début; la charte de 1283 avait spécifié que les bourgeois devaient contribuer à la défense de la ville, le cas échéant; les bourgeois forains étaient obligés de revenir à Montbéliard quinze jours après la déclaration de guerre et y rester tant que celle-ci durerait; tous étaient astreints à un service de garde et de patrouille ⁽²⁾.

La charte ne donne pas d'autres détails sur l'organisation de cette milice; mais des documents postérieurs nous fournissent des renseignements plus précis. De très bonne heure, on imposa aux bourgeois et aux habitants des « montres d'armes » ⁽³⁾; la cérémonie se faisait de la façon suivante :

Les bourgeois et habitants, convoqués à l'avance, se rendaient devant le grand pont, conduits par le maire et les neuf bourgeois, accompagnés du greffier de la mairie. Celui-ci devait tenir deux rôles des hommes en état de porter les armes; il en remettait un au président du Conseil de Régence, l'autre aux neuf bourgeois. Le greffier du Conseil faisait l'appel et prenait note des manquants; le procureur général y assistait.

Le président du Conseil de Régence, après avoir examiné la qualité, la taille et l'âge des hommes présents, leur disait quelles armes chacun devrait porter.

(1) De Résener. *Histoire*.

(2) « Après se einsi estoit que li borgoys de Montbéliart haoussent guerre, cil qui sunt ou saroient borgois de Montbéliart, demorant fuer de la vile, doivent faire résidence à Montbéliard deanz la quinzenne, après ceu que la guerre saroit comencé, et demorer tant come la guerre durerait, à la volonté des diz neuf borgois esleiz, et i doit vaitier et achagaitier lour vile et metre et paier vaites et archavaites, per l'escort des diz neuf borgois. Et doivent fermer les bors de ladite vile, et maintenir les murs, à regard des diz neuf borgois. » Tuetey. *Loc. cit.*, p. 238.

(3) *Archives Nationales*. K. 2214,

On n'annonçait pas longtemps à l'avance ces réunions par peur des espions ; on craignait que ceux-ci ne pussent découvrir « le nombre des personnes en force des lieux » ; les militaires n'étaient prévenus que peu avant la cérémonie.

Le Conseil ordonnait au maire de signifier aux neuf bourgeois qu'ils eussent à avertir les bourgeois et habitants de se tenir prêts pour le jour qui leur serait signifié ; on n'en fixait la date exacte que deux ou trois jours à l'avance ; la revue terminée, le prince faisait remettre à tous une certaine somme pour banqueter.

Les montres d'armes des sujets du comté se faisaient aussi devant le grand-pont ; les hommes y étaient amenés par le prévôt et par les cinq juges et l'appel se faisait suivant un cérémonial identique ; quelquefois ces revues avaient lieu dans le village même ; le prévôt, assisté du greffier, était alors chargé de l'appel.

Organisation. — L'effectif de la milice bourgeoise varia beaucoup avec le temps. En 1486, on comptait 233 individus en état de porter les armes ; en 1491, leur nombre s'élevait à 259, et en 1504, à 272 ; enfin, à la veille de la Révolution, la milice bourgeoise, considérablement augmentée, comprenait environ 400 hommes. Au début, elle n'était composée que d'infanterie, mais bientôt nous voyons instituer une compagnie de cavalerie. Outre le rôle de défense générale qui leur incombait comme membres de la milice, les cavaliers bourgeois étaient chargés de faire des patrouilles dans le comté, même en temps de paix, pour assurer la sécurité des routes.

Au commencement, la milice bourgeoise semble avoir été divisée en deux compagnies ; celle des arquebusiers et celle des arbalétriers ; au XVII^e siècle, l'effectif ayant été augmenté dans des proportions considérables, l'armée municipale comprenait quatre compagnies commandées chacune par un capitaine, un lieutenant et un enseigne ; ces officiers étaient nommés par le Magistrat parmi les bourgeois de la ville ; ils étaient ensuite confirmés par le Conseil de Régence.

A la tête de la milice était le bandelier choisi et nommé par le Conseil de Régence ; c'est à lui que revenait l'honneur de

(1) V. Notaux. *Archives de Montbéliard*.

porter la bannière de la ville, sur laquelle étaient brodées les armes de la commune, « de gueules à la croix d'argent, chargée d'une étoile d'azur en abîme ». La charge de bandelier semble avoir été héréditaire ; cet officier n'avait pas de traitement, mais il était exempt de toutes les charges imposées par le Magistrat.

Cette organisation subsista jusqu'en 1785 ; le 10 août 1785, il avait été question de réorganiser la garde bourgeoise ; le prince craignait alors une invasion de la part de la France et voulait que, le cas échéant, la milice fût en état de résister à une attaque ; pour lui donner une instruction rapide, il désirait en confier le commandement aux bourgeois qui avaient déjà servi dans les armées. Elle devait être composée de six divisions formant un bataillon.

Chaque division comprenait :

1 ancien maître-bourgeois en chef ou ancien notable.

5 ou 6 notables.

4 sergents.

4 caporaux.

1 tambour.

6 cavaliers « qui feraient le service de grenadiers ou de chasseurs à pieds (*sic*) quand il n'y aurait point de service à cheval. »

3 canonniers.

Le sixième des bourgeois, habitants et étrangers en état de porter les armes.

L'état-major du bataillon devait se composer des officiers suivants :

1 commandant de bataillon (le bandelier).

1 major de cavalerie.

1 major.

1 aide-major.

1 trompette.

Le commandant du bataillon était à la disposition du Magistrat ; il en transmettait les ordres aux officiers.

Ce plan fut jugé défectueux parce qu'il astreignait des vieillards au service et entraînait des dépenses trop fortes pour la ville. Il se forma alors deux compagnies de volontaires, l'une de grenadiers, l'autre de chasseurs ; les officiers étaient choisis par le Magistrat parmi les Notables ; l'instruction de chaque compagnie était confiée à un sergent français.

(1) V. Notaux. *Archives de Montbéliard*.

Un peu plus tard le Magistrat, jugeant que la milice n'était plus d'une utilité suffisante pour en justifier le maintien, demanda au prince l'autorisation de la supprimer; celui-ci voulut bien y consentir, mais à la condition que les bourgeois fourniraient la grand'garde; la ville fournit alors huit hommes par jour, et les soldats que le duc avait à sa solde occupèrent les portes de Saint-Pierre et de la Rouchotte, dont la garde avait de tout temps été réservée aux bourgeois; mais puisque le Magistrat lui-même avait demandé la suppression de la milice, le prince avait le droit, et même le devoir, de faire placer des postes aux endroits convenables.

La milice était assez exercée, et même pendant longtemps le tir fut obligatoire. Les bourgeois tiraient à la cible le dimanche devant le grand-pont; il existait, au commencement du XVII^e siècle, un règlement des sociétés de tir intitulé: « Ordre et règlement observé au trait de mousquet de la ville de Montbéliard » (1). Les tireurs devaient se rendre « au trait au plus tard à l'heure fixée, si ce n'est que pour cause légitime, ils n'en aient obtenu exemptions et à peine de payer pour chacun défaillant deux blancs au profit de ladite compagnie. » Les conditions dans lesquelles le tir devait s'effectuer étaient minutieusement réglées.

Il était défendu de « poser les armes que les règles ne soyent été lues ou sans permission expresse du capitaine ».

« De mettre la main aux armes d'autrui sans la permission de celui à qui elles sont, de charger les mousquets que proche de la loge où il doit amorcer, le tout à peine d'une amende de deux blancs.

« Celui qui tirera sans épée, faisant en cela despect aux armes, perdra son coup.

« Il ne sera permis à personne de troubler celui qui tirera à peine de deux gros au profit de la compagnie.

« Que nul n'aye à blâmer, injurier, ou quereller personne à peine d'être chastié par les officiers selon l'exigence du cas au regard de l'offense à ladite compagnie.

« Celui qui jurera ou blasphémara en traict ou non, sera tenu de mettre en la boîte des pauvres deux blancs, sans toucher

(1) *Archives de Belfort*. Série BB, N° 17, cité par Godard. *Société d'Emulation*. 1896, p. 309.

à la punition de blasphèmes qui pourront se proférer contre le saint nom de Dieu suivant les ordonnances de S. A. S. pour ce statuées. »

... « En cas que le capitaine fasse assembler lad. compagnie pour ce qui la concerne, tous seront obligés d'y comparoir, à peine de deux pots de vin, au profit de ladite compagnie, s'ils n'ont heu despense du cappitaine ou du lieutenant du traict ou qu'ils n'ayent encore légitime. »

Le capitaine faisait assembler la compagnie à l'hôtel-de-ville le jour de la Saint-Sébastien pour procéder à la nomination des officiers. Si ceux qui étaient élus ne voulaient pas accepter leurs charges, ils étaient condamnés à payer un quartal de vin au profit de la compagnie. Les tireurs devaient « porter l'honneur aux armes et obéir à leurs officiers; les délinquants étaient déferés au Magistrat « pour être chastiés selon le cas ».

Quant aux capitaines et officiers, ils faisaient respecter l'ordre et le règlement « afin que le but et l'intention de l'establisement du traict soit suivy, qui est de rendre tout et un chacun, des bourgeois capables du maniement des armes ». Ces compagnies de tir semblent avoir disparu au commencement du XVIII^e siècle; dans le projet de 1783 on en demandait le rétablissement.

C'est à peu près à cette date que parut un règlement très curieux concernant l'instruction militaire à donner à la milice bourgeoise ⁽¹⁾.

Les bourgeois devaient se rendre sur la place de l'hôtel-de-ville; ceux d'entre eux qui étaient possesseurs d'armes à feu se plaçaient à droite de la division; selon le rang de taille « parce que cela donne plus de mise à une troupe, les vieillards se plaçaient à la gauche et ne restaient qu'en cas d'attaque. »

« Lorsqu'une division devra se rendre au rendez-vous général, le chef commandera à droite ou à gauche, placera les sergents sur les ailes et les officiers à deux pas derrière les rangs, à une distance égale entre eux et l'étendue de la division. La division qui arrivera la première au rendez-vous, formera l'aile droite du bataillon.

On ne devra marcher que par le flanc aussi longtemps qu'on

(1) *Archives Nationales. K. 2214.*

n'aura pas adopté des principes pour la marche de front et qu'on ne sera pas suffisamment exercé.

Chaque homme portera, sur la poitrine, à gauche, un grand numéro de papier blanc au moyen de quoi chacun trouvera soi-même la place qu'il doit occuper dans la division.

Le chef préparera à l'avance les numéros et les fera attacher à chaque homme avec des épingles, à mesure qu'on les arrangera en ordre ; cet ordre, une fois établi, ne sera plus changé ; chaque homme conservera son numéro et le remplacera lui-même, s'il vient à le perdre ou à le déchirer, il le mettra sur la poitrine avant de se rendre à la division.

On fera savoir à chaque homme qu'en cas d'attaque de nuit, il doit porter en écharpe une serviette, de droite à gauche, ou un drap blanc, afin que si l'on avait des paysans à repousser, on ne soit pas trompé par la bizarrure de l'habillement ». Il était impossible qu'avec de telles instructions, la milice bourgeoise ne devint pas rapidement une armée d'élite !

Nous avons vu que, dans tous les villages, il était fait un recensement des hommes en état de porter des armes ; en cas d'alerte, ils devaient se rendre, sous la conduite de leur maire, au point indiqué ; les habitants de la campagne étaient astreints au tir comme ceux de la ville ; ce tir avait lieu pour les villages du comté dans quatorze communes qui servaient de centres à autant de compagnies.

C'étaient Abbévillers, Aibre, Allanoie, Audincourt, Bart, Bavans, Bethoncourt, Magny, Mandeure, Raynans, Sainte-Marie, Sochaux, Valentigney, Voujaucourt (¹).

L'uniforme de la milice, au XVIII^e siècle, était bleu avec parements et revers blancs. Les officiers portaient une pique et une écharpe jaune et noire, aux couleurs nationales du Wurtemberg. La cavalerie bourgeoise portait un costume rouge avec revers et parements en velours noir.

(1) V. Tuefferd. *Société d'Emulation*. Année 1864, p. 31.

SECTION II

Fortifications.

Montbéliard, point stratégique important, fut de tous temps fortifié; très simples au début, les fortifications se bornaient au château féodal et à l'enceinte de la ville. Au commencement du XV^e siècle, elles tombaient en ruines, alors que les circonstances les rendaient plus que jamais nécessaires. Pour y remédier, la comtesse Henriette accorda aux bourgeois, la jouissance du droit d'angal ⁽¹⁾, à charge par eux d'en employer exclusivement le produit à l'entretien des fortifications ⁽²⁾.

Au XVI^e siècle, les fortifications se composaient d'une forte muraille flanquée de tours, entourée de larges fossés. Le château féodal formait le nœud de la défense; bâti à pic sur un rocher très escarpé et défiant l'escalade, entouré d'eau de tous côtés, commandant tous les chemins d'accès, il constituait une forteresse à peu près imprenable. « On concevra, sans peine,

(1) L'angal était un impôt sur le vin qui se consommait dans la ville de Montbéliard. De l'allemand « ùm geld ».

(2) « Nous, Henryate, contesse de Virtemberg et de Montbéliard, faisons scavoir à tous... Nous louons, agréons, ratifions, confirmons et approuvons, et par ces présentes louons, agréons, ratifions, confirmons et approuvons, parmy ce que toutes et quantes fois que nosdits bourgeois et habitants dudit Montbéliard voudront avoir et ouïr compte desdits langals ce que doit faire chacun an une fois, réservons tenir et appeller et convoquer avec eux ung commis de par nous, pour ouïr, veoir et adviser que lesdites rentes et émollements desdits langals soient tournés et convertis, en la réparation et fortification de nostre dite ville, comme dit est, et cette confirmation faite par la manière que dessus... En tesmoignage de vérité, nous avons fait mettre nostre scel pendant en ces présentes, que furent faites, données en nostre chastel dudit Montbéliard, le vingtième jour de novembre, l'an de nostre Seigneur courant par mil quatre cent vingt et quatre, signé par Madame la comtesse Th. Pitoul, sans aucun scel pour avoir été arraché mal à propos par la guerre de Montbéliard. »

écrit le colonel Beurnier ⁽¹⁾, que cet ensemble d'ouvrages dont les vestiges peuvent encore se reconnaître sur tous les points, ait pu opposer une forte résistance, dans les temps où l'usage de l'artillerie n'avait pas encore fourni les puissants moyens de destruction employés de nos jours à l'attaque des places fortes, et où des armées presque toutes composées de cavalerie, avaient perdu la tradition des procédés ingénieux que les Romains employaient dans les opérations de ce genre. »

En 1506, le Fort Le Chat qui défendait la ville à l'est et qui était construit sur le prolongement du rocher du château, en fut isolé par une large coupure pratiquée dans la roche.

Enfin, la citadelle ou château de la Crotte, élevée sur la colline escarpée qui domine au nord Montbéliard, fut considérablement modifiée. Au lieu du simple donjon qui se dressait seul en 1483, on construisit une véritable forteresse bastionnée; elle fut seulement terminée en 1594 et armée de quinze pièces de canons; elle commandait toutes les routes aboutissant à Montbéliard. Enfin, en 1610, Montbéliard s'étant considérablement agrandi, on entoura la « neuve ville » d'une autre ligne de fortifications.

Ainsi fortifié, Montbéliard constituait une ville presque inexpugnable. En 1633, le duc de Lorraine, qui l'avait investi avec 15,000 hommes, dut se retirer après un siège d'un mois, à l'approche de l'armée du duc de La Force, sans avoir pu s'en emparer.

En 1675, la ville fut prise par surprise par le maréchal de Luxembourg; le duc de Lorraine, après s'être emparé de Philipsbourg, voulait entrer en Franche-Comté par la Haute-Alsace et occuper Montbéliard. Luxembourg, averti à temps de ce mouvement, résolut de l'empêcher en prenant possession de la ville qui constituait la clef du passage.

Le comte Georges, qui, au début de la guerre, avait enrôlé des soldats et armé des bourgeois et des paysans, n'avait pu faire face aux dépenses nécessitées par l'entretien de cette armée, et avait dû la licencier en grande partie.

Le 5 novembre, le maréchal de Luxembourg, à la tête d'un fort détachement de cavalerie, s'empara par surprise des avant-

(1) Beurnier. *Société d'Emulation*, t. 23. p. 340.

postes du front ouest ; cette opération ne lui coûta que quelques cavaliers tués par les canons de la citadelle.

Indigné de cette attaque, le comte Georges voulut se défendre énergiquement ; il fit rassembler les bourgeois en armes à l'hôtel-de-ville et les supplia de combattre ; ceux-ci lui répondirent qu'ils n'étaient pas en force pour résister à une attaque des troupes françaises ; s'ils arrivaient même à battre le corps de cavalerie du maréchal de Luxembourg, il leur était impossible de lutter avec avantage contre l'armée du Rhin qui, d'un moment à l'autre, pouvait venir renforcer les troupes d'investissement ; la résistance serait donc parfaitement inutile et n'aurait pour résultat certain que d'exposer la ville aux horreurs d'une prise d'assaut.

Le comte Georges se retira alors dans son château, mais les soldats qui en composaient la garnison refusèrent également de se défendre.

Outré de cette lâcheté, il se vit obligé d'aller trouver le maréchal de Luxembourg pour entamer les négociations. Celui-ci le reçut très poliment, lui demanda des nouvelles de sa famille, mais se garda bien de lui parler de l'affaire qui l'amenait. Il le reconduisit ainsi, avec ses officiers, jusqu'à la porte du grand-pont, donnant secrètement à quelques compagnies de grenadiers l'ordre de le suivre. Arrivé au pont, il fit signe à ses officiers ; leurs hommes se précipitèrent sur la garde et la désarmèrent. Les compagnies de grenadiers s'emparèrent immédiatement de tous les postes et prirent possession du château.

C'est ainsi que, fort héroïquement, le maréchal de Luxembourg s'empara de Montbéliard. Le comte Georges dut consentir à une capitulation ; aux termes de ce traité, la France garantissait aux habitants, le maintien de leurs franchises et de leurs libertés, et la conservation de leurs fortifications ; il les assurait aussi de la protection de Louis XIV. Pendant ce temps, on négociait la paix de Nimègue en prenant pour base le traité de Westphalie, aux termes duquel le comté de Montbéliard appartenait au Wurtemberg.

Le maréchal de Luxembourg, prévoyant que la France serait forcée d'abandonner Montbéliard, donna l'ordre, au mépris du

(1) V. Beurnier. Loc. citat.

traité de capitulation, d'en détruire les fortifications. Malgré l'avis contraire de Vauban, les murailles et les tours de la ville furent abattues, les forts du Chat et de la Crotte démolis et les fossés comblés; l'armée française emmena avec elle les cinquante canons qui constituaient l'armement de la place.

Le maréchal de Luxembourg avait donc agi avec la déloyauté la plus parfaite, et la prise de Montbéliard, due toute entière à la trahison, est loin d'être pour lui un titre de gloire.

La démolition des fortifications eut en outre, une influence désastreuse sur la ville qui, souffrit depuis, de nombreuses inondations, les eaux de la Luzine et de la Savoureuse ne trouvant plus, en cas de crue, des débouchés suffisants et n'étant pas retenues par les murailles.

Montbéliard n'eut plus à subir d'assaut; mais, quand l'ancienne principauté eut été réunie à la France, elle eut à subir de nombreuses invasions; son territoire fut un point fréquent de passage des armées ennemies.

De toutes ces anciennes fortifications, il ne subsiste plus que l'ancien château, d'ailleurs profondément remanié au XVIII^e siècle. Du vieux manoir féodal, deux tours restent seules, celle du nord ou tour bossue, construite par la comtesse Henriette, en 1424, celle du midi ou tour rouge, bâtie par le comte Frédéric, en 1572.

CHAPITRE VI

Les Institutions de Prévoyance.

Sous le nom général d'institutions de prévoyance, nous rangerons trois organisations bien distinctes : L'hôpital. — La mendicité et le secours aux pauvres. — La tutelle.

SECTION I

L'Hôpital.

La fondation de l'hôpital remonte à la fin du XIII^e siècle ; c'est exactement en 1269 ⁽¹⁾ que le comte Thierry III le créa ; il le fit bâtir, sur un des terrains qui lui appartenait et qui s'appelait Aiguillon. Sur sa demande, le pape Innocent V prit l'établissement sous sa protection, ainsi que l'Eglise qui y était construite. Au mois de juin, le même comte Thierry accorda aux pauvres de l'hôpital la jouissance de tous les fours de la

(1) « Je, Thierry, comte de Montbéliard, fais scavoir... que ai octroyé et donné quittement et franchement en aumône perpetuable à l'hôpital des pauvres que j'ay fondé, construit et amitié sur mon propre alin dessous Montbéliard, delet le prelat qu'on dit aiguillon et ou provaire que sert et chante à l'autel d'iceluy, même hôpital, tous les fours de Montbéliard en quelques lieux qu'ils fussent et les fruits et revenus de ces fours, feur le four de mon donjon lequel j'ai retenu pour mon pain cuire... » (*Livre des Franchises*, p. 28).

ville, excepté celui du Donjon qu'il se réservait pour son usage personnel ⁽¹⁾. L'administration de l'hôpital était alors confiée au doyen du chapitre de Montbéliard qui en percevait les revenus.

En 1450, Louis de Wurtemberg fit concession au Conseil des Neuf bourgeois de la régie et de l'administration de l'hôpital de la ville ⁽²⁾; depuis cette époque, le Magistrat l'administra sans le contrôle des princes; il ne devait « en rendre compte que devant Dieu ». Un receveur ou maître d'hôpital était institué pour gérer l'établissement au nom des Neuf.

SECTION II

La mendicité et les pauvres.

« Un trait qui frappe dans l'histoire de Montbéliard, dit M. John Viénot, c'est le respect, l'amour du peuple ». En effet, à Montbéliard, dès le XVI^e siècle, l'assistance aux pauvres est organisée de la façon la plus judicieuse et la plus intelligente. En 1564, les pasteurs, ayant remarqué la misère qui sévissait dans les campagnes, firent un rapport au Conseil de Régence lui demandant de prendre des mesures pour faire cesser cet état de choses. Le Conseil trouva un moyen des plus ingénieux dans ce qu'on appela la « boîte des pauvres »; ces boîtes devaient être instituées dans chaque paroisse; leurs ressources consistaient en certaines amendes qui leur étaient attribuées, surtout en matière ecclésiastique; en outre, les pasteurs invitaient les fidèles à y déposer leur obole en sortant du culte; ils en distribuaient eux-mêmes le contenu aux « vrais pauvres de chaque paroisse ». Chaque village devait ainsi pourvoir à l'entretien de ses pauvres « sans fouler les voisins ».

(1) Voir note, page précédente.

(2) *Livre des Franchises*, p. 30.

(3) John Viénot. *Loc. cit.*, p. 117.

Cette « boîte des pauvres » était destinée à soulager les misères et les infortunes accidentelles ou passagères. Mais il fallait aussi pourvoir aux détresses dûes à l'incapacité ou à la vieillesse. Les pasteurs s'adressaient alors au Conseil qui prenait les mesures qu'il jugeait convenables.

La mendicité était formellement interdite ; de très modestes fonctionnaires, appelés les « chasse-pauvres », étaient chargés d'expulser les indigents étrangers ; mais cette expulsion n'avait rien de brutal ; on distribuait aux malheureux quelques secours empruntés à la boîte des pauvres.

Cette organisation dura jusqu'au milieu du XVIII^e siècle ; mais elle n'était plus appliquée avec une énergie suffisante ; les mendiants étaient très nombreux dans la ville et commettaient toutes sortes d'exactions ; la population alarmée demandait des mesures énergiques. Le Conseil de Régence se résolut à agir, et le 22 septembre 1768, il rendait une ordonnance concernant la mendicité (1) :

Il interdit formellement la mendicité dans la principauté, et porte à six le nombre des chasse-pauvres ; ceux-ci ont pour mission de saisir les mendiants et de les conduire en prison. Les délinquants, pris pour la première fois, seront condamnés à vingt-quatre heures de prison, ils y seront soumis au régime du pain et de l'eau ; en cas de récidive, ils seront frappés d'un mois d'emprisonnement ou d'une peine arbitraire, s'ils sont étrangers ; quant aux bourgeois ou habitants, ils seront traduits devant le tribunal de la mairie qui doit les condamner « à être transférés à l'hôpital pour y travailler un certain temps, ou à telle peine arbitraire qui lui semblait bon. »

La même répression vigoureuse s'employait à l'égard des mendiants des villages ; s'ils n'obéissaient pas immédiatement à l'ordre d'expulsion qui leur était signifié, ils étaient arrêtés et conduits en prison, puis jugés comme vagabonds.

D'autres mesures étaient prises pour soulager les misères ; dans la ville, comme dans chaque village, une liste des pauvres devait être dressée par les pasteurs conjointement avec le Magistrat pour la ville et les membres du Consistoire pour les villages. Cette liste comprenait tous les gens que les infirmités

(1) Collection Duvernoy. 6.

ou l'âge mettaient hors d'état de gagner leur vie ; ils étaient divisés en quatre séries :

1^o Ceux qui n'avaient d'autre profession que de mendier et pouvaient encore travailler ;

2^o Ceux qui étaient hors d'état de gagner leur vie ;

3^o Les orphelins au-dessous de douze ans ;

4^o Ceux qui avaient besoin de secours, mais pouvaient encore travailler.

Le Conseil prescrivait de faire une liste exacte des dons et fondations pour les pauvres et de remettre le tout sur son bureau. Une commission, spécialement nommée à cet effet, était chargée de régler les aumônes et de chercher les moyens de soulager le plus efficacement les pauvres. Cette liste n'était pas définitive ; elle devait être révisée tous les trois mois sur les indications des anciens des églises. Des receveurs spéciaux étaient nommés par le Conseil pour la recette et la distribution des aumônes ; enfin il était formellement interdit aux bourgeois et aux aubergistes de donner asile aux mendiants, sous peine d'une amende de cent livres.

Cette ordonnance organisait très sérieusement la lutte contre la mendicité et l'assistance aux pauvres ; elle s'efforçait de soulager les infortunes et de calmer les souffrances ; le secours ainsi donné, étant anonyme, était moins humiliant ; le Conseil de Régence avait reconnu que les aumônes particulières n'étaient pas suffisantes, et que, dans tout état bien organisé, la communauté devait venir en aide aux malheureux, il faut que tous viennent au secours de tous. C'est un honneur pour le gouvernement de la principauté d'avoir compris qu'il était de son devoir d'instituer ce qu'on a appelé plus tard l'assistance publique.

SECTION III

La tutelle.

Les lois et ordonnances de la principauté, avaient organisé la tutelle sur des bases très solides ; il y avait deux sortes de tutelles : la tutelle testamentaire et la tutelle élective.

Si celui qui était décédé n'avait désigné aucun tuteur dans son testament, la nomination de celui-ci était de la compétence du Magistrat. Le traité amiable de 1537 s'exprime ainsi ⁽¹⁾ : « Et pour que dation de tuteurs est une dépendance de juridiction, nous permettons audit maire et neuf bourgeois de pouvoir donner tuteurs et curateurs aux pupilles des bourgeois, manants et habitants dudit Montbéliard qui seroient décédés « ab intestat ».

Les tuteurs et curateurs étaient élus ⁽²⁾ par le Magistrat, à la pluralité des voix ; aussitôt après leur élection, ils prêtaient serment entre les mains du procureur général. L'inventaire des biens laissés par le défunt, était dressé par un certain nombre de maîtres bourgeois commis par leurs collègues, en présence des plus proches parents des pupilles ; après cette opération, les biens étaient remis entre les mains des tuteurs. Ceux-ci en étaient responsables, et tous les ans devaient porter leurs comptes devant le procureur général ou tout autre officier désigné par le prince, les parents des pupilles et quelques membres du Magistrat. Le maire et les Neuf bourgeois avaient pour mission de veiller à ce que le tuteur ne fit que les frais et dépenses strictement nécessaires.

Mais le Magistrat n'élisait des tuteurs qu'autant que les bourgeois ou habitants n'en avaient pas désigné dans leur testament. Les tuteurs testamentaires avaient les mêmes droits que ceux qui étaient élus ; la prestation de serment et l'inventaire se faisaient au lieu de la publication du testament. Il fallait prévoir le cas où, pour une cause quelconque, la vente des biens des pupilles deviendrait nécessaire.

(1) *Livre des Franchises*, p. 47.

(2) Collection Duvernoy.

Les ordonnances distinguaient alors, suivant qu'il s'agissait de biens meubles ou immeubles ; dans le premier cas, la vente se faisait sous la présidence du procureur général ; il décidait seul de l'opportunité de l'opération ; mais pour les immeubles, le pouvoir de décision ne lui appartenait plus ; il en avertissait le Conseil de Régence qui n'autorisait la vente qu'en cas de nécessité absolue ⁽¹⁾.

Les pupilles étaient encore sous la protection du maire. Cette organisation dura presque jusqu'à la fin de l'ancien régime ; ce n'est qu'en 1771 que le duc Charles-Eugène rendit un édit réglant à nouveau la question de la tutelle ; il est probable qu'alors les anciennes ordonnances n'étaient plus appliquées et que des abus s'étaient produits. L'organisation créée était toute nouvelle ; une Chambre des tutelles était instituée dans le but de protéger les pupilles ⁽²⁾.

Cette Chambre était composée de deux membres du Conseil de Régence, du procureur général et du greffier ; elle avait la connaissance de toutes les affaires concernant les pupilles et recevait le serment des tuteurs. Ceux-ci étaient désormais obligés de tenir leurs comptes en double ; ils en remettaient un exemplaire à la Chambre des tutelles.

L'ordonnance faisait encore une autre innovation ; elle établissait une caisse pupillaire dans laquelle étaient déposés les deniers des pupilles après l'acquittement de toutes les dettes ; les tuteurs ne conservaient désormais que les intérêts des biens des mineurs.

Les formalités à accomplir, après le décès d'une personne qui laissait des enfants ou des héritiers mineurs, étaient minutieusement réglementées. Dans les trente-six heures qui suivaient la mort du père de famille, le maire faisait son rapport au greffier. L'élection des tuteurs n'était plus de la compétence du Magistrat ; elle était faite par la famille assemblée par les soins du greffier. Les tuteurs ainsi élus se présentaient devant le Conseil pour y prêter leur serment ordinaire.

Un délai de huit jours leur était ensuite accordé pour procéder « à la confection de l'inventaire, taxe de biens, vente des meubles et effets, et fonds. » Quand le prix des meubles n'excé-

(1) Collection Duvernoy.

(2) Archives Nationales, K. 4931.

dait pas deux cents livres , la vente se faisait par les soins du maire ; s'il dépassait cette somme, c'était le greffier qui en était chargé.

Quant à la vente des biens immeubles, elle ne pouvait se faire qu'avec l'approbation de la Chambre des tutelles ; si la valeur n'excédait pas cent livres , c'était le maire du lieu qui procédait à leur vente avec l'approbation des « conseillers tutélaires » ; dans le cas contraire , elle se faisait par les soins du procureur général. L'argent en provenant était immédiatement déposé à la caisse pupillaire.

Un an après l'inventaire, les tuteurs rendaient leurs comptes devant la Chambre des tutelles ; ensuite ils devaient les donner de trois mois en trois mois. Les excédents de recettes étaient déposés tous les ans dans la caisse pupillaire.

CHAPITRE VII

L'instruction publique.

La ville de Montbéliard a possédé de très bonne heure des écoles; elles existaient déjà au XIII^e siècle; des actes de 1260 et 1300 en font foi; elles étaient toutes ecclésiastiques et sous la direction du chapitre de Saint-Maimbœuf ⁽¹⁾; les maîtres étaient nommés pour une durée de trois ans; en 1300, la veille de l'Epiphanie, le doyen et le chapitre de l'église firent un règlement portant que les écoles ne seraient que pendant une année confiées au même maître; celui-ci devait jurer fidélité au doyen. Il était tenu de résider en ville et de desservir l'église collégiale; il lui était défendu de recevoir quoi que ce fût de ce que l'on donnait aux écoliers pour assister aux offices des morts.

Avec le temps, les écoles s'agrandirent un peu, mais elles ne se modifièrent guère, même lors de la Réforme. Il y en avait alors deux, l'une latine et l'autre française; elles se tenaient dans le même bâtiment; malgré la Réforme, elles gardèrent leur caractère confessionnel, mais les prêtres catholiques furent remplacés par des ministres protestants; au fond, les choses restèrent à peu près les mêmes.

En 1550, le duc Christophe publia un règlement scolaire ⁽²⁾; il ordonna de créer des écoles primaires dans toutes les petites localités et d'y adjoindre dans les villes, une école latine. Il instituait en outre un service d'inspecteurs; cette commission comprenait un conseiller de Régence, un maître-bourgeois, le surintendant ⁽³⁾ des églises et le ministre allemand; les inspec-

(1 & 2) V. Collection Duvernoy.

(3) Surintendant. C'était le premier pasteur, chef du consistoire de Montbéliard.

tions se faisaient une fois par mois ; les membres de la commission devaient veiller à ce que les parents envoyassent régulièrement leurs enfants à l'école.

Les maîtres étaient nommés par le Conseil de Régence qui avait la haute surveillance sur tout ce qui concernait l'instruction.

L'ordonnance du duc Christophe ⁽¹⁾ s'étend assez longuement sur la discipline et sur les moyens de la faire respecter. Elle constate que l'enseignement est « une tâche très difficile » et qu'il doit être donné « par un homme d'une singulière industrie et de grand labeur » ; elle recommande ensuite au maître d'agir par la douceur et de ne pas injurier « désordonnement » les élèves. Elle lui interdit formellement « de battre par la teste, de bailler des soufflets au visage, de tirer ou tordre les oreilles, d'égratigner ». Mais il lui était permis de se servir de la verge dans les cas graves.

L'instruction était obligatoire ; si les parents n'envoyaient pas régulièrement leurs enfants à l'école, le maître les avertissait ; si ceux-ci ne tenaient pas compte de ses conseils, il faisait un rapport au Magistrat et à la Commission des écoles. Le duc essayait de montrer aux maîtres l'importance et la grandeur de leur rôle. Ils ne devaient pas se croire « commis sur les enfants comme les bergiers sur les porcs et autres bestes, mais qu'ils en ont la charge comme d'un trésor céleste, lequel ils doyyent garder avec grand soin et en grande diligence » ⁽²⁾.

L'ordonnance créait en outre un service de bourses et de demi-bourses ; elles étaient réservées aux futurs pasteurs et s'appelaient des stipends (du latin *stipendium*). Elles semblent avoir existé dès le milieu du XVI^e siècle, mais elles ne furent réellement accordées qu'en 1537. En 1586, le nombre des stipendiaires fut fixé à six ; chacun recevait pour gages un bichot de froment avec la somme de dix-huit livres, payables par le receveur du chapitre.

Il y avait aussi des demi-boursiers ou expectants ; ils étaient au nombre de quatre et touchaient chacun six quartes de froment avec quatre livres seize sols par an ; la plupart des expectants devenaient stipendiaires. Les boursiers s'engageaient à

(1) Collection Duvernoy. Besançon

(2) Godard. *Histoire du Gymnase*. Société d'Emulation de Montbéliard. 1893.

rembourser leurs frais d'études s'ils abandonnaient la théologie. Le duc pouvait faire remise de cette restitution.

Le plan d'étude resta jusqu'au XVII^e siècle tel que l'avait proposé le duc Christophe ; les princes qui lui succédèrent concurrent en outre le projet ambitieux de fonder à Montbéliard une véritable université.

En 1598, le comte Frédéric acheta plusieurs immeubles pour l'emplacement de l'université ⁽¹⁾ ; en 1604, on en commença la construction ; un plan d'études fut créé. La guerre de Trente ans fit momentanément sombrer les grands projets du comte. Son idée fut reprise par ses successeurs ; le comte Georges décida en 1664 la création d'un grand collège. En 1671, cet établissement prit le nom d'université. Celle-ci ne dura que six ans, jusqu'en 1677. A cette époque, Louis XIV qui s'était emparé de Montbéliard, fit chasser le personnel enseignant et le remplaça par deux capucins. La paix de Ryswick obligea la France à restituer Montbéliard au Wurtemberg ; mais sous le règne du trop fameux duc Léopold-Eberhard, l'école tomba de nouveau ; ses successeurs, Eberhard-Louis et Charles-Alexandre, relevèrent les études et réorganisèrent l'école latine sous le nom de gymnase,

Le duc Eberhard-Louis s'occupa beaucoup de l'instruction ; il publia, le 30 août 1724, son « Supplément à l'ordonnance ecclésiastique de 1559 ». Il insiste particulièrement sur l'importance de l'instruction religieuse ; celle-ci doit être très poussée, et l'étude de la Bible forme une des matières capitales du programme ; les sciences n'y avaient qu'une place tout à fait secondaire. L'ordonnance réduit ensuite le nombre des stipendiaires et expectants de près de moitié ; elle s'occupe du rôle des « visiteurs » ; la discipline, l'éducation et les mœurs des écoliers seront sous leur contrôle.

En 1733, une nouvelle ordonnance ⁽²⁾ vint réglementer les écoles ; comme les précédentes, elle s'étend longuement sur les devoirs des maîtres. Les classes auront lieu en été depuis la Saint-Georges jusqu'à la Saint-Martin, de sept heures à dix heures du matin et de midi à trois heures ; l'hiver, de huit heures à onze heures et de midi à trois heures.

« Le précepteur emploiera soigneusement ces heures-là à

(1) Il ne subsiste plus que la partie nord de ces bâtiments ; les ailes ouest et sud ayant été démolies lors de la construction de l'église catholique en 1859.

(2) Collection Duvernoy.

l'instruction de la jeunesse, ayant soin de l'exercer autant qu'il le pourra dans le chant des psaumes et des cantiques, comme aussi de joindre à la lecture de chaque chapitre ⁽¹⁾, une brève explication de son contenu. »

L'ordonnance parle ensuite des moyens de répression qui pourront être employés pour forcer au travail les élèves paresseux ou indisciplinés.

« Pour l'usage de la discipline et correction chez les enfants, il ne lui est ni convenable ni permis de se servir de bâtons ou baguettes pour les en frapper, ni de la main, soit pour leur donner des coups de poings ou soufflets, bien moins encore de leur donner des coups de pieds, mais il pourra se servir uniquement pour cela d'une verge, soit pour les châtier sur les mains, soit pour leur donner le fouet. » ⁽²⁾.

L'ordonnance s'occupe encore des enfants ; elle leur recommande la propreté et l'exactitude, leur interdit de se présenter à l'école « avec un visage et des mains sales ou une tête mal peignée, à défaut de quoi ou d'excuses légitimes, ils seront châtiés ou reculés dans leur ordre de promotion ».

Nous avons déjà vu que dès l'introduction de la Réforme, l'instruction était devenue obligatoire ; l'ordonnance de 1733 précise exactement le caractère et la nature de cette obligation. Tout enfant, parvenu à l'âge de six ou sept ans, doit fréquenter les écoles ; les parents sont obligés de les y envoyer ; les élèves ne pourront être retirés de l'école avant la fin de leurs études ou sans l'autorisation des visiteurs ou du Conseil ecclésiastique.

L'instruction était obligatoire, et chose plus rare encore, elle était gratuite, du moins pour les indigents ; quant à ceux qui pouvaient payer, ils versaient une très légère redevance.

Chaque enfant donnait, à l'entrée de l'hiver, quarante sols pour le chauffage de l'école ; quant à ceux qui ne pouvaient pas les donner, ils étaient tenus d'apporter chaque matin « une bonne bûche de bois ». En outre, chaque élève devait fournir deux balais par an ou deux paquets de bois de genièvre ⁽¹⁾.

C'était peu ; on peut donc dire que l'instruction était gratuite ; c'est un grand honneur pour le gouvernement du Wurtemberg que de l'avoir instituée.

Les vacances étaient très nombreuses ; en 1733, elles atteignaient le chiffre de 233 jours par an, ainsi répartis :

(1) Il s'agit ici de la Bible.

(2) Collection Duvernoy, Besançon.

Dimanches, jeudis après midi et samedis en entier	156
Moissons et vendanges	42
Pâques	8
Noël	6
Saint-Jean	12
Foires	4
Divers	7
	235

Cela faisait donc 235 jours de vacances, il ne restait que 130 jours de travail; ce n'était vraiment pas excessif, et les élèves du gymnase n'avaient pas à se plaindre.

A la fin du XVIII^e siècle, les écoles prospéraient; elles ne comptaient pas moins de 418 élèves, parmi lesquels 233 garçons et 163 filles. La population de la ville était d'alors environ 4000 habitants.

Les écoles de filles existaient depuis 1680. Enfin, à côté de celles-ci il y avait un certain nombre d'écoles particulières; en 1384, elles avaient été momentanément supprimées; cette prohibition ne dura pas, et au XVIII^e siècle, les écoles privées étaient assez nombreuses.

La France s'empara de Montbéliard en octobre 1793, et au mois de mai 1794, elle supprima le gymnase; il est vrai qu'elle y rétablit bientôt l'instruction, mais la ville y perdit beaucoup; dans les nouvelles écoles révolutionnaires, les élèves ne recevaient pas une instruction aussi complète que dans l'ancien gymnase; les bourgeois purent le regretter. Le gouvernement de la Révolution ne se montra pas sous ce rapport à la hauteur des princes de Wurtemberg.

CHAPITRE VIII

Les Finances.

Nous avons maintenant à nous occuper de l'administration financière de la principauté. Cette étude étant très complexe, nous la diviserons en deux parties distinctes ; nous nous occuperons d'abord des droits et revenus du prince, puis des droits et revenus de la ville.

SECTION I

Revenus et charges du Prince.

Revenus. — Les revenus du prince de Montbéliard étaient assez importants au XVIII^e siècle, ils s'élevaient à 267,503 livres. Ils ont quatre sources différentes :

- 1^o Revenus domaniaux ;
- 2^o Banalités ;
- 3^o Impôts proprement dits ;
- 4^o Autres revenus de nature spéciale.

Revenus domaniaux. — Ils comprenaient :

1^o Les revenus des fermes et bâtiments appartenant à la seigneurie. Celle-ci généralement ne les exploitait pas elle-même, mais les louait à des fermiers. Il faut y ajouter la location des petites boutiques situées devant les Halles, des magasins qui leur faisaient suite et de la maison de pesage, le prix de l'adjudication des moulins et le cens des vignes de la Chaux,

le revenu que le prince se faisait en permettant d'ouvrir des fenêtres dans les fortifications de la ville et d'occuper le terrain situé immédiatement derrière celles-ci.

2° Les revenus des mines; le terrain de la principauté renfermait d'importants gisements de fer, de houille et de sel.

La première houillère exploitée dans le pays de Montbéliard fut découverte en 1589 dans la montagne d'Offemont non loin du village qui porte ce nom; mais la houille extraite était de qualité très inférieure; on ne l'employait pas pour le chauffage, mais on s'en servait seulement dans l'exploitation de la saline de Saulnot pour diminuer la consommation du bois; on a cessé d'ailleurs de l'exploiter. Les mines de fer abondaient aussi dans la région; enfin les salines de Saulnot étaient assez importantes pour suffire à la consommation du comté. Le prince Frédéric espérait également trouver des mines d'argent; mais de nombreuses fouilles exécutées sur son ordre, près du village de Dampjoux, ne donnèrent aucun résultat. Toutes les mines et carrières appartenaient aux princes et étaient leur propriété particulière; ces gisements aujourd'hui sont complètement abandonnés, le minerai étant de qualité trop inférieure pour pouvoir seulement couvrir les frais de l'exploitation.

3° Les tuileries étaient encore un monopole appartenant aux princes.

4° Quant aux rivières et étangs, ils faisaient tous partie du domaine du seigneur, le droit de pêche lui était réservé et ses gardes forestiers étaient chargés de faire respecter ses privilèges et de dresser des contraventions contre les délinquants. Il y avait pourtant quelques exceptions et les bourgeois et habitants pouvaient pêcher dans certaines rivières. C'est ainsi que le 18 juin 1721, le duc Léopold-Eberhard leur accorda droit de pêche dans la « Rigole » (2).

(1) Ce droit disparut naturellement après la démolition des fortifications par le maréchal de Luxembourg.

(2) Léopold-Eberhard, par la grâce de Dieu, duc de Wirtemberg et Teck, comte de Montbéliard, seigneur de Heidenheim... à tous présents et à venir, salut! Les preuves solides que la bourgeoisie de notre bonne ville de Montbéliard nous a données en différentes occasions et la fidélité qu'elle nous doit, nous faisant croire qu'elle nous la continuera et à notre famille dans la suite avec toute la soumission due par de bons et fidèles sujets à leur prince naturel, et nous portant à faire connaître à ladite bourgeoisie par des

5° Le droit de chasse constituait pour le prince un revenu très important, car les forêts du comté étaient très giboyeuses ; en étudiant les ordonnances forestières , nous avons vu avec quelle extraordinaire rigueur le prince faisait défendre son droit, comme un des derniers vestiges de son ancienne puissance féodale.

Enfin on peut encore comprendre , parmi les revenus domaniaux, ce qu'on appelait les « grosses rentes » ⁽¹⁾ ; on rangeait sous ce nom, des droits de natures assez diverses :

1° Les droits de rouage et de péage perçus à l'entrée du pont de Montbéliard ; les chariots payaient six sols, les charrettes deux sols, les chevaux chargés un sol et demi.

2° Des droits étaient perçus à l'entrée de certaines marchandises aux portes de la ville : draps, serges, toiles, ustensiles et ouvrages de bois, poterie et vaisselle de terre, quincaillerie et ferraille ; quand ces objets devaient être mis en vente dans la ville, la taxe d'importation était doublée.

3° Les juifs qui pénétraient dans la principauté devaient payer un droit d'entrée fixé à six sols et huit deniers.

Les grosses rentes étaient généralement amodiées ; au XVIII^e siècle, elles étaient adjudgées au prix de 1250 francs ⁽²⁾. L'adjudication se faisait par les soins du receveur de la seigneurie ; celui-ci devait en publier les conditions au moins quinze jours d'avance, pour les grosses rentes ordinaires, et trois mois à l'avance pour l'adjudication du péage du pont de Voujaucourt.

effets qui répondent à leurs bonnes intentions, la satisfaction très gracieuse que nous en avons ; à ces causes et autres à ce nous mouvantes , de notre propre mouvement, grâce spéciale et autorité de prince dont Dieu nous a revêtu avons ordonné et statué, ordonnons, statuons, voulons pour nous et nos héritiers et successeurs et nous plaît.

Premièrement qu'à l'avenir à commencer dès la date des présentes et à perpétuité, la bourgeoisie de notre ville de Montbéliard jouisse de la pêche de la rivière dite la Rigole, commenceant depuis la première borne de la ville joignant le finage de Bethoncourt jusqu'à la seconde voûte du grand-pont, et depuis le pont de la porte Saint-Pierre jusqu'à la seconde voûte dans les fossés de la ville ». *Livre des Franchises*, p. 76.

Cette concession avait déjà été faite par Léopold-Eberhard, dans le but de s'attirer les faveurs de la bourgeoisie, car, depuis qu'il avait rompu toutes relations avec la maison de Wurtemberg, sa situation était dangereuse.

(1) *Archives Nationales*. K. 2203.

(2) Duvernoy. *Société d'Emulation*. 1891, p. 275.

A moins d'autorisation spéciale du Conseil, les grosses rentes ne pouvaient jamais être adjugées à un prix inférieur à celui de l'année précédente, et seulement en cas de guerre ou « d'autres calamités publiques » ; les fermiers étaient tenus de fournir de bonnes cautions.

Banalités. — Elles constituaient une seconde et non moins importante catégorie des revenus du seigneur ; elles étaient au nombre de trois ; la banalité des fours, celle des forges, et celle des moulins ; on pourrait peut-être y ajouter le droit de banvin quoique ce ne fût pas une banalité proprement dite.

« Les banalités, dit M. Esmein ⁽¹⁾, étaient des monopoles profitables, établis au profit du seigneur ; leur nom venait de ce que les seigneurs les avaient créées en édictant la défense de se servir ou de s'approvisionner ailleurs, par un règlement ou ban seigneurial. »

Nous en trouvons une autre définition dans un « Dictionnaire de Droit » publié en 1717 par M^e X..., avocat au Parlement ⁽²⁾.

« Banalité est le droit qu'ont les seigneurs d'obliger les habitants de leur seigneurie de cuire, moudre et pressoirer, à leur four, moulin, ou pressoir lorsqu'ils sont en état ; car s'ils sont détruits, et que pendant vingt-quatre heures ils ne puissent servir, il est permis d'aller ailleurs. »

La banalité des fours est la plus ancienne et la plus connue ; elle a existé dans tous les pays ; il était défendu aux paysans et habitants de faire cuire leur pain ailleurs que dans le four seigneurial ; la taxe à payer était assez forte.

Nous avons vu qu'en 1290, le comte Thierry II avait donné à l'hôpital de Montbéliard les revenus et la jouissance de tous les fours banaux de la ville, sauf celui du donjon qu'il s'était réservé pour son usage personnel. Mais l'obligation n'en restait pas moins aux bourgeois de faire cuire leur pain dans les fours communs, seulement les revenus étaient attribués, non au seigneur, mais à l'hôpital. Il ne semble pas que cette libéralité ait duré bien longtemps ; le comte de Montbéliard dut reprendre à son profit les fours banaux ; car, de bonne heure nous voyons

(1) Esmein. *Histoire du Droit*, p. 270.

(2) *Nouveau Dictionnaire civil et canonique de droit et de pratique*, par M^e X..., avocat au Parlement. Paris. 1715, p. 131.

une convention signée entre lui et la bourgeoisie ; aux termes de ce traité, la banalité des fours fut convertie en une redevance annuelle appelée « la quarte des fours ⁽¹⁾, et due au seigneur. C'était une redevance personnelle, puisque les sujets l'avaient promis pour avoir la liberté de cuire leur pain où bon leur semblait, au lieu de le cuire dans les fours de la seigneurie.

Cette nouvelle réglementation s'appliquait seulement à la ville ; dans les villages de la principauté, les fours banaux fonctionnaient toujours au profit du prince ; les paysans étaient tenus d'y faire cuire leur pain. La banalité des fours était une des obligations auxquelles le peuple se soumettait le moins facilement, car elle avait pour conséquence de faire renchérir, dans de singulières proportions, un aliment de première nécessité ; ce fut souvent une cause de révoltes populaires.

La banalité du fer était spéciale au pays de Montbéliard ; la seigneurie avait ses forges particulières où les habitants étaient obligés de s'approvisionner de fer ; en cas de contravention, non seulement le fer acheté était confisqué, mais encore le délinquant était frappé d'une forte amende. Ces forges seigneuriales étaient au nombre de deux ⁽²⁾.

La plus ancienne avait été fondée au XVI^e siècle par les princes, à Chagey, petit village au nord est de Montbéliard, et dépendant de la seigneurie d'Héricourt. Ceux-ci l'affermèrent.

La forge d'Audincourt fut créée un peu plus tard, vers 1616, par le fermier de celle de Chagey ; en 1628, elle fut acquise par le domaine qui l'affirma immédiatement ; c'est de cette époque que date la banalité du fer. Toutes les mines du comté avaient été concédées gratuitement aux fermiers ; et tous les ans, plusieurs milliers de mesures de bois leur étaient fournies à un prix inférieur aux prix ordinaires. Les deux forges étaient louées ensemble vingt-cinq mille livres par an. Leur prospérité augmentait de jour en jour. En 1764, on leur adjoint une manufacture de fer blanc ; les affaires augmentèrent encore et à la veille de la Révolution, le prix annuel de location des forges atteignait trente six mille livres tournois.

(1) *Archives Nationales*. K. 2224.

(2) id. K. 2081.

(3) id. K. 1912.

C'était donc là une somme de revenus importants pour le seigneur, et nous voyons très souvent des arrêts du Conseil intervenir pour défendre aux bourgeois et habitants de s'approvisionner de fer ailleurs que dans les forges banales. Un décret du Conseil de Régence, en date du 3 juillet 1727, leur permet d'acheter du fer où bon leur semblera si la demande est inférieure à cinq cents livres; dans le cas contraire, ils devront se fournir dans les magasins de la banalité. Les délinquants étaient frappés d'une amende de cent livres, dont le tiers revenait au dénonciateur, on espérait assurer ainsi une répression énergique de la fraude.

La banalité des moulins est presque aussi ancienne que celle des fours; seuls les bourgeois en étaient affranchis; mais les habitants et paysans devaient faire moudre leurs grains dans les moulins seigneuriaux; ce droit était affermé; si les meuniers concessionnaires ne pouvaient pas moudre dans les vingt-quatre heures le blé apporté, ils étaient déchus de leur monopole. La banalité des moulins fut levée par une ordonnance du duc Charles-Eugène, en date du 23 avril 1774 ⁽¹⁾.

Quant au droit de banvin ⁽²⁾, c'était un droit par lequel le seigneur se réservait pendant un certain temps, après la récolte, le droit exclusif de vendre du vin dans son territoire; cette période, à Montbéliard, était de six semaines, mais l'interdiction était levée pendant les jours de foire et de marché ⁽³⁾.

Les vignes appartenant au domaine du prince étaient assez importantes; des garde-vignes assermentés étaient établis pour les surveiller. L'époque à laquelle on pouvait faire la vendange était fixée par un décret du Conseil. Il était défendu aux propriétaires de récolter leur raisin avant cette date.

« Des visiteurs experts » ⁽⁴⁾ étaient nommés pour l'inspection des vignes; ils dénonçaient au prévôt les négligences qu'ils avaient découvertes; s'ils reconnaissaient qu'un vigneron était

(1) *Archives Nationales*. K. 2988 et 2094.

(2) « Ban à vin est le droit que quelques seigneurs ont de vendre leur vin à l'exclusion des habitants qui sont dans leur territoire; lequel droit n'est que pour quarante jours pendant lesquels ils doivent faire diligence pour vendre celui de leur cru ». *Dictionnaire de Droit*, p. 131.

(3) *Archives Nationales*. K. 2084.

(4) id. K. 1913.

incapable, ils lui défendaient de travailler seul et lui adjoignaient un « maître expert » ; le propriétaire ne pouvait obtenir l'autorisation de cultiver lui-même sa vigne que lorsque les visiteurs avaient reconnu son habileté et lui avaient remis en conséquence un certificat de capacité.

Les banalités établies au pays de Montbéliard étaient donc au nombre de quatre ; celle des fours, celle des moulins, celle des forges et celle du banvin, cette dernière n'était pas à proprement parler une banalité, mais elle en présentait cependant les principaux caractères.

Impôts proprement dits. — Ils se divisaient naturellement en impôts directs et en impôts indirects.¹

Les impôts directs étaient au nombre de deux : l'impôt sur les maisons, établi en 1283 et la taille.

Le premier avait été institué dans la charte même de 1283. Renaud de Bourgogne avait, nous l'avons vu, concédé les franchises à deux conditions ; le versement d'une somme de mille livres estevenantes et un impôt annuel sur les façades des maisons ; cet impôt était de douze deniers par toise courante de façade ; il se payait en deux fois, moitié à la Saint-Michel et moitié à la Mi-Carême. C'était une redevance des plus légères, même au début, et, ce qui est remarquable, elle n'augmenta jamais. A la fin de l'ancien régime, elle représentait pour une maison ayant cinq fenêtres par étage à la façade et quelque fût la fortune du propriétaire, un impôt de 0 fr. 25 à 0 fr. 40 au plus (¹).

Le deuxième impôt était la taille ; nous avons vu que les bourgeois de Montbéliard en avaient été exemptés par la charte de 1283 ; seuls les habitants francs et les habitants sujets devaient la payer. La taille était un impôt direct levé par le seigneur sur le revenu et les économies du serf. On comptait généralement deux sortes de tailles ; la taille réelle et la taille personnelle, la première ne portait que sur le revenu de la tenure servile ; la seconde sur l'ensemble des revenus ; souvent elle avait été rachetée par un sacrifice immédiat, et c'était le cas pour la bourgeoisie de Montbéliard ; mais la taille subsistait pour tous les autres que les bourgeois ; elle pesait sur les

(1) Viénot, *Histoire*, p. 111.

habitants francs comme sur les habitants sujets. C'était un impôt de répartition : le seigneur déterminait, chaque année, la somme totale qu'elle devait fournir ; cette somme était ensuite répartie par ses officiers fiscaux entre la ville et les villages, puis par le maire entre les chefs de famille. Ils étaient en même temps chargés de la lever et de la verser entre les mains des receveurs seigneuriaux. Le produit de la taille variait beaucoup avec les années ; au XVIII^e siècle, elle donnait une recette moyenne annuelle de 442 livres.

On peut juger de la richesse des villages d'après la somme qu'ils avaient à verser ⁽¹⁾. C'est ainsi qu'Héricourt avait sa quotité fixée à 52 livres 8 sols un denier ; les habitants la payaient en deux fois, moitié à la Chandeleur, moitié à la Saint Michel ; Chenebier devait 4 livres 13 sols, Echavanne, 15 livres un sol, etc... ⁽²⁾ Citons encore comme impôt direct la taxe sur les boucheries, qui était de 70 francs par an.

Les impôts indirects étaient beaucoup plus importants et plus nombreux ; on les range généralement sous le nom d'aides ; il ne faut pas les confondre avec les subsides extraordinaires que les seigneurs obtenaient quelquefois de leurs vassaux ou de leurs villes et qu'on appelait des « dons gratuits. » C'est ainsi que la ville de Montbéliard dut à plusieurs reprises fournir aux princes des secours en argent des plus importants ; ce don était plus forcé que volontaire ; quelquefois aussi les bourgeois le refusèrent énergiquement.

Les principaux impôts indirects portaient sur les objets de consommation proprement dits, sel, vin, bière, etc...

Le plus ancien et le plus important était sans contredit l'impôt sur le sel ; on l'appelait, en France, la gabelle ; il ne nous a pas été possible de voir à quelle époque cette redevance a été introduite dans la principauté, mais il est certain que son origine remonte assez loin ; ce droit se percevait au profit du seigneur. En 1523, le Magistrat de Montbéliard acheta au duc Ulrich le monopole de la vente du sel ⁽³⁾. Ulrich menait une vie très fastueuse et très brillante, mais qui entraînait pour lui des dépenses auxquelles ses revenus ne pouvaient suffire ; c'est cer-

(1) Duvernoy. *Société d'Emulation*. p. III.

(2) id. id. 1891.

(3) *Archives Nationales*, K. 2223.

tainement dans un moment de gêne pécuniaire qu'il consentit au rachat de la gabelle. Il conclut alors, avec le Magistrat, une convention aux termes de laquelle il cédait à la ville le monopole de la vente du sel ; le prix de la cession était fixé à deux mille livres bâloises ; le prince se réservait toutefois la possibilité de résilier le contrat ; Ulrich ne profita pas lui même de cette clause ; mais son successeur, le duc Christophe, procéda au rachat en 1531.

En 1534, la principauté était sous le gouvernement du comte Georges, frère du duc Christophe rappelé à Stuttgart par les affaires du Wurtemberg ; la peste ravageait alors le pays. Le Magistrat sollicita du comte Georges l'achat du débit du sel, il y consentit moyennant un prix de 1200 couronnes ; les bourgeois n'avaient pas à verser cette somme, mais devaient simplement en payer l'intérêt annuel. Des difficultés s'élevèrent bientôt sur le point de savoir dans quelles conditions ils pouvaient acheter du sel où bon leur semblait ; les Trois corps de ville adressèrent alors une requête au prince Frédéric. Le 12 mai 1590, Frédéric fit la déclaration suivante ⁽¹⁾ :

« Vehu [ceste et sur le tout entendu l'avis de notre Conseil, pour aucune considération, nous n'entendons donner empêchement à nos bourgeois, de pouvoir acheter pour la provision de leurs ménages, seulement et non autrement du sel hors de nos villes et seigneuries, sans toutefois d'icelui sel en faire aucun trafic ou en revendre, le tout aux peines contenues audit mandement, avec punition corporel irrémissiblement, à quoi les supliants pourvoieront, et donneront ordre nécessaire, afin que cy après il ne nous soit donné occasion de renouveler ledit mandement, et tenir la main à l'entière observation d'icelui. Actum en notre château de Montbéliard, le douzième de may quinze cent nonante. »

Frédéric reconnaissait donc aux bourgeois, mais aux bourgeois seulement, le droit d'acheter du sel où bon leur semblait, ce privilège n'appartenait pas aux habitants ; et deuxièmement les bourgeois ne pouvaient pas trafiquer du sel ainsi acheté à l'étranger, mais seulement l'employer pour « la provision de leurs ménages » ⁽²⁾.

(1) *Livre des Franchises*, p. 59.

(2) *Archives Nationales*. K. 2223.

Nouvelles difficultés en 1653 au sujet de l'interprétation de ce texte. Le 6 mai de la même année, le Conseil de Régence, consulté à ce sujet, maintient la bourgeoisie dans son droit d'acheter du sel à l'étranger.

En 1725 ⁽¹⁾, une ordonnance émanée du duc Eberhard-Louis, renouvelle la défense aux sujets de s'en approvisionner ailleurs qu'à la banalité de Montbéliard, sous les peines les plus sévères. Les contrevenants seront frappés d'une amende de cent livres et de la confiscation des chevaux et des voitures qui auront importé du sel étranger.

La législation en matière de gabelle ne subit plus de modification jusqu'en 1793.

Vin. — Le vin était soumis à deux impôts bien distincts :

1^o Droits se percevant sur les vins étrangers à leur entrée dans la ville ;

2^o Droits sur le vin qui se consommait dans la ville ou angal. Nous avons vu que ce droit fut concédé en 1424 par la comtesse Henriette aux bourgeois, à charge par eux d'entretenir les fortifications de la ville. Malgré ce traité, les princes essayèrent plusieurs fois d'accaparer le produit de cet impôt. ⁽²⁾.

Le droit d'entrée sur les vins étrangers fut établi assez longtemps après celui d'angal ; ce ne fut, en effet, qu'à la fin du XVI^e siècle que le comte Frédéric introduisit la culture de la vigne dans le pays de Montbéliard. Passionné pour l'agriculture, ce prince fit faire de vastes défrichements ; grâce à lui, les côteaux incultes qui dominent la ville au nord et au nord-est se couvrirent de vignes ; mais il fallait protéger contre la concurrence ces vignobles naissants, et c'est à ce moment que l'introduction des vins étrangers fut complètement interdite dans la principauté,

Cette prohibition absolue ne dura pas longtemps ; elle fut levée en 1644 par le duc Léopold-Frédéric qui permit l'importation des vins étrangers, mais en les assujettissant à un droit d'entrée ; cet impôt était fixé à un franc par thinne, « tant pour

(1) *Archives Nationales*. K. 1927.

(2) J'étudierai l'histoire du droit d'angal en examinant les revenus de la ville.

celui qui se débitait en gros ou en détail que pour celui qui se consommait dans les économies » ⁽¹⁾.

Il était levé par le maître-bourgeois en chef; son produit qui était partagé entre la seigneurie et la ville, devait être uniquement employé à acquitter les nombreuses dettes qu'elles avaient contractées par suite des ravages de la peste. Cet impôt sembla ⁽²⁾ « devoir expirer au lendemain même de sa naissance », et le 20 novembre 1643, l'importation des vins étrangers fut formellement interdite. Cette défense ne dura pas; on permit de nouveau leur entrée; la taxe à payer fut fixée à deux francs par thinne; en 1647, elle fut encore augmentée et portée à un quart d'écu.

En 1632, nouvelle réglementation; on fit une distinction entre les vins qui se vendaient dans les cabarets et ceux qui servaient à la consommation des particuliers; la première catégorie payait un quart d'écu par thinne, la seconde trois batz ⁽³⁾.

Une ordonnance du 3 janvier 1666 revint à l'ancien état de choses, et tixa le droit d'entrée à un franc par thinne; quant au vin destiné à la consommation particulière, il était affranchi de toute redevance; le produit de l'impôt se partageait toujours entre la ville et la seigneurie.

Le 3 février suivant, le comte Georges renonça à la moitié de ce droit qu'il s'était réservée; en 1681, la ville afferma cet impôt pour la première fois; l'usage s'en maintint, mais lorsque les offres n'étaient pas suffisantes, la ville prenait en régie la perception de ce droit d'entrée. Peu après, Louis XIV s'empara de Montbéliard, et nous relevons la phrase suivante dans le livre des Notaux: « Les dispositions bienveillantes du prince Georges disparurent lorsque nous tombâmes sous le joug de la France ». Par un édit en date du 19 décembre 1682, Louis XIV imposa de nouveau tous les vins étrangers, même ceux qui servaient à l'usage des particuliers. L'impôt était alors fixé à dix sols et s'élevait à vingt-quatre sols pour le vin qui se débitait dans les auberges; deux tiers devaient en revenir à la seigneurie et un tiers à la ville. La paix de Ryswick signée et la prin-

(1 & 2) V. *Archives de Montbéliard. Notaux.*

(3) V. *Notaux.*

(4) Batz. Cette monnaie valait six blancs de Montbéliard, soit environ 0 fr. 30.

(5) Résener. *Histoire.*

cipauté de Montbéliard rendue au Wurtemberg, la ville se trouvait dans une grande misère, ruinée par les excès de toutes sortes qu'elle avait eu à subir de la part des troupes françaises.

Le 31 mai 1702, le duc Léopold-Eberhard rétablit le droit d'entrée pour une période de douze ans ; seuls, les vins qui se débitaient dans les cabarets, étaient soumis à cet impôt qui s'élevait à un franc et six gros par thinne ; un tiers du produit revenait à la ville et deux tiers à la seigneurie ; la commune devait uniquement l'employer à l'extinction des dettes qu'elle avait contractées.

En 1703, le taux de l'impôt changea encore une fois ; on distingua la grosse entrée et la petite entrée.

La première était le droit que payaient, en plus de l'angal, les vins étrangers qui se vendaient au détail ; il était fixé à deux livres huit sols par thinne.

La seconde était celle que payaient les vins étrangers qui se vendaient en gros ; le droit était alors de dix sols par thinne ; la répartition du produit de l'impôt n'était pas changée, un tiers en revenait à la ville.

Enfin, en 1771, le Conseil de Régence décida que tous les vins étrangers que les bourgeois de Montbéliard faisaient venir pour les vendre ensuite en gros, seraient exempts pendant dix ans du droit d'entrée ; les commerçants étaient simplement tenus d'en faire la déclaration au préposé de la seigneurie. Ainsi donc, depuis la fin du XVII^e siècle, la ville ne percevait qu'un tiers du produit de l'impôt.

Bièrre. — En 1786 ⁽¹⁾, pour faire face aux dépenses toujours croissantes de la principauté, il fut établi un impôt de dix sols par thinne de bière brassée dans la ville ; la moitié seulement du produit de la taxe revenait à la commune, l'autre appartenait au prince. Le service de surveillance était rigoureusement organisé ; les brasseurs devaient aller porter chez le préposé un billet où ils indiquaient le jour et l'heure où ils voulaient « mettre le feu aux brassins » ; ils payaient l'impôt en venant reprendre leur billet ; les chaudières étaient mesurées. Ils n'étaient pas libres de vendre de la bière au prix qu'ils voulaient ; le Conseil de Régence le fixait deux fois par an.

(1) *Archives Nationales*, K. 1912.

Eminage (1). — C'était un impôt de quotité ressemblant quelque peu aux dîmes ; il consistait dans le droit pour le seigneur de prendre le seizième de tous les grains vendus dans la principauté ; la noblesse et les gens d'église en étaient exempts pour les grains provenant de leurs propres terres, mais ils le payaient pour ceux dont ils trafiquaient ou qu'ils achetaient à leurs fermiers.

Quant aux bourgeois, ils en étaient exempts aux termes mêmes de la charte de 1283 qui les affranchissait de toutes tailles, prises, corvées, et autres servitudes.

Ce n'est qu'en 1635 que le prince Léopold-Frédéric souleva quelques objections ; il prétendait qu'il fallait distinguer le grain qu'ils achetaient de celui qu'ils récoltaient ; le premier seul devant être sujet au droit d'éminage ; le Magistrat se plaignit de la violation des franchises.

Léopold-Frédéric consentit alors à revenir à l'ancienne interprétation ; le 2 juillet 1665, il déclara (2) que les bourgeois se

(1) *Archives nationales*. K. 2096.

(2) « Nous, Léopold-Friderich... nous estant informé et esclercit plus particulièrement des termes de ladite Franchises, de l'intention de nosdits bourgeois d'en mouvoire diffèrent et difficultés, ayant esgard que l'intention de nosdits prédécesseurs en la concession desdites franchises et libertés a été pour accroître et augmenter notre dite ville de Montbéliard, tel estant aussi notre dessyn... nous avons de notre propre mouvement plains grées pure, franche et libre volonté, déclaré et déclarons par cette présente que nous avons entendu et entendons par la confirmation que nous avons fait de ladite franchise de mentenir nosdits bourgeois qui sont et seront cy-après dans nostre ville de Montbéliard, frans, quites et exente de payer aucunes casses des grains que ceux ils vendront en ladite ville, soit que ils les ayent de leurs cultures, de leurs revenus ou par achat et trafique. et à ce regard et interprétans, voire en tant que besoin seroit, entendons à ce le texte de ladite franchise, prohibons et desfendons de rechercher, inquiéter, cy-après nosdits bourgeois pour le faite dudit éminage. Cassant et annulant tout ce qui a été sur ce pleidé, qu'ou n'en puisse tirer aucunes conséquences cy-après, ni d'en presvaloir en façon que ce soit, permettons à nosdits bourgeois de vendre leurs moissons, si ce n'est que pour raisons particulières et pour l'utilités publiques, il le soit jugées nécessaire de les porter vendre en l'éminage, auxquelles cas ce y conformeront à ce qu'en a esté par nous, ordonné et statué cy-après. Ayant agréablement reçu la recognoissance volontaire que nous ont fait nosdits bourgeois de la somme de quatorze cent dix-sept francs, monnoye forte courante audit Montbéliard. Voulons et ordonnons que nostre présente interprétation, confirmation, et en tant que de besoin extension soit inviolablement gardé et observé par nos successeurs qui seront comtes de Montbéliard, sans

raient exemptés des « casses » ⁽¹⁾ de l'éminage, quelle que fût la provenance de leurs grains. Le duc n'avait pas fait cette déclaration par pure générosité, il avait reçu à cet effet des bourgeois, un don de 1417 francs.

Dîmes. — Les dîmes proprement dites étaient très peu employées dans la principauté de Montbéliard; pourtant il en existait quelques-unes; la plupart étaient ecclésiastiques; leur produit servait à payer le traitement des pasteurs, professeurs, maîtres d'école, l'entretien des presbytères, les bourses d'étude, etc...; elles étaient généralement perçues à la onzième gerbe. On distinguait deux sortes de dîmes; les anciennes et les nouvelles ou navales. Celles-ci étaient perçues sur les terres nouvellement défrichées et leur produit appartenait exclusivement au prince ⁽²⁾.

Une des principales dîmes était celle des vignes; certaines en étaient exemptes comme celles de Fleurs d'Epine, de Rose et de la Chaux, car la culture de ces vignobles nécessitait beaucoup de soins et étaient des plus dispendieuses.

En 1654, le duc Léopold Frédéric, après avoir consulté son Conseil de Régence, voulut soumettre ces vignes au paiement de la dîme; leurs propriétaires, appuyés d'ailleurs par le Magistrat, s'élevèrent contre cette décision, prétendant qu'elle était contraire à la coutume; le 18 octobre de la même année, Léopold-Frédéric consentit à abandonner son projet moyennant le paiement d'une somme de quinze cents francs, monnaie forte, et le versement de trenté thinnes de vin ⁽³⁾.

aller ni venir au contraire en façon ou manière que ce soit, ayant pour la plus grande confirmation si qui icelle de notre propre main et y fait apposer les seals armoïés de nos armes en notre château de Blamont, le second juillet mil six cent cinquante-cinq. »

(1) La casse, seizième de la quarte valait environ 85 centilitres.

(2) Duvernoy. *Société d'Emulation*. 1891.

(3) « Léopold, inclinant auxdites prières et supplications, désirans aussi favoriser la culture desdites vignes... nous avons de notre plein pouvoir, puissance et autorité souveraine pour nous, nos hoirs, successeurs et ayants cause affranchi et allibéré, affranchissons et allibérons purement, perpétuellement et à jamais toutes lesdites vignes de Fleur d'Epine, Rosse et Chenaux, tant haultes que basses et sans aucune excepter de payer cy-après aucun dixme des fruiets qui y croîtront. tant et si longtemps qu'elles seront main-

Autres revenus ⁽¹⁾. — Nous placerons dans cette catégorie certains droits de nature très différente comme les droits de mainmorte, de succession, de déshérence, les revenus provenant de la justice et une foule d'autres redevances.

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit du droit de mainmorte. Nous avons vu que Renaud de Bourgogne, aux termes mêmes de l'acte des franchises, s'interdisait le droit de succéder à un quelconque des habitants et bourgeois, si celui-ci laissait des héritiers, et se réservait simplement la faculté de succéder aux bâtards qui ne laisseraient pas d'enfants. D'autre part, en 1441, la comtesse Henriette avait renoncé au droit de mainmorte que ses prédécesseurs avaient exercé à l'égard des habitants de la campagne. Au XVIII^e siècle, les seigneurs de Montbéliard possédaient encore un droit assez particulier, celui de « dovot » ou droit de choisir la meilleure pièce de bétail ou le meilleur meuble dans les successions collatérales. Le droit « d'abzoug » était exercé par le prince sur ceux qui renonçaient à la bourgeoisie et quittaient le pays ; il était plus ou moins rigoureux suivant que les autres états l'étaient à l'égard de la principauté de Montbéliard ⁽²⁾.

Enfin, le prince avait encore une source très importante de revenus dans la justice. « La justice, dit M. Esmein, est avant tout considérée comme une source de revenus. » C'étaient d'abord les amendes, et nous avons vu qu'elles étaient aussi nombreuses que variées ; on en distinguait de deux sortes :

1^o Les amendes prévues dans les ordonnances de police ; leur taux était généralement fixé d'avance quoiqu'elles fussent quelquefois arbitraires ; mais c'était là une exception.

2^o Les amendes infligées par les tribunaux en matière répressive ; elles étaient généralement arbitraires, le juge en fixait le taux suivant la gravité du délit et la qualité de la personne qui l'avait commis ; les amendes étaient partagées entre la ville et la seigneurie, sauf celles infligées par le tribunal de Cour

tenuës en prédite nature de vignes, et ce pour et moyennant la somme de quinze cents francs monnoye forte que les dits possesseurs nous ont payé au comptant, realement et fait en nos mains propres, délivrant aussi premiers jours pour une fois seulement en nos caves, la quantité de trente thinnes de vin. » *Livre des Franchises*, p. 66.

(1) *Archives Nationales*, K. 2224.

(2) Esmein. *Histoire du Droit*.

et Chancellerie qui tombaient tout entières au profit du seigneur ; quant à celles prononcées par le tribunal de la mairie, les trois quarts du produit revenaient à la seigneurie et un quart à la ville ; la répartition du montant des amendes de police était identique ; souvent aussi une part était donnée au dénonciateur ; on assurait aussi une répression énergique, mais on avait le grand tort de s'adresser à un des côtés les plus bas du cœur de l'homme, le goût du mauvais gain. Au reste, cette façon d'opérer était commune dans l'ancienne France ; elle fournissait à peu de frais une exacte application des règlements, mais elle pouvait amener des dénonciations calomnieuses. Pour qu'elle fût excusable, il fallait qu'elle eût comme contre-poids, une punition des plus rigoureuses en cas de calomnie, ce qui ne semble pas avoir existé dans la législation de la principauté.

Une seconde source de revenus, provenant de la justice, consistait dans les confiscations ; les lois d'Empire admettaient au profit du seigneur, le droit de s'emparer de tous les biens d'un condamné à mort ; comme le dit un célèbre adage de notre vieux droit français : « Qui confisque les corps, il confisque les biens » (1). Nous avons vu en outre que les ordonnances de police prononçaient bon nombre de confiscations.

Enfin, le seigneur avait encore une foule d'autres revenus provenant de ses droits féodaux ; parmi ceux-ci, un des plus curieux était le droit de « gîte aux chiens », en vertu duquel chaque paysan devait entretenir un chien de chasse pour le prince ; la plupart des villages s'étaient rachetés moyennant une contribution qui variait entre quatre et douze sous (2) par an. En cas de non-paiement de la redevance, la seigneurie avait imaginé un moyen des plus ingénieux : le collecteur avait ordre d'enlever les portes des maisons ; ceux qui les remplaçaient sans avoir payé étaient frappés d'une amende de soixante sols.

Citons encore le droit de lods et de vente pour les mutations de propriété passées devant le tabellion ; ces droits étaient de dix sols tournois pour les dix premiers francs et 3 deniers par livre au dessus (3). Une redevance assez singulière était celle de

(1) Loysel. *Institutes*, VI. 2. 19.

(2) Duvernoy. *Société d'Emulation*. 1891, p. 274.

(3) id. id. p. 272.

la « poule foncière » qui se percevait pour les granges ; elle consistait dans l'obligation pour les paysans de donner deux poules par an et par ménage à la seigneurie ; le prince avait le droit de se les faire donner en nature ou de les faire payer ; le prix fixé était de six sols pour le comté proprement dit, et de dix sols pour les seigneuries. Etobon, Blamont, Héricourt et Montbéliard étaient affranchis de cette redevance (1).

Tels étaient les revenus du prince ; ils atteignaient à la fin du XVIII^e siècle environ 250,000 livres par an.

Charges. — Quelles étaient les dépenses du prince ? Il devait tout d'abord payer les gages et émoluments de ses officiers (ceux-ci, comme nous l'avons vu, étaient assez nombreux) et faire face aux dépenses de la cour. Certains princes comme Eberhard VI, Léopold-Frédéric, Léopold-Eberhard y entretenaient un luxe qui n'était pas en harmonie avec leurs revenus ; par contre, d'autres comme le comte Georges, avaient considérablement réduit leur train de maison.

Les princes étaient ensuite dans l'obligation d'entretenir au château une garnison étrangère à cause de l'importance de la position stratégique de Montbéliard, point de passage habituel des troupes d'invasion venant de l'Est ; enfin la seigneurie avait à sa charge l'entretien des ponts ; Renaud de Bourgogne, par une convention du 10 avril 1308, s'était chargé de leur entretien moyennant le versement annuel par la bourgeoisie, d'une somme de quinze livres estevenantes, payable en deux termes, moitié au mois de mars, moitié à la Saint-Michel. Cette convention fut modifiée par un accord intervenu, le 7 décembre 1390, entre le comte Etienne et la bourgeoisie ; contre le versement d'une somme de vingt florins d'or de Florence, Etienne s'engageait pour lui et ses successeurs, à prendre à sa charge l'entretien des ponts, sans exiger aucune redevance de la commune (2).

Quant à la justice, elle était plutôt, comme nous l'avons vu, une source de revenus que de dépenses ; les amendes infligées, les confiscations ordonnées compensaient largement les frais ; il faut remarquer d'ailleurs que l'institution d'un tribunal de la mairie aux frais exclusifs de la ville constituait, pour le prince, une sérieuse économie.

(1) V. Duvernoy, loc. citat.

(2) *Livre des Franchises*, p. 22.

Les dépenses de la seigneurie dépassaient souvent les revenus ; c'est ainsi qu'en 1777, les revenus étaient de 267,503 livres et les dépenses s'étaient élevées à 303,833 livres, ce qui faisait donc un déficit de 36,330 livres ⁽¹⁾.

Nous avons vu quel était le rôle du Conseil de Régence en matière financière ; nous n'y reviendrons pas et nous nous contenterons de renvoyer à ce que nous avons déjà dit ; il ne nous reste plus qu'à montrer comment était établi le budget du prince et à parler du personnel chargé du recouvrement des amendes et impôts.

L'intendant ⁽²⁾, était le plus haut fonctionnaire en matière de finances ; c'était lui qui présidait à l'amodiation des grosses rentes et dîmes ; il avait sous ses ordres des receveurs chargés de percevoir les amendes et de recouvrer les impôts. Il dressait, chaque année, le budget des recettes et des dépenses de la seigneurie ; celui-ci était soumis à l'approbation du Conseil de Régence qui nommait un rapporteur. Le Conseil se réunissait alors et discutait le budget proposé ; il l'acceptait où il le repoussait ; l'intendant était dans ce cas obligé d'en établir un autre sur des bases nouvelles ; le plus souvent le Conseil lui indiquait simplement les modifications qu'il y aurait lieu d'effectuer.

Immédiatement au-dessous de l'intendant et sous ses ordres directs, se trouvaient les receveurs des finances ; un de ceux-ci était particulièrement chargé de la ville de Montbéliard ; il y en avait d'autres dans chaque village important ou dans chaque groupe de villages.

Le receveur avait à recouvrer les impôts et les redevances dûs à la seigneurie ; il lui était recommandé d'agir « avec douceur ». Tous les ans, à la Saint-Martin, sur « l'indication des maires », il faisait « la certification de tous les droits et redevances seigneuriales » et s'occupait de l'adjudication des dîmes et de la location des domaines seigneuriaux.

Sa principale fonction était de poursuivre le paiement de tous les revenus du seigneur. « Il poursuivra, disent les instructions ⁽³⁾, le paiement de tous revenus en argent, grains, poules,

(1) V. plus haut et *Archives Nationales*, K. 1931.

(2) *Archives Nationales*, K. 1932.

(3) Duvernoy. *Loc. cit.*

et ne laissera pas accumuler intérêts sur intérêts et redevances sur redevances. Il fera les poursuites au moins de frais possible et fera faire les saisies par les maires et grenetiers ; les sergents seront sous ses ordres ; si les meubles ne suffisent pas, il s'adressera à notre Conseil pour en venir à la vente des immeubles. »

Il devait tenir un compte exact de ses recettes ; le registre sur lequel il les inscrivait était paraphé et numéroté par un conseiller de Régence. Il tenait les « livres censiers, carnets, journaux et colligendes » ; le maire lui déclarait les changements qu'il y avait à effectuer.

Son traitement au XVIII^e siècle était de deux mille livres par an ; il recevait en outre le foin et l'avoine nécessaires pour la nourriture de deux chevaux ; il devait fournir un cautionnement de six mille livres ⁽¹⁾.

En 1755, on institua un auditeur des comptes ; nous avons déjà étudié son rôle en examinant le fonctionnement du Conseil de Régence. Enfin, dans le courant du XVIII^e siècle, nous voyons créer un nouveau poste ; celui de « receveur des extances et amendes » ⁽²⁾ dont les fonctions consistaient à recevoir les « extances », (c'est-à-dire les excédents de recettes) des receveurs des finances. Tous les deux mois, il lui était remis par les greffiers des tribunaux de la mairie et de la prévôté des extraits de toutes les amendes prononcées ; il s'en faisait payer le montant par les débiteurs.

Le receveur général lui remettait chaque année un état spécifique des redevances qu'il n'avait pu faire rentrer.

Tous les six mois, il rendait ses comptes devant les commissaires à l'audition des comptes, et plus tard, devant la Chambre des finances.

Son traitement, très peu élevé, n'arrivait qu'à deux bichots de froment ; en 1703, il fut quelque peu augmenté et porté à douze quartes de blé.

(1) *Archives Nationales*. K. 1932.

(2) *Collection Duvernoy*. Besançon.

SECTION II

Revenus et charges de la ville.

Revenus. — La ville comme la seigneurie avait ses revenus et ses charges ; les premiers étaient nombreux et divers ; on peut les classer en trois catégories :

- 1^o Revenus domaniaux ;
- 2^o Revenus provenant des impôts ;
- 3^o Revenus tirés de la justice.

Les revenus domaniaux étaient ceux qui venaient des propriétés appartenant à la ville ; un acte dressé en 1711 en donne l'énumération suivante ⁽¹⁾ :

« Le revenu du prix de l'amodiation du jardin joignant la boucherie.

« Celuy de l'oiche sous les vignes de « Fleurs d'Epines ».

« Celuy des deux prels, l'un devant le grand-pont, l'autre joignant la rivière allant à Sainte-Suzanne.

« Le revenu du prix de l'amodiation du cabaret et verger de la maison de ville.

« Celuy du cimetière des pestiférés pendant que l'on ne s'en servira pas pour l'usage destiné. »

Il fallait y ajouter les revenus des bois de la Neuveville et de la pêche dans le fossé neuf des Graviers. Cette concession avait été faite aux bourgeois par le comte Henry, le 20 mars 1481, moyennant l'engagement par la ville de lui payer annuellement huit quarts de froment et d'avoine. Citons encore les droits des communaux et des pâturages et une somme de soixante-dix francs pour la location des bancs de boucherie.

2^o Revenus provenant de l'impôt :

C'était tout d'abord le droit d'angal » de l'allemand umgeld ; on l'appelait aussi le « mauvais denier ». Cet impôt indirect se

(1) *Archives de Montbéliard.*

(2) *Livre des Franchises*, p. 36.

percevait sur le vin qui se débitait dans la ville ; ce droit appartenait aux bourgeois par suite de diverses concessions des princes.

Nous avons déjà vu l'acte octroyé par la comtesse Henriette, en 1424 ; celle-ci constatait que depuis longtemps le droit d'angal appartenait aux bourgeois, à charge par eux d'entretenir les fortifications de la ville. Les comtes Loys et Horrich de Wurtemberg, fils de la comtesse Henriette, qui prirent possession du comté de Montbéliard en 1443, et confirmèrent les franchises, concédèrent aux bourgeois le droit d'établir un impôt d'un denier sur chaque channe de vin qui se débitait dans la ville. Par autre lettre, écrite en langue allemande, le comte Louis leur accorda la jouissance de l'angal ; le produit de cet impôt devait être uniquement employé à l'embellissement de Montbéliard.

Enfin, en 1470, le comte Eberhard fit aux bourgeois la concession perpétuelle du droit d'angal, moyennant le paiement d'une somme de huit cents florins d'or. L'acte spécifiait que ce droit était accordé « pour iceluy, mettre, tourner, et convertir es réparation et utilité plus nécessaire de la fortification d'icelle ville ». La quittance fut seulement donnée le 13 avril 1472 ⁽¹⁾.

En 1514, le duc Ulrich continua à la ville la jouissance du mauvais denier ; en 1516, il rappela aux bourgeois que le produit de cet impôt devait être uniquement employé à l'entretien des fortifications. ⁽²⁾.

Cependant, par suite de la politique large et généreuse des princes, la ville s'aggrandissait ; un quartier nouveau se construisait à l'ouest ; on l'appela le bourg ; les bourgeois y perceurent le droit d'angal comme dans l'ancienne ville. Tout d'abord les princes ne protestèrent pas, mais, en 1544, le duc Ulrich, sur les conseils de son procureur général, déclara qu'à l'avenir les bourgeois ne toucheraient plus le droit d'angal dans le bourg, sous le prétexte qu'ils refusaient d'en employer le produit aux réparations des fortifications de la nouvelle ville ; le procureur général intenta même des poursuites contre la bourgeoisie.

Les Trois corps protestèrent au nom de celle-ci contre cette

(1) *Livre des Franchises*, p. 22.

(2) *Livre des Notaux*.

violation des franchises ; ils promettaient en même temps d'entretenir les fortifications avec soin. Le duc Christophe, qui était alors gouverneur de Montbéliard, les réintégra dans leur ancien droit et leur donna mainlevée de la saisie qui en avait été faite. Après le préambule où il expose la requête des bourgeois, le duc Christophe s'exprime ainsi : « à l'avis de nostre dit
« seigneur et père, de ses sieurs baillifs ou principaux officiers,
« audit lieu, à leurs quelles humbles supplication et resqueste
« inclinant avons consentu et consentons pour et en nom de
« nostre dit très cher seigneur et père en la mainlevée dudit de-
« nier et l'angal par les susdits bourgeois à lever et percevoir
« perpétuellement et à jamais audit bourg de Montbéliard, aux
« conditions, charges et moyens de leurs dites soumissions,
« lesquels ils ont promis et promettent tenir, entretenir à per-
« pétuité pour eux et leurs dits successeurs sans contradiction,
« même de convertir et employer lesdits prouffits et émoluments
« provenant dudit denier et l'angal aux dites réparations et for-
« tifications nécessaires et plus commodés, tant de ladite ville
« que desdits bourgs et boulevards, par avis et délibération de
« nostre très cher seigneur et père et de ces dits hoirs, baillifs, et
« officiers, et avons aboli et abolissons le dit procès que pour ce
« en étoit mébu et suscité comme dit est, dont en témoignage de
« vérité et corroboration de toutes et singulières les choses sus-
« dites avons fait mettre aus dites présentes nostre seel secret,
« et par réciproque aussi les dits bourgeois mis et appendu le
« seel de la dite ville de Montbéliard, etc... » (1).

En 1547, il fut établi un nouvel impôt d'un denier blanc par thinne de vin ; en 1550, le duc défendit aux bourgeois de lever à l'avenir ce denier blanc, car ceux-ci refusaient d'en employer le revenu à la construction d'un boulevard. En 1556, le duc consent à le rétablir, mais à charge pour les bourgeois d'en réserver le produit au remboursement d'une dette de cent couronnes provenant de l'achat de munitions de guerre, et de construire un boulevard près du grand pont (2). En 1584, le comte Frédéric renouvelle l'ordre aux bourgeois de consacrer exclusivement le produit de l'angal aux réparations des fortifications. Comme ils ne tenaient pas compte de cet avertissement, la perception de l'angal leur fut enlevée en 1587 (3).

(1) *Livre des Franchises*, page 40.

(2) *Livre des Notaux*.

(3) *Archives Nationales*, K. 1221.

Nous n'avons pas trouvé de document immédiatement postérieur mentionnant le rétablissement de ce droit ; mais il est probable qu'il fut bientôt rétabli , car le livre des *Notaux* ne renferme pas de requête demandant qu'il fût remis en vigueur ; et d'autre part, le droit d'angal rentre toujours dans le compte des recettes de la ville.

Nous avons vu que la commune avait encore droit à une certaine partie de l'impôt sur les vins étrangers et au tiers de la taxe sur la bière.

Enfin , certains impôts étaient affectés exclusivement à la ville. C'étaient :

1^o Les quarts d'an, sorte de contribution personnelle. Elle s'élevait par an à une livre 4 sol et 4 deniers ; son nom lui vient de ce que les bourgeois et habitants la payaient en quatre termes tous les quarts d'an, c'est-à-dire tous les trimestres ; ils versaient alors 16 gros.

2^o La taxe d'habitation, dont les bourgeois étaient exempts ; elle était de six livres pour les étrangers et d'une livre douze sols pour les sujets qui résidaient dans la ville. Quant aux bourgeois forains, ils payaient une taxe spéciale.

Tels étaient les revenus de la ville ; en outre les bourgeois, en tant que particuliers avaient certains droits ⁽¹⁾.

« Le droit de retraict de denrées sur les étrangers par les bourgeois, sans préjudice de celui du seigneur.

« Le droit de tuer et partager un bœuf ou une vache en quatre, sans le droit de boucherie pour l'usage de leur famille seulement, toutefois à l'exclusion des cabaretiers.

« Celui de pouvoir acheter et tuer de menues bêtes pour le même usage de leur famille seulement et les partager en quatre aussi à l'exclusion des cabaretiers.

« Celui de tuer grosses bêtes de leurs crus, en vendre et débiter la chair, moyennant payement les droits de boucherie et se conformant aux ordonnances de police.

« Le droit d'acheter du vin en place publique et de le partager jusqu'à une thinne. »

« Le droit de pouvoir descharger des marchandises , sans entrer dans la douane et d'avoir des poids , mesures et balances pour leur usage. »

(1) Archives de Montbéliard.

Charges. — Les charges de la ville étaient assez nombreuses. Elle devait d'abord payer les gages et émoluments de tous ses officiers, maîtres-bourgeois, Dix-huit, éborneurs, sergents, banvards, portiers ⁽¹⁾.

Elle devait entretenir les rues et les chemins en bon état, faire nettoyer les puits, réparer le pont de la Rigole ⁽²⁾; faire exécuter toutes les réparations nécessaires à la maison du maître des hautes-œuvres ⁽³⁾ et à la tour de l'horloge; elle était responsable du bon état des portes et des fortifications, et comme nous l'avons vu, elle était obligée d'y consacrer le produit de l'angal.

Quant à l'entretien des fontaines et « bouillons », il incombait à la seigneurie qui recevait pour cela de la ville, un subside annuel de 70 francs.

Les comptes de la ville étaient gérés par le maire et le Magistrat; c'était le maire qui, chaque année, faisait le budget des recettes et des dépenses. Les dépenses courantes étaient votées par le Conseil des Neuf maîtres-bourgeois; quant à celles qui étaient plus importantes et de nature à engager sérieusement les intérêts de la ville, elles étaient votées par les Trois corps réunis, sous la présidence du maître-bourgeois en chef.

Tous les ans, les comptes du maire étaient examinés en présence d'une commission composée du procureur général, d'un commissaire généralement membre du Conseil de Régence et des Trois corps réunis.

Enfin, nous avons vu qu'un membre du Magistrat, le clerc des décharges, était chargé de contrôler les dépenses et les recettes de la ville.

(1) Collection Duvernoy. 8.

(2) Nous avons vu que l'entretien de tous les autres ponts revenait à la seigneurie.

(3) Celle-ci se trouvait en dehors des fortifications dans la vallée de la Luzine.

CONCLUSION

Les graves événements qui bouleversèrent la France, de 1789 à 1793, et amenèrent la chute de l'ancien régime, n'avaient pas été sans exercer une profonde influence sur la principauté de Montbéliard ; les grandes idées de liberté, d'égalité et de fraternité s'y faisaient jour.

Le peuple des campagnes, écrasé d'impôts, accablé de redevances, soumis aux réquisitions et aux corvées, était las de la tyrannie des seigneurs ; il aspirait à un peu plus de liberté et à un peu plus de bonheur. A la fin de décembre 1789, les habitants de la campagne présentèrent, au prince statthouder, un mémoire où ils demandaient l'abolition d'une foule de droits seigneuriaux et le redressement de nombreux griefs ; c'était, en somme, un véritable « cahier de revendications ».

Frédéric-Eugène, craignant qu'un refus ne fût le signal d'une révolte générale, leur accorda quelques satisfactions. Mais le peuple, encouragé par les événements qui se passaient en France, augmenta ses prétentions ; il devenait de plus en plus menaçant, il ne suppliait plus, il exigeait, car il sentait sa force. Frédéric-Eugène d'abord n'avait pas cru au succès de la Révolution française. Il était d'ailleurs mal renseigné : voici un extrait d'une lettre qu'il recevait dans le courant de l'année 1789 : « Mais la folle espérance dont se flattent les gens des campagnes que les Etats généraux vont les dégager de tous les droits seigneuriaux, sans qu'il leur en coûte rien, les rend sourds à toutes les ouvertures qu'on leur fait ; c'est une chose incroyable que les prétentions absurdes qu'ont aujourd'hui, à cet égard, les villageois et beaucoup de citadins ; il faut espérer que la raison renaîtra parmi eux, ou du moins que la justice du monarque et des députés de la nation n'atouchera pas plus à cette espèce de propriété qu'à toutes les autres » (1).

(1) *Archives Nationales*, K. 2220.

Mais les choses changèrent, et Frédéric-Eugène, bien que soutenu par le duc régnant de Wurtemberg, vit qu'il ne pourrait pas résister et qu'il serait brisé par la haine populaire. Au mois d'avril 1792, il quitta Montbéliard avec toute sa famille et se retira dans le Wurtemberg ; il laissait l'administration du pays aux mains du Conseil de Régence. La principauté d'ailleurs était singulièrement diminuée ; en 1790, malgré les protestations du duc, les quatre seigneuries avaient été réunies à la France ; il ne restait plus au Wurtemberg que le comté de Montbéliard proprement dit.

Le mouvement révolutionnaire se dessinait de plus en plus ; en 1792, des arbres de liberté avaient été plantés dans la ville ; le Conseil les avait fait enlever, mais on les avait remplacés. Les habitants des campagnes renouvelèrent leurs demandes ; au mois de janvier 1793, les bourgeois eux-mêmes firent remettre au duc un mémoire en vingt-cinq articles où ils demandaient l'assimilation avec la France pour ce qui concernait le commerce, la concession du droit de chasse ou de pêche, la suppression de certaines dîmes, celle des droits perçus sur les graines, etc... ⁽¹⁾

Le prince n'eut pas le temps d'examiner leur requête, les événements se précipitèrent. Le 10 avril 1793, le général Desprès-Crassier, commandant la cinquième division de l'armée du Rhin, prit possession de Montbéliard au nom de la France. Le 10 octobre, le conventionnel Bernard de Saintes, entra dans la ville à la tête d'un détachement de volontaires du Jura ; il prononça la réunion du Comté de Montbéliard à la France, quoiqu'il n'y fut pas autorisé par la Convention. Une députation du Magistrat l'attendait pour lui remettre les clefs de la ville. Bernard de Saintes les prit en disant : « Je vous apporte la liberté ». — Nous la connaissons de plus longue date et aussi complète qu'il est possible, lui répondit fièrement le maître-bourgeois en chef Ferrand ; elle a été l'un des bienfaits de nos princes, nous n'avons d'expression que pour les bénir » ⁽²⁾. Cette orgueilleuse répartie déplut au conventionnel. — « Pas un mot de plus, monsieur, s'écria-t-il, j'ai des canons tout près d'ici », et il renvoya la députation.

(1) V. Tuefferd, *Société d'Emulation*. 1877. p. 647.

(2) Duvernoy. *Ephémérides*.

Le 10 novembre suivant, les maires et les députés de toutes les communes du comté, vinrent prêter le serment civique devant Bernard de Saintes :

« Nous jurons devant l'Etre Suprême, dirent-ils, de demeurer à jamais unis à la République française, une et indivisible ; de partager ses travaux et sa gloire, de maintenir de tout notre pouvoir la constitution que le peuple s'est donnée et de toutes ses lois. Nous jurons de maintenir la liberté et l'égalité et de mourir plutôt que de souffrir, qu'il y soit porté atteinte. Vive la République ! » Des salves d'artillerie célébrèrent la réunion de Montbéliard à la France.

Ainsi disparaissait définitivement l'ancienne principauté ; elle avait eu ses heures de joie comme ses heures de tristesse. Il ne reste plus dans la mémoire populaire qu'un souvenir de reconnaissance envers les princes qui avaient donné au pays les institutions larges et libérales, grâce auxquelles il s'était développé et avait prospéré ; les souffrances, les vexations ont été quelque peu oubliées ; et l'époque déjà lointaine où les ducs de Wurtemberg régnaient sur Montbéliard, apparaît à certains comme le « bon vieux temps » auquel il serait doux de revenir.

Vu : *par le Président de la Thèse,*

Le 28 Juin 1907,

EMILE CHÉNON.

Vu : *le Doyen,*

LYON-CAEN.

Vu :

Et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Actes, pièces, titres et documents des franchises, libertés et immunités de la ville de Montbéliard. Bâle 1775. In-4°.

M^r X..., avocat au Parlement. *Nouveau Dictionnaire civil et canonique du droit et de pratique.* Paris 1712. In-4°.

ESMEIN. *Cours élémentaire d'histoire du droit français.* Paris 1893. In-8°.

JOHN VIÉNOT. *Histoire du Pays de Montbéliard.* Audincourt 1904. In-18.

DE RÉSENER. *Abrégé de l'histoire du Pays de Montbéliard.* Montbéliard 1892. In-18.

DUVERNOY. *Ephémérides du Comté de Montbéliard.* Besançon 1822. In-18. *Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard.*

1864. TUEFFERD. *Essai sur l'administration gouvernementale du Comté de Montbéliard.*

1865. TUETÉY. *Etude sur le droit municipal en Franche-Comté au XIII^e et XIV^e siècle et en particulier à Montbéliard.*

1877. TUEFFERD. *Histoire des Comtes souverains de Montbéliard.*

1891. DUVERNOY. *Montbéliard au XVIII^e siècle.*

1893. GODARD. *Essai sur le Gynase de Montbéliard.*

Colonel BEURNIER. *Notice historique sur Montbéliard.*

1896. GODARD. *Règlement des arquebusiers de Montbéliard au XVII^e siècle.*

SOURCES MANUSCRITES

1. *Archives Nationales.* Série K. Le Fonds Montbéliard est un des plus importants de toutes les villes de province; il comprend plusieurs centaines de cartons, tous classés sous la lettre K.

2. *Collection Duvernoy. Bibliothèque de Besançon.* Elle se compose de soixante volumes in-folio, sur les pages desquels ont été collés de nombreux actes et documents manuscrits concernant l'administration de la principauté de Montbéliard.

3. *Archives de Montbéliard.* Le Livre des Notaux des Neuf maitres-bourgeois et celui des Dix-Huit contiennent les résolutions prises par les corps municipaux et les faits « notaux » dont la ville a été le théâtre. On y trouve des renseignements précieux sur l'administration municipale et sur la bourgeoisie.

ERRATA

Page 6, ligne 10,	<i>au lieu de</i>	le collégiale	<i>lire</i>	la collégiale.
Page 45, ligne 3,	»	nom	»	non.
Page 73, ligne 2,	»	dirigées	»	dirigée.
Page 174, ligne 17,	»	La Chaux	»	Chenaux.
Page 175, ligne 11,	»	1441	»	1424.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Introduction historique.	5
1. Les princes.	
2. La principauté envisagée au point de vue des territoires qui en dépendaient.	
CHAPITRE I ^{er} . — L'administration politique.	13
<i>Section I.</i> — Les princes. Leur situation politique vis-à-vis de l'Empire. Leurs droits féodaux	13
<i>Section II.</i> — Le Conseil de Régence. Son institution. Ses attributions. Sa composition. Président, Vice-Président, Conseillers. La Réforme de 1783. Création d'une Chambre des finances. L'auditeur des comptes. La Chambre de Réunion.	18
<i>Section III.</i> — Les grands officiers du prince. Bailli, Chance- lier, Intendant, Procureur général, Prévôt.	31
CHAPITRE II. — L'organisation municipale	43
<i>Section I.</i> — Les Franchises et la Bourgeoisie : (a) La charte de 1283. Confirmations et modifications. (b) Les bourgeois. Leurs droits et leurs privilèges. Leur réception. (c) Les habitants francs et les habitants sujets. Les tailles et les corvées	43
<i>Section II.</i> — Le pouvoir municipal : (a) Le Conseil des Neuf. Les Dix-huit et les Notables. Elections. Attributions admi- nistratives. Les assemblées générales. Les gages. (b) Le maire. Il est officier du prince et magistrat municipal . . .	73
CHAPITRE III. — La Justice	92
<i>Section I.</i> — Les juridictions inférieures : (a) Le tribunal de la mairie. (b) Le tribunal de la prévôté. (c) Les juridic- tions particulières.	92
<i>Section II.</i> — Les juridictions supérieures : (a) Le tribunal de Cour et Chancellerie (Conseil de Régence). (b) Le souve- rain Buffet.	110
Le droit de non-appellando.	119

	PAGES
CHAPITRE IV. — La Police	120
<i>Section I.</i> — (a) Le personnel. Les Neuf-maitres-bourgeois. Le maire. (b) Les agents subalternes. Sergents. Guet. Valets de ville, etc.	120
<i>Section II.</i> — (a) Les ordonnances de police, générales et par- ticulières.	125
(b) Les eaux et forêts	134
CHAPITRE V. — Les institutions militaires	138
<i>Section I.</i> — La milice bourgeoise. Institution, organisation.	138
<i>Section II.</i> — Les fortifications.	145
CHAPITRE VI. — Les institutions de prévoyance	149
<i>Section I.</i> — L'hôpital.	149
<i>Section II.</i> — La mendicité et les lois sur les pauvres.	150
<i>Section III.</i> — La Chambre des tutelles.	153
CHAPITRE VII. — L'instruction publique.	156
Les écoles. Les règlements scolaires. L'influence de la Ré- forme. L'Université.	
CHAPITRE VIII. — Les finances	161
<i>Section I.</i> — Le prince : (a) Ses revenus. (Revenus domaniaux. Banalités. Impôts. Droits de natures diverses). (b) Ses char- ges. (c) Personnel chargé du recouvrement des impôts.	161
<i>Section II.</i> — La ville : (a) Ses revenus. (Domaniaux, Impôts . (b) Ses charges. (c) Le budget de la ville, établi par le maire, ratifié par l'assemblée des Trois corps.	180
Conclusion	185
Bibliographie.	188
Errata	189

